

PA

14.637

L'ENSEIGNEMENT
A
SAINT-MAURICE

DU
V^E AU XIX^E SIÈCLE

PAR
PIERRE BOURBAN

CHANOINE DE L'ABBAYE DE SAINT-MAURICE
PROFESSEUR DE THÉOLOGIE ET ARCHIVISTE



FRIBOURG

IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE DE L'ŒUVRE DE SAINT-PAUL
259, rue de Morat, 259

—
1896

PA

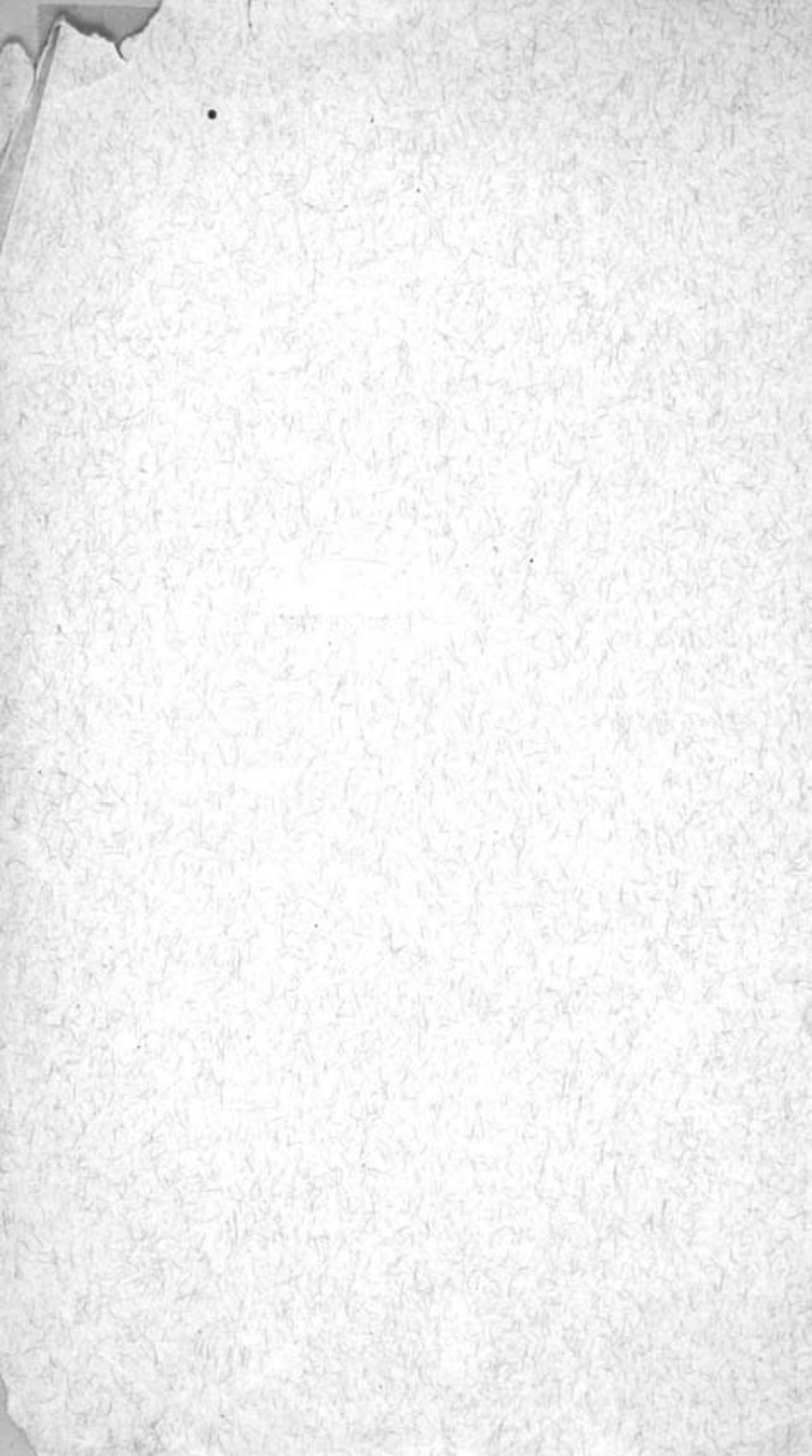
4.637

Bibl. cant. US Kantonsbibl.



1010102433

PA 14637



*A Sa Grandeur Monseigneur Joseph Paccolat,
Evêque de Bethléem et Abbé de S^t Maurice.
Hommage respectueux de l'auteur.*

L'ENSEIGNEMENT A S^T-MAURICE

DE

V^e AU XIX^e SIÈCLE

L'ENSEIGNEMENT
A
SAINT-MAURICE
DU
V^E AU XIX^E SIÈCLE

PAR

PIERRE BOURBAN

CHANOINE DE L'ABBAYE DE SAINT-MAURICE
PROFESSEUR DE THÉOLOGIE ET ARCHIVISTE



FRIBOURG

IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE DE L'ŒUVRE DE SAINT-PAUL
259, rue de Morat, 259

1896

PA 14.637



69/2548

L'ENSEIGNEMENT A ST-MAURICE

DU V^e AU XIX^e SIÈCLE ¹

Si nous jetons un regard sur l'histoire de la vie monastique, à travers les âges, nous voyons toujours les Ordres religieux naître en face des grands besoins d'une époque, en présence des grandes calamités que les pouvoirs civils ne pouvaient conjurer par leurs propres forces. Ainsi il en a été des Moines d'Orient et des Moines d'Occident; des Ordres de chevalerie aux croisades et des Ordres prêcheurs au moyen âge.

Les fondateurs d'Ordres, doués par la Providence d'une admirable perspicacité sur les besoins des temps et d'une profonde connaissance du cœur humain, ont légué aux générations futures des Règles ou codes de vie, qui les ont fait placer bien au-dessus des plus sages législateurs de leur temps.

Dans son grand et bel ouvrage sur *La Chevalerie*, Léon Gautier a dit avec raison : « On peut dire, en effet, que tout institut monastique a été conçu dans le génie d'un seul homme. » Pour atteindre les fins diverses des Ordres monastiques, il fallait, quoique à des degrés différents, la

¹ Communiqué à la réunion générale de la *Société helvétique de Saint-Maurice*, le 3 octobre 1895.

science. C'est pourquoi ils sont devenus les grandes écoles du haut moyen âge. C'est là que les sciences sacrées et profanes se sont réfugiées, à l'invasion des Barbares. Des raisons spéciales mettaient les moines dans la nécessité constante de l'étude. D'abord la méditation des Livres Saints a été un des grands leviers spirituels employé dans tous les Œuvres. Ces livres, pour les avoir, il fallait les transcrire. Leur lecture continuelle offrait un perpétuel objet d'étude.

Nous ne devons pas oublier ensuite que les bibliothèques des monastères et des églises cathédrales étaient les seules possibles à cette époque. Le prix des manuscrits était si élevé que les plus riches mêmes ne pouvaient se les procurer en nombre un peu considérable.

Les moines produisaient eux-mêmes leurs rayons de bibliothèque comme les ruches d'abeilles produisent leurs rayons de miel.

Les études avaient donc, par la force des choses, pour centre d'activité et de rayonnement, les bibliothèques monastiques.

Avec les documents qui nous restent encore, nous voudrions jeter un rapide coup d'œil sur le rôle de l'Abbaye de Saint-Maurice dans l'enseignement, à travers les âges.

A cet effet, nous indiquerons, à grands traits, les contributions intellectuelles et matérielles que cette Abbaye, aux temps de ses prospérités ou de ses vicissitudes, a apportées à l'édifice de l'enseignement.

Le V^e siècle et les premières années du VI^e

(PREMIÈRE PÉRIODE MONASTIQUE A AGAUNE)

Dès le V^e siècle, nous trouvons des relations intimes entre Saint-Maurice et l'Abbaye de Condat, plus tard de Saint-Claude, dans le Jura. Un moine contemporain des

premiers Abbés saint Romain, saint Lupicin et saint Oyan, écrit leur vie. Il la dédie aux moines d'Agaune, Jean et Armentaire, qu'il considère comme des maîtres. C'est à leur prière qu'il a entrepris cette œuvre. Les Moines d'Agaune voudront bien être pleins d'indulgence pour les défauts littéraires de son travail. Mais il ne peut résister à leurs supplications ¹.

A la fin du V^e siècle, vivait à Saint-Maurice un Abbé illustre par les guérisons presque sans nombre que Dieu opérait à sa demande. C'était saint Séverin. Le médecin de Clovis, après avoir épuisé les ressources de l'art auprès de son royal malade, fait chercher saint Séverin à Agaune, pour l'amener à Paris. A la prière du saint Abbé, Clovis recouvre miraculeusement la santé.

La vie du grand thaumaturge est écrite par Fauste, disciple de saint Séverin ². Ce qui prouve que pendant l'invasion des Barbares, Agaune restait la gardienne des lettres.

De la fondation de saint Sigismond à la fin du règne de Charlemagne

(DEUXIÈME PÉRIODE MONASTIQUE A AGAUNE)

Une fondation d'un nouveau genre allait éclipser tout ce qui avait été fait jusqu'alors autour des ossements des Thébéens.

Sigismond, le jeune roi de Bourgogne, venait d'abjurer l'arianisme et d'être associé à la royauté de son père. Saint Avit, archevêque de Vienne, et saint Maxime, évêque de

¹ *Acta Sanctorum*, Bolland., 28 february. *Praefatio Auctoris*.

² Mabillon, *Acta Sanctorum Ordinis S. Benedicti. Vita S. Severini*, pag. 568.

Genève ¹, le pressaient d'organiser en l'honneur des Martyrs thébéens à Agaune, une œuvre digne d'une main royale.

Sigismond convoque, en effet, en 515 (ou 516) à une assemblée solennelle à Agaune, un grand nombre d'évêques et de comtes de son royaume.

Aidé de leurs conseils, le jeune roi se dépouille d'une partie de ses domaines, pour établir autour du sépulcre déjà glorieux des Thébéens, la psalmodie perpétuelle, ce *Laus perennis* qui durerait sans interruption le jour et la nuit.

L'œuvre de saint Sigismond enthousiasmait le royaume de Bourgogne. Pour la réaliser, il fallait avoir recours aux grands monastères des contrées voisines. Cinq légions de moines partaient à la fois des plus illustres monastères des Gaules pour venir se fixer autour de la basilique des Thébéens. Des Abbés placés à la tête de monastères florissants, confiaient leur charge à d'autres, et accouraient pour se faire moines à Agaune. De ce nombre étaient saint Hymnemosus de Grigny (Vienne en Dauphiné) et saint Ambroise de l'Ile-Barbe, à Lyon. Et comme la science s'était réfugiée dans les monastères, Saint-Maurice devenait, par cette heureuse immigration, le grand centre où s'étaient réunies les connaissances sacrées et littéraires du royaume burgonde.

Dans ses *Moines d'Occident*, Montalembert a dit, avec raison, d'Agaune : « Il fut dès lors la métropole monastique du royaume de Bourgogne tant de fois détruit et tant de fois restauré ². »

L'enseignement devint une nécessité pour renouveler,

¹ *Charte de fondation*, copie du XII^e siècle aux Archives de l'Abbaye. — *Vitae primorum Abbatum Agaunensium*, par un moine d'Agaune, leur contemporain, apud Bolland. — *Acta SS.*, 2 Nov.

² Le comte de Montalembert, *Les Moines d'Occident*, page 257.

par de nouvelles recrues, cet immense peuple de moines. De plus, les nombreux livres d'église que réclamait le *Laus perennis*, devaient maintenir une activité fébrile chez de nombreux copistes.

La vie des quatre premiers saints Abbés de l'institution de saint Sigismond, écrite par un contemporain, nous a laissé quelques renseignements sur l'illustre maître Achive. Grand par sa sainteté, il était par ses vastes connaissances la merveille de son siècle. « La crainte du Seigneur, y est-il dit, avait façonné à la fois son esprit et sa chair. Parmi les bienfaits qu'il avait mérités du ciel, on admirait sa prodigieuse mémoire. Elle était si fidèle qu'elle retenait intégralement tout ce qu'il lisait. Il arriva ainsi qu'il sut par cœur à peu près tous les livres ecclésiastiques. Les interprétant avec une sainte ardeur, il devint un maître illustre ¹. C'était aussi un prédicateur distingué, qui joignait à ses manières une exquise bonté et un grand amour pour les âmes. »

La mort avait, en quelques années, couché dans la tombe deux Abbés illustres par leur sainteté et leur talent organisateur. Les moines élevèrent Achive au siège abbatial. Il continua sa vie de maître; et, sur son tombeau, on joignit aux autres louanges ces mots : *Abbas electus docuit* ², devenu Abbé, il resta professeur ³.

Son successeur Probus, d'un caractère à la fois gai et

¹ *Vita primorum Abbatum Agaunensium* a monacho coævo, apud Bolland. 2 Nov.

² *Ibidem*.

³ Avant la publication des *Actes* de saint Achive, par les Bollandistes, l'Abbaye de Saint-Maurice avait conservé dans ses chroniques et ses traditions le souvenir de la sainte et vaste érudition de ce moine, L'Abbé Jodoc de Quartéry, dans sa *Nomenclatura Abbatum Cœnobii Sancti Mauricii Agaunensis*, nous a laissé ces paroles : « ... Jam odor ejus sanctitatis ubique diffusus erat ita ut appellaretur pater futuri

bon, était le grand inspirateur de la musique. Sa vie, écrite en vers, nous le dit :

Pulchra mansit semper letanti pectore fides
Et caritatis tenor persistens corde sagaci.
Noctibus insomnis, vigil divina gratia psalmos
Cithara decem chordarum psallebat consona corde
Dulciter consensu mentis sonabant tympana choro

Mais, dans ce VI^e siècle où les documents sont si rares que chacun vaut tout un trésor, après avoir parlé des maîtres d'Agaune, tâchons de signaler quelques élèves de cette école monastique.

N'est-ce pas à cette école qu'il faut attribuer la formation de cet anonyme probablement moine qui, dans le milieu du VI^e siècle, donnait, dans un beau latin encore, une nouvelle rédaction aux *Actes des Martyrs thébéens* ? Conserver une pareille élégance latine au milieu des déformations barbares presque générales, c'était rendre un haut témoignage au goût et au niveau intellectuel du milieu dans lequel il avait été formé.

L'historien des Gaules, saint Grégoire de Tours, consacre dans ce VI^e siècle à un élève d'Agaune presque tout un chapitre dans son ouvrage *De gloria Martyrum*.

« De grands prodiges, nous dit-il ¹, s'opèrent autour du tombeau de saint Maurice et de ses compagnons. Je renonce à les raconter tous et je me bornerai à un petit nombre. Une femme amena un jour, au monastère d'Agaune, son fils unique tout jeune encore. Elle le confia

seculi. Contemplationi summe deditus fuit ex qua facies ejus sæpe in solem mutata est. Omnes nodos Scripturæ sacræ potuit solvere; et in fine ita concludebat : Ego enim accepi a Domino quod et tradidi vobis. »

¹ Gregorius Turonensis *De gloria Martyrum*, I, LXXVI. *De sanctis Agaunensibus*.

à l'Abbé pour qu'il l'instruisît. La bonne mère voulait que son fils fût préparé à la cléricature, et qu'il fût consacré tout entier à célébrer les louanges des Martyrs thébéens ¹. Déjà le jeune homme a acquis au monastère d'Agaune la science des lettres sacrées. Au chœur, il chante des psaumes avec les moines, lorsqu'il est pris subitement d'une légère fièvre et meurt. »

Montalembert, traduisant Grégoire de Tours, nous a raconté ainsi les larmes et les visions de cette mère éplorée :

« Sa mère, au désespoir, vint l'ensevelir, puis revint chaque jour gémir et pleurer sur sa tombe. Une nuit, elle vit en rêve saint Maurice qui voulut la consoler, mais elle répondait : « Non, non, tant que je vivrai, toujours je pleurerai mon fils, mon unique enfant. — Mais, répliqua le Saint, il ne faut pas le pleurer comme s'il était mort : il est avec nous, il jouit de la vie éternelle, et demain, aux Matines du monastère, tu entendras sa voix parmi le chœur des moines ; et non seulement demain, mais tous les jours et tant que tu vivras. » La mère se leva aussitôt et attendit avec impatience le premier coup de Matines pour courir à l'église des moines. Le chantre ayant entonné le répons, lorsque les moines en chœur eurent repris l'antienne, la mère reconnut aussitôt la voix de son cher enfant. Elle rendit grâce à Dieu, et chaque jour, trompant ainsi sa douleur et sa maternelle tendresse, pendant le reste de sa vie, dès qu'elle s'approchait du chœur, elle entendait la voix de son fils bien-aimé se mêler à la douce et sainte harmonie du chant liturgique ².

Et nous aussi, il nous semble l'entendre retentir à travers les âges, cette voix de l'enfant, *voce infantuli*,

¹ Le cérémonial pour l'offrande des enfants au service des autels dans les monastères est donné dans la Règle de saint Benoît, chap. LIV.

² Gregor. Turon., *De gloria Martyr.* c. LXXVI.

de toutes les mélodies que l'oreille humaine puisse recueillir, la plus pure, la plus chère, la plus voisine du ciel ¹. »

Un jour, un poète valaisan pleurant sur la tombe d'un fils mort au printemps de la vie, à l'âge de huit ans, chercha à tempérer ses larmes et à guérir la blessure de son cœur. Il chanta, dans une charmante poésie, la sainteté de l'étudiant du monastère d'Agaune, les larmes et les visions de la mère ².

Le poète, vous l'avez deviné, était un ancien élève de Saint-Maurice, M. Charles-Louis de Bons.

Dans ce même VI^e siècle, nous trouvons, à l'école monastique d'Agaune, une autre fleur qui ne fut pas comme la précédente cueillie au printemps de la vie. Elle a eu le temps de s'épanouir et de porter des fruits. C'est saint Amé, le fondateur de Notre-Dame du Sex. Dès le commencement de ses études jusqu'à la maturité de son talent, sa formation est l'œuvre et la gloire exclusive de l'école monastique de Saint-Maurice. L'école d'Agaune avait étendu sa réputation dans tout le royaume de Bourgogne. C'était dans la seconde moitié du VI^e siècle. La noblesse et la culture intellectuelle de l'ancienne société romaine revendiquèrent pendant longtemps une place spéciale dans la société organisée par les Barbares. Pour les premiers Abbés venus à Agaune après la restauration de saint Sigismond, on indiquera si leur origine est romaine ou barbare. Il en sera de même pour l'élève. Il est d'origine romaine. Dans un bourg de la célèbre cité de Grenoble, vit une noble famille romaine. Le père s'appelle Héliodore. C'est un chrétien fervent. Il a un fils du nom d'Amé qu'il voudrait voir livré aux veilles monastiques. Le jeune homme est ainsi offert à la

¹ Montalembert, *Les Moines d'Occident*, t. II, page 305.

² *Almanach de l'Institut*, 1875.

basilique de Saint-Maurice comme un don agréable à Dieu.

« Peu de temps après, le jeune Amé prend place parmi les étudiants de l'école d'Agaune. Il est le premier parmi les meilleurs... *Inter scholares imbutus, primus in bonis habetur.* »

Sa vocation répondait aux désirs de son père. Il se fit moine dans la basilique de Saint-Maurice.

Déjà il avait passé trente ans dans la psalmodie perpétuelle, le *Laus perennis* de saint Sigismond, lorsque pressé par le désir d'une solitude plus profonde, il monta à travers des roches escarpées et alla se fixer sur une esplanade du rocher, à cent mètres environ de hauteur. Ses Actes, écrits par un contemporain, nous disent les rudes austérités de sa vie et les miracles opérés à sa prière.

Trois ans de sainteté passés dans cette solitude avaient fondé le pèlerinage de Notre-Dame du Sex et préparé Amé à un nouveau champ d'activité.

Toute sa formation est due à l'école monastique d'Agaune. Il est le grand orateur de son époque. Sa parole éloquente et facile est admirablement servie par une haute sainteté, un visage serein et un aspect d'une gaieté attrayante ¹.

De son éloquence, il remue les villes d'Austrasie. Un personnage de la cour, du nom de Romaric, renonce aux grandeurs et aux vanités de ce monde et se fait disciple de saint Amé. Les deux saints fondent à Remiremont, dans les Vosges, deux grands monastères. Dans le monastère des religieuses, saint Amé parvient à introduire la psalmodie perpétuelle du monastère d'Agaune.

Après une vie pleine de prières, d'austérités, d'œuvres et de miracles, celui que l'école d'Agaune avait formé, laissa l'administration de ses œuvres et de ses monastères

¹ Bolland., *Acta SS.*, 13 septembre.

à saint Romaric. Saint Amé avait été son maître ; il l'avait amené des splendeurs de la cour d'Austrasie aux rudes pénitences de son institution monastique.

Pendant une longue période, les documents traitant directement de l'école d'Agaune, nous manquent entièrement. Nous serons obligés d'y suppléer par la législation sur l'école, et de montrer que ces lois ont dû avoir leur application à Saint-Maurice.

Nous sommes à l'époque de Charlemagne. Tout le monde sait que cet empereur fut non seulement un grand conquérant, mais aussi un protecteur zélé de l'instruction à tous les degrés, depuis l'Ecole palatine, la *Schola palatina*, jusqu'aux écoles populaires.

Dans les *Capitulaires* de Charlemagne, nous trouvons une loi qui oblige toutes les églises épiscopales *et tous les monastères* d'avoir une école pour les jeunes gens. Nous y voyons les grandes lignes du programme de l'enseignement : on leur apprendra « les psaumes, les notes, le chant, le calcul et la grammaire ¹. »

L'empereur demandait que la plus grande surveillance fût exercée sur les livres. Il leur faut des livres catholiques bien corrigés et contrôlés, afin que les jeunes gens ne s'exposent point à dire des choses indignes de la Majesté divine. Les maîtres auront soin d'empêcher leurs élèves de corrompre le sens des livres, soit qu'il s'agisse de la lecture, soit qu'il s'agisse de la transcription ².

¹ « Et ut scholæ legentium puerorum fiant, psalmos, notas, cantus, compotum, grammaticam *per singula monasteria*, vel Episcopalia discant. » *Capitula Regum Francorum*, lib. I, cap. LXXII.

² Sed et libros catholicos bene emendatos habeant, quia sæpe dum bene aliquid Deum rogare cupiunt, per inemendatos libros male rogant, et pueros vestros non sinatis vel legendo vel scribendo corrumpere. Et si opus est Evangelium et Psalterium, et Missale scribere, perfectæ ætatis homines scribant cum omni diligentia. » *Capitula Regum Francorum*, lib. I, cap. LXXII.

Charlemagne a dû tenir particulièrement à l'exécution de cette loi dans les monastères qui étaient l'objet de sa spéciale sollicitude. Or de ce nombre était le monastère de Saint-Maurice d'Agaune. Son cousin, saint Althée, y était Abbé. Il reçut l'Empereur qui passa quinze jours dans la prière, à la basilique des Martyrs thébéens, et donna au monastère d'immenses possessions en France. Le prieuré de Semur, au diocèse d'Autun, possédé par l'Abbaye de Saint-Maurice jusqu'au XVII^e siècle, a été fondé avec les largesses de Charlemagne. L'Empereur avait pris saint Althée pour l'accompagner dans un de ses voyages de Rome ¹.

Nous pouvons donc considérer l'école monastique d'Agaune bien vivante et pleine de l'impulsion donnée par la législation de Charlemagne.

La loi avait été si bien exécutée dans le nouvel empire d'Occident, que l'école publique, l'école *monastique* et les leçons privées données par les prêtres étaient signalées comme une chose partout existante. D'après le Concile de Mayence, convoqué par Charlemagne en 813, c'est à ces écoles que les parents doivent envoyer instruire leurs enfants. Les chrétiens qui, par leur faute, n'auront pas l'instruction religieuse nécessaire, seront punis par le jeûne ou par d'autres peines. Ceux qui ne peuvent pas l'apprendre dans la langue *latine*, l'étudieront dans la langue *vulgaire* ².

¹ Bulle du Pape Adrien I^{er}, précédée d'une notice historique sur le passage de l'Empereur à Saint-Maurice. Copie du XII^e siècle, aux Archives de l'Abbaye.

² ... « Nolumusque ut disciplinam condignam habeant: qui haec discere negligunt, sive jejuno, sive alia castigatione emendentur. Propterea dignum est, ut filios suos donent ad *scholam*, sive ad *monasteria*, sive *foras presbyteris*, ut fidem catholicam recte discant, et orationem dominicam, ut domi alios edocere valeant. Et qui aliter non potuerit, vel in sua lingua hoc discat. » *Concilium Moguntiacum*, Can. XLV, *Concilia*, edit. regia., t. XX.

De l'époque carlovingienne au XII^e siècle

(TROISIÈME PÉRIODE DE L'HISTOIRE DE L'ABBAYE D'AGAUNE)

Charlemagne était resté l'âme de cet empire créé par son génie. Sa pensée religieuse et politique animait, vivifiait et soutenait puissamment cette œuvre colossale. Sa mort fut une irréparable perte. Dès que le puissant élan imprimé par son génie cessa d'agir sur les hommes et sur les institutions, l'édifice s'ébranla et ne tarda pas à s'écrouler.

Louis-le-Débonnaire donna l'Abbaye de Saint-Maurice, que son père avait protégée, en commende à son fils illégitime Arnoul, qui devait la ruiner.

Les moines fervents furent dispersés. Et là où l'on n'entendait que le chant et la prière, Arnoul, qui n'était qu'un prince séculier avec des mœurs très légères, installa le luxe et le plaisir.

L'école monastique avait disparu.

Louis-le-Débonnaire, pressé par la responsabilité qui pesait sur sa conscience, chassa son fils de l'Abbaye, et y établit, en 824, avec des chanoines vivant en communauté, la règle qu'il venait de faire promulguer au concile d'Aix-la-Chapelle, en 816.

Cette Règle des chanoines fut scrupuleusement appliquée à la restauration de Saint-Maurice. Pour la vie de communauté ¹ nous en avons la preuve dans l'acte de la cession de la vallée d'Abondance ². Quant à l'hôpital ³ demandé par la règle pour loger gratuitement tous les voyageurs

¹ *Concilium Aquisgranense*, cap. CXVII, CXXIII, CXLIII et CXLIV.

² Original aux Archives de l'Abbaye.

³ *Concilium Aquisgranense*, cap. CXLI.

pauvres, nous en avons la preuve dans l'hôpital que l'Abbaye possède encore aujourd'hui et dont la destination est restée la même à travers les âges.

Nous voyons donc aussi revivre l'école sous le régime du chapitre cxxxv de cette règle des chanoines :

Ut erga pueros, qui nutriuntur vel erudiuntur in congregatione canonica, instantissime sit adhibenda custodia.

Cette règle, sagement sévère, nous a laissé le régime de la surveillance des étudiants dans les cloîtres à cette époque. Les jeunes gens, en face des passions naissantes, sont exposés à de grands dangers. La surveillance des élèves devra donc s'étendre à tous les instants. Elle sera confiée à un chanoine d'un âge avancé et d'une vertu éprouvée. En le regardant, les étudiants doivent voir en lui le maître de la doctrine et le miroir de la vertu. Il ne sera pas cependant toujours obligé de donner les leçons lui-même.

Les étudiants prendront leur récréation dans une grande cour intérieure sous le regard de leur maître. Si celui-ci ne s'acquitte pas fidèlement de ses devoirs, il sera impitoyablement destitué ¹.

Cette organisation selon la règle canoniale du concile d'Aix-la-Chapelle, n'avait pu empêcher le régime des Abbés commendataires de s'y introduire ni de produire, à Saint-Maurice, les fâcheux résultats qu'il produisait ailleurs.

Dans la première moitié du XII^e siècle, le jeune prince Rainaud, frère du duc de Savoie, Amédée III, était prévôt commendataire de l'Abbaye de Saint-Maurice dont il préparait la ruine.

Saint Hugues, évêque de Grenoble, qui venait de donner les montagnes de la Chartreuse pour la fondation de saint

¹ *Concilium Aquisgranense*, cap. cxxxv, *Concilia*, edit. reg., tom. XX.

Bruno, s'élève de l'esclavage et des malheurs de l'antique monastère d'Agaune. De concert avec Amédée III, duc de Savoie, et les chanoines de Saint-Maurice, il introduit à l'Abbaye, avec l'approbation du pape Honorius II, la règle des chanoines réguliers de saint Augustin. Le célèbre monastère est ainsi délivré à tout jamais du régime désastreux des Abbés commendataires ¹.

L'Eglise redoubla, à cette époque, la sollicitude qu'elle avait du reste toujours eue pour l'instruction de la jeunesse et en particulier des enfants pauvres. Toute une législation est éditée par les conciles et par les papes dans cette partie du moyen âge qui est l'apogée de la civilisation chrétienne.

« L'Eglise de Dieu, comme une pieuse mère, est tenue à pourvoir à ce que l'accès des études soit rendu possible aux jeunes gens pauvres qui ne peuvent pas être aidés des ressources de leurs parents. Chaque église cathédrale devra, en conséquence, consacrer une prébende à un maître qui instruisse gratuitement les clercs de l'église et les étudiants pauvres. »

La liberté d'enseignement et le contrôle de la capacité des maîtres sont admirablement organisés.

Aucune rétribution, aucun impôt ne seront imposés pour la licence d'enseigner. Tout acte contraire est regardé comme un crime et presque comme une violation sacrilège; car il est écrit dans les Livres-Saints : Vous avez reçu gratuitement, vous devez aussi donner gratuitement, *Gratis accepistis; gratis date*. Si on néglige de nommer les maîtres dans l'enseignement au temps fixé, l'évêque les nommera de sa propre autorité ².

La reconnaissance publique et la sagesse des ducs de

¹ *Gallia Christ.*, xii, 430 et Guichenon, iv, 31. Archives de l'Abbaye.

² *Corpus juris canon. Decretales Gregorii IX*, lib. V, tit. v. *De Magistris et ne aliquid exigatur pro licentia docendi*.

Savoie, se rappelant les services que l'Abbaye de Saint-Maurice avait rendu à l'instruction de la jeunesse, lui confièrent la direction et le gouvernement des écoles, à tous les degrés, dans le Chablais, depuis le Mont-Joux (Grand Saint-Bernard), jusqu'à l'Eaufroide, près de Villeneuve.

Plusieurs documents originaux, conservés aux Archives de l'Abbaye, attestent l'exercice de ce droit, comme celui de la Chancellerie, dans le Chablais.

Qu'il nous suffise d'en citer quelques-uns et de donner le texte des deux principaux :

En 1367, l'abbé Jean Bartholomei, qui avait reçu à Saint-Maurice l'empereur Charles IV, nomme, sur la demande des bourgeois d'Aigle, Humbert, son économe à Aigle, professeur du collège établi dans cette ville. Cette nomination est faite après un examen sérieux des qualités du titulaire. Voici le texte du document :

« Nos Johannes bartholomei dei et apostolice sedis gracia
« abbas monasterii sancti mauricii agaun. Notum facimus
« uniuersis presentes litteras inspecturis quod nos ad
« supplicationem quorundam burgensium allyi dilecto
« nostro humberto economo de allyo clerico, committimus
« per presentes officium studii gramatice ¹ in allyo exer-
« cendum et tenendum per tres annos continuos a data
« presencium numerandos. Quem humbertum reperimus

¹ Le mot *grammatica* avait, au moyen âge, un sens plus étendu qu'aujourd'hui. Il comprenait aussi les humanités, l'art d'écrire, les lettres. On peut en voir l'explication dans un ouvrage d'un dominicain du XIII^e siècle, la *Summa quae vocatur catholicon* edita a fratre Johanne de janua († 1298) Vox, Grammatica.

Du Cange, dans son *Glossaire* sur le latin du moyen âge, nous dit pareillement que *Grammaticus* n'était pas seulement le professeur de grammaire de notre époque, mais aussi le professeur des lettres. *Grammaticus disciplinis liberalioribus instructus, eruditus. Alias Grammaticus est Professor litterarum.* Du Cange, *Glossarium ad Scriptores mediæ et infimæ latinitatis.*

« sufficientem et ydoneum ad dictum officium exercendum.
 « Datum cum appositione sigilli nostri, die XXIII mensis
 « Julii. Anno domini, millesimo CCC^{mo} sexagesimo
 « septimo ¹. »

Infatués de notre régime et de notre suffisance moderne, oublieux des facilités merveilleuses qui nous ont été apportées par l'imprimerie, nous sommes facilement portés à juger avec dédain l'organisation de cette époque. Un document que je vais rapporter prouvera que l'organisation était admirable, vu les conditions de ce temps. Ainsi le Grand Ecolâtre du Chablais, l'Abbé de Saint-Maurice, Michel Bernardi d'Allinges, était docteur en droit, conseiller et secrétaire privé du duc de Savoie. Il déléguait cette fonction du gouvernement des écoles dans le Chablais à Déodat Chenut qui était un maître reconnu versé dans les lettres et la philosophie. Il était *Maître* dans les *Arts libéraux qui sont au nombre de sept*, de l'Université de Paris, et bachelier en droit canonique. Mais hâtons-nous d'en venir au texte lui-même :

« Nos michael dei et apostolice sedis gracia humilis
 « abbas monasterii sancti Mauricii agaunensis Sedunensis
 « diocesis ². Notum facimus uniuersis presentibus et futuris.
 « Quod nos visis, consideratis etiam auditis et inspectis
 « sciencie luminibus atque doctrine moribus et presertim
 « gramatice et philosophie facultatum ut verius autem
 « artes liberales que sunt septem fulgeant claritate quod
 « visibili ac luminis fulgencia luceant, verum etiam
 « considerantes sacrosanctam decretalem in quinto decre-
 « talium ³ sedentem capitulo primo, rubrica : de magis-

¹ Original aux Archives de l'Abbaye. Tir. 47 : sceau pendant à une queue de parchemin.

² Voir ma brochure : *L'Eglise et la question sociale*, p. 27.

³ *Decretales Gregorii IX*, lib. V, tit. v.

« tris, ne aliquid exigant pro licentia docendi, ritum et
« eius insequi volentes ac ordinis seriem. *Desiderantesque*
« *pauperibus indoctis sic cauere adjutorio aut aliqua facul-*
« *tate docendi subuenire caritatis radio*, et per venera-
« bilem et egregium virum magistrum deodatum chenuti
« arcium liberalium parientem magistrum decretorumque
« bachalarium fratribus nostris presentibus atque mere
« volentibus et consencientibus dedimus concessimus tota-
« libus vicibus ac totaliter totalius ac totalissime remi-
« simus onus honorem disciplinam ac regulam scholarum
« et solum solum sequencium ut ville sancti mauricii
« agaunensis ac aliorum locorum villarum opidorum in
« quibus ex nostro *dominio spirituali* seu temporaliter
« donacio nobis competit seu competi posset in presenti
« aut quomodolibet in futurum per ducatum chablasii et
« alibi prout damus donamus concedimus totaliter ut
« supra et remittimus predicto venerabili magistro presenti
« hic in nostro capitulo petenti stipulanti modo premissis
« et recipienti per ipsum regendarum aut per alium sub
« se subalternum sufficientem ad hoc ydoneum ut moris
« est gramatice. Juramento suo promisit et juravit bene
« et fideliter regere juxta formam et tenorem dicte decre-
« talis. Nos eciam sibi promittentes manutenere via juris
« et rationis.

« In quorum promissorum verificacionem et testimo-
« nium jussimus et fecimus sigillorum nostrorum abbacie
« et conuentus appencionibus presentes litteras siue presens
« publicum instrumentum communiri et per dilectum
« nostrum gerardinum de sancto lupo, notarium publicum
« subscribi et signari, Presentibus venerabilibus et reli-
« giosis viris dominis nicodo grassi vicario nostro in
« spiritualibus et temporalibus, Johanne combassie Bar-
« tholomeo boueri et pluribus aliis testibus ad promissa
« vocatis specialiter et rogatis. Datum et actum in capitulo

« nostro in loco dicto claustro antiquo more solitari con¹⁰
 « die penultima mensis maii, anno domini millesimo
 « quadringentesimo quadragesimo octauo.

Signum notarii.

« Et me girando de sancto Lupo
 « remensis diocesis clerico auctauritate
 « Imperiali atque curiarum Illustrissimi
 « principis domini nostri Sabaudie ducis
 « Jurato et Notario. Qui promissis omnibus et singulis dum
 « sic fierent et agerentur una cum dictis testibus presens
 « fui et dudum atque rogatus recepi et in hanc publicam
 « formam redegì aliisque occupatus negociis per alium
 « scribi feci atque hic subscripsi et signo meo manuali
 « solito signavi. In testimonium omnium promissorum ¹. »

Dans les années 1475 et 1476, la Savoie perd le Bas-Vallais, qui est occupé par les Patriotes des sept dizains du Haut-Vallais, les vainqueurs de la Planta.

En 1536, par contre, quarante-sept communes ou villages de la Savoie se réunissent au pré de l'Abbaye, à Saint-Maurice, pour se donner au Vallais. Ils échappent ainsi à la domination bernoise et à l'hérésie.

Le collège de Saint-Maurice avait été conservé à travers ces transformations politiques. Mais en 1559, il ne se trouvait plus à la hauteur des besoins des temps ni du pays. La Diète réunie au château de l'Evêque, à la Majorie, s'en occupa et prit les décisions que voici :

Saint-Maurice, situé dans un lieu charmant et salubre, se prête admirablement pour le collège. Il sera, par conséquent, augmenté et amélioré, afin que les jeunes gens du pays ne soient pas obligés de faire de lourdes dépenses

¹ Original aux Archives de l'Abbaye. — Dans les *Minutes* du XIII^e et du XIV^e siècle, plusieurs recteurs des écoles de Saint-Maurice paraissent comme témoins.

pour leurs études dans des collèges étrangers. Les étudiants des contrées voisines peuvent s'y rendre facilement à cause de la facilité des communications.

Mais comment une nouvelle organisation du collège sera-t-elle dotée ? La bourgeoisie est pauvre. L'Abbaye est riche ! C'est une belle œuvre que celle du collège ! La Diète décrète donc que ce sera l'Abbaye qui paiera le surcroît des dépenses. Et pour que l'injustice de cette imposition soit un peu voilée, voici comment on stipulera le décret :

La Diète n'entend pas porter atteinte au droit de l'Abbaye, mais elle *ordonne*, en suppliant d'une manière stricte et absolue, ce qui suit :

1^o L'Abbé livrera annuellement à un maître du collège un char de vin, mais du vin bon, pur et immaculé.

2^o Le sacristain livrera pareillement un char de vin ; ce vin devra être bon et convenable.

3^o Le recteur de l'hôpital Saint-Jacques, à Saint-Maurice, donnera six coupes de froment ¹.

Le maître, qui avait sa pension sur les contributions imposées à l'Abbaye, ne voyait arriver, paraît-il, que lentement les chars de vin.

L'Abbé s'était présenté lui-même devant la Diète et avait protesté contre cette imposition, décrétée avant que l'Abbaye fût entendue. Son prédécesseur, du reste, n'a jamais livré plus de dix setiers de vin. Le sacristain en a livré le même nombre.

La Diète du 16 décembre 1575 décide que l'Abbé livrera, pour un professeur du collège, dix setiers de vin, le chanoine sacristain dix, l'aumônier cinq, le portier trois. Le professeur n'aura rien à réclamer au-delà de ces vingt-huit setiers ².

¹ Copie vidimée aux Archives de l'Abbaye.

² *Liber Agaunensis*, copie vidimée, fol. 25.

Le même ordre fut renouvelé par la Diète en 1586, le 19 novembre, de la même façon pour l'Abbaye; mais on n'y oublia pas, comme dans le décret précédent, les six coupes de froment imposées à l'hôpital de Saint-Jacques. Les ressources antérieures du collège ne suffisaient plus; on y ajouta donc, à cette occasion, deux muids, un de froment et l'autre d'orge ou de blé mélangé, payables par le gouverneur de Monthey; deux pistoles pour chaque bannière du Bas-Vallais, et quatre pistoles pour les syndics et les procureurs de Monthey ¹.

Nous arrivons au XVII^e siècle. Ici nous pouvons nous rendre compte, jusqu'à un certain point, des bâtiments du collège.

Martin Zeiller, Martinus Zeillerus, dans son tome XVII, *Topographia Helveticæ confederatæ*, édité à Francfort, a donné une vue de Saint-Maurice. Nous y voyons les bâtiments du collège avec sa tour. Ils étaient situés dans le verger actuel de la famille Ch. de Stokalper, sur l'avenue de la gare, en face du théâtre construit sur l'ancienne souste ².

La *Chronique* de Gaspard Bérodi nous fournit des détails sur la réparation de ces bâtiments en 1622.

« En septembre 1622, la tour du gymnase d'Agaune fut réparée sous les syndics, noble Pierre de la Pierre et Jean Cattellani, le jeune, tous deux notaires. L'entrepreneur fut maître Pierre Minoya, tailleur de pierre, du diocèse de Novarre. Pour la restauration de cette tour, on employa non seulement des clefs en fer fixées aux poutres, mais

¹ Copie vidimée aux Archives de l'Abbaye.

² Cette maison avait dû appartenir, au moyen-âge, aux nobles d'Allinges de Cluses. Elle a été l'objet d'une transaction en 1483. (Archives de la ville de Saint-Maurice, série B.) Cette tour, dite *Tour de Noville*, appartenait à l'Abbaye en 1407, qui la louait à la ville pour les écoles.

encore des ciments très durs. A cause de la disette de cette année, le prix de la restauration s'est élevé à 1,200 florins. Les grandes ardoises carrées qui servaient à cette tour furent enlevées et servirent à couvrir la maison de ville. La tour du Collège eut une toiture plus légère en tuiles ¹. »

Deux ans plus tard, maître Nicolas Guyon, de Bourgogne, vitrier et bourgeois de Saint-Maurice, est chargé de faire les fenêtres (en verre) de la chambre supérieure de la tour du gymnase. Elles coûtent à la bourgeoisie 25 florins ².

Et maintenant que nous avons vu les bâtiments, venons à celui qui fut, pendant de longues années, non seulement l'âme du Collège, mais aussi de la poésie et de l'art dramatique en Vallais. Vous avez deviné le nom du chroniqueur Gaspard Bérody, notaire, professeur, puis prêtre, Prieur de l'Abbaye et notaire apostolique.

En 1610, le notaire Gaspard Bérody est, à la satisfaction de l'Evêque de Sion et aux applaudissements des bourgeois de Saint-Maurice et des patriotes du Vallais, nommé professeur et recteur du Collège de Saint-Maurice.

Il nous a laissé le catalogue alphabétique de tous les élèves qui ont fréquenté ses cours.

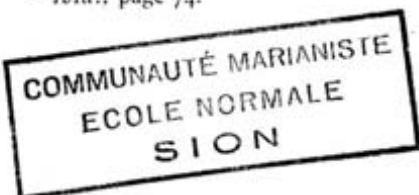
Les étudiants appartenaient aux diverses paroisses du Vallais, et un grand nombre venaient de la Savoie et du Faucigny.

C'est sous Gaspard Bérody que l'art dramatique prit un grand essor à Saint-Maurice. Il était lui-même le poète et l'auteur dramatique à cette époque. Il communiqua ses goûts à la population et aux élèves.

En 1609, il écrivit en latin une pièce dramatique sur

¹ Bourban, *Chronique de G. Bérody. Le Mystère de Saint-Maurice*, page 62.

² *Ibid.*, page 74.



la Légion thébéenne. Le texte original est conservé dans la bibliothèque de M. Antoine de Riedmatten, ancien conseiller d'Etat, à Sion.

En 1612, il composa et fit représenter deux pièces en latin :
De perditis Annibalis moribus.

De bello inter Martem et Apolinem gesto ¹.

Le jeune professeur se maria en 1613 et fit, en souvenir de son mariage, donner sur la place de l'Abbaye, *Les Noces de Cana*.

Mais il voulait aller au peuple avec sa pièce de saint Maurice. En 1618, il avait terminé son *Mystère de Saint-Maurice et de la Légion thébéenne*, en vers français, qui fut imprimé à Fribourg, la même année, et représenté à Saint-Maurice, avec un succès immense, en 1620.

Il fit représenter d'autres pièces encore, mais comme il n'est pas sûr qu'il en fût lui-même l'auteur et qu'elles ont été représentées après qu'il eût quitté l'enseignement, nous ne croyons pas devoir les énumérer dans cette notice.

Dans sa *Chronique*, Bérody raconte aussi plusieurs représentations données par les élèves du gymnase de Saint-Maurice, depuis qu'il a quitté l'enseignement ².

Il donne la nomination, avec des titres laudatifs, de plusieurs professeurs pendant cette première moitié du XVII^e siècle ³.

Vers la même époque, l'abbé Oddet ⁴, ancien juge au tribunal, avant d'être prêtre, s'occupa activement à la pros-

¹ Bourban, *Chronique de G. Bérody. Le Mystère de Saint-Maurice et de la Légion thébéenne*, pages 10 et 28.

² *Ibid.*, pages 41-52-196 et seq.

³ Bourban, *Berodi Chronica*, passim.

⁴ L'abbé Odet fut un des personnages influents de la Suisse à cette époque. Le Nonce l'avait fait son Vicaire Général et lui avait confié la charge de Visiteur pour toute la Suisse. (*Gallia christiana, Abbatiae Galliarum*, page 17.)

périté du Collège. Nous voyons dans ses lettres que l'Abbé était, en partie du moins, en possession de ses anciens droits.

Il faisait des sacrifices pour le Collège, mais il avait une large part, sinon la principale, dans la nomination des professeurs ¹.

Maurice Cattelani, chanoine-sacristain de l'Abbaye, fit à Saint-Maurice une belle fondation en faveur des étudiants pauvres. Elle est connue sous le nom de *Fondation des Macchabées*.

Mû d'un saint zèle pour le triomphe de la cause de la sainte Eglise, qui requiert des prêtres pieux et instruits, du consentement de l'Abbé et du Chapitre de Saint-Maurice, il légua un capital de 10,000 florins ² en faveur des jeunes gens de la ville ou paroisse de Saint-Maurice aspirant à la carrière ecclésiastique.

L'Abbé, le Chapitre de Saint-Maurice et deux syndics de la ville se réuniront à la fête de saint Michel, et parmi les jeunes gens qui, à Saint-Maurice, aspirent à la vocation ecclésiastique, ils en éliront deux.

Ils choisiront les plus « capables et *braves esprits* qu'ils pourront recognoître. »

Si dans les familles Cattellani et Dufour, auxquelles appartenait le testateur, il se trouvait des jeunes gens revêtus des qualités et dispositions requises, la jouissance des revenus de la fondation des 10,000 florins leur serait spécialement réservée.

Les jeunes gens élus jouiront pendant six ans d'études, des revenus de la dite fondation.

¹ *Liber Agaunensis*. Archives de l'Abbaye.

² C'était l'Abbaye qui, au point de vue du droit, faisait cette fondation. Lors de son entrée en religion, en 1613, Maurice Cattellani avait légué tous ses biens à l'Abbaye qui lui permit ensuite d'en disposer pour cette œuvre si éminemment utile.

Ils seront appelés *Macchabées*, afin qu'ils se rappellent qu'ils sont destinés pour la plus sainte des causes, à la défense de la loi de Dieu.

S'ils abandonnent leur vocation, ils seront tenus à restituer tout ce qu'ils ont reçu. Les cas d'infirmité et de mort sont exceptés.

..... « J'oblige, déclare le pieux fondateur, les dits Macchabéens de dire *pro remedio animæ meæ et predecessorum meorum*, une fois la semaine, l'office de Notre-Dame, et tous les Quatre-Temps, l'office des Morts.

Idem, quand ils seront prêtres, tous les Quatre-Temps, une messe *pro remedio animæ meæ et predecessorum meorum*. »

Cette fondation des Macchabées est du 10 juin 1631. Elle fut reconnue par une sentence de la Diète du Vallais, le 14 décembre 1656, ainsi que la large part que l'Abbaye devait avoir dans l'administration des fonds ¹.

Mais dans la première moitié de ce siècle, ces fonds se trouvaient entièrement entre les mains de la ville qui obtint de l'Evêque de Sion la permission de détourner les revenus de l'intention du donateur. La ville pouvait, d'après ce décret, les employer pour les écoles primaires et sa part à payer pour le Collège de Saint-Maurice ².

Pendant près d'un demi-siècle nous verrons l'Abbaye, malgré les lois de l'Eglise et les privilèges que lui donnait sa dépendance immédiate du Saint-Siège, soumise à des contributions très onéreuses pour la fondation du Collège de Brigue et pour la continuation de celui de Saint-Maurice.

En 1660, Leurs Excellences du Vallais fondèrent le Collège des Jésuites à Brigue, qui devait grandir au détriment de celui de Saint-Maurice.

¹ Archives de l'Abbaye.

² Archives de la ville.

L'Abbaye avait l'habitude, pour captiver la bienveillance des patriotes, de payer, à la Diète de mai, un dîner à tous les députés.

Le même argument était employé, tous les deux ans, envers le gouverneur que les sept dizains du Haut-Vallais envoyaient au château de Saint-Maurice. Le gouverneur, avec sa suite très nombreuse, avaient le premier souper servi gratuitement à l'Abbaye.

Ces actes de bienveillance furent considérés par les patriotes comme une obligation dont les intérêts pourraient être transférés de l'estomac du gouverneur et des seigneurs patriotes au Collège de Brigue. Ces Messieurs s'engagèrent donc à renoncer à leur dîner, en faveur du Collège, et l'Abbaye dut, de ce chef, payer pour le nouvel établissement des sommes considérables ¹.

Les rentes assignées au Collège de Saint-Maurice furent transférées à celui de Brigue. L'Abbaye, qui livrait les 28 setiers de vin et les 6 coupes de froment pour le Collège de Saint-Maurice, fut condamnée à payer, à la place de cette contribution annuelle, environ 300 pistoles, pour la fondation du Collège des Jésuites à Brigue ².

Mais ce qu'il y a de plus étrange, c'est que, après cette contribution très onéreuse en faveur du nouvel établissement, sur la requête des bourgeois de Saint-Maurice, la Diète condamna l'Abbaye à contribuer, comme par le passé, pour le Collège de Saint-Maurice.

Le chanoine Hilaire Charles, l'érudit archiviste de l'Abbaye, au siècle dernier, après l'analyse des pièces, nous a laissé une addition des sommes fournies par

¹ Voir *Mémoire* envoyé au Nonce de la part de l'Abbaye. Archives de l'Abbaye.

² Charles, *Répertoire analytique des Archives de l'Abbaye*, tome I, page 326.

l'Abbaye pour le Collège de Brigue. Il arrive à ce résultat : « Ces quatre articles bien justifiés font seuls la somme de pistoles 612 ¹ ». Puis il continue : « Si à cette dernière somme, on ajoutait : 1^o La pistole payée annuellement à la ville de Sion pour sa cote part depuis 1684 jusqu'en 1714, c'est-à-dire pendant trente ans ; 2^o les censes des sommes que l'Abbaye a été obligée d'emprunter pour s'acquitter des susdits capitaux ; 3^o les argents qu'il a fallu déboursier pour voyages et frais nécessaires à l'occasion de toutes ces difficultés, on est persuadé que l'affaire du Collège de Brigue a coûté plus de 800 à 900 pistoles d'Espagne, sans en retirer cependant d'autre avantage que celui d'être affranchi d'un repas à la Diète de mai, que l'Abbaye n'a encore jamais envisagé comme réellement dû, ainsi qu'il en constatera assez clairement par ce que l'on dira ci-dessous N^o 12 ² ».

Il paraît étrange, à regarder de l'époque où nous vivons, qu'un gouvernement catholique fût, en pleine paix, peser des contributions de ce genre sur l'Abbaye de Saint-Maurice.

Mais ces décrets eux-mêmes contre lesquels peuvent s'élever nos sentiments d'indignation, nous disent la gloire de l'Eglise.

On ignorait, dans les âges chrétiens, la fondation d'un établissement d'instruction publique, sans une large participation de sacrifices de la part de l'Eglise.

Nous trouvons au milieu de ce XVIII^e siècle, un professeur qui a laissé à Saint-Maurice un traité sur l'histoire

¹ La pistole de Savoie valait, en 1755, 180 baches. « Que les nouvelles espèces de Piémont, tant d'or que d'argent, soient reçues et débitées en ce pais suivant le taux que le Roy leur a donné, à sçavoir la pistole à 180 baches, la demy à 90, etc. » Diète du Vallais, 16 mai 1755.

² Hilaire Charles, *Répertoire analytique des Archives de l'Abbaye*, tome I, page 85.

et la géographie du Vallais. Ce travail, rédigé par demandes et par réponses, n'est pas toujours un modèle de critique historique; mais il ne fait pas moins, sous divers rapports, honneur à notre laborieux pédagogue vallaisan ¹.

Mais un professeur, d'une plus large envergure, a illustré à cette époque le Vallais, son pays d'origine. C'était Veguer, chanoine de l'Abbaye de Saint-Maurice.

François-Joseph Veguer était né le 4 novembre 1712, au village de Geschinen, dans la vallée de Conches. Il fit ses études littéraires au Collège des Jésuites à Brigue. Il alla poursuivre ses études de philosophie et de sciences au Collège des Jésuites de Soleure, d'où il apporta de brillants témoignages ².

Veguer prononça ses vœux solennels de chanoine religieux de l'Abbaye de Saint-Maurice, le 1^{er} novembre 1730. Il poursuivit ses études de philosophie sous la direction du chanoine Charles Odet. Il se livra ensuite pendant trois ans à l'étude de la théologie. Son maître était le P. Ravil, docteur en théologie, appelé de Chambéry pour enseigner cette branche à l'Abbaye de Saint-Maurice.

L'abbé Claret, qui était docteur en droit canonique et en droit civil, envoya, en 1737, son jeune chanoine à l'Université de Vienne, pour y étudier le droit canonique. Veguer se livra aussi à l'étude du droit romain et du droit féodal. Il brilla parmi les élèves les plus distingués de l'Université.

Un personnage de la cour de l'impératrice Marie-Thérèse, le comte de Harach, lui confia l'éducation de ses fils. Le chanoine de Saint-Maurice y réussit si bien, que l'impératrice prit la résolution de lui confier ses

¹ Chanoine Bourban, *Le Valais au milieu du XVIII^e siècle*, *Journal du dimanche*, supplément à la *Gazette du Valais*, août et septembre 1895.

² Archives de l'Abbaye.

enfants. En 1746, Marie-Thérèse l'attachait à la cour en le nommant professeur de latin de sa fille, l'archiduchesse Marie-Anne, née le 6 octobre 1738 ¹.

L'admiration pour Veguer allait grandissant à la cour. L'année suivante, 1747, l'impératrice Marie-Thérèse remet entre les mains de Veguer cet enfant qu'au moment d'un péril suprême, en présence de l'Europe conjurée contre elle, fugitive en Hongrie, elle avait montré aux quatre Ordres de l'Etat assemblés à Presbourg, et dont la vue avait arraché, en faveur de sa mère, ces enthousiastes acclamations : *Moriamur pro rege nostro Maria-Theresia*.

Le chanoine Veguer réussissait admirablement auprès de son élève. Il savait à la fois captiver son attention et gagner son cœur. Mais la mort allait bientôt le frapper et briser son œuvre.

Veguer suivait la cour à Presbourg, lorsque la mort vint le frapper à la fleur de l'âge. C'était en 1751 ; l'archiduc Joseph n'avait encore que dix ou onze ans.

L'impératrice était inconsolable de la perte du chanoine Veguer ². Elle avait pu apprécier ses hautes qualités de précepteur et elle avait comme un vague pressentiment des mauvaises influences qui allaient s'emparer de son fils.

Marie-Thérèse fut circonvenue. L'archiduc Joseph fut livré à des précepteurs jansénistes qui en firent *le frère-sacristain* du roi de Prusse et le persécuteur perfide de l'Eglise en Allemagne.

Dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, le Collège de Saint-Maurice eut un moment de prospérité toute spéciale. On y enseignait non seulement les lettres, mais aussi le

¹ Lettres patentes par lesquelles l'abbé Claret permet à son chanoine d'accepter ce poste de haute distinction. *Liber Capituli Agaunensis*, pages 104-106.

² Une biographie complète du chanoine Verguer est en préparation.

droit, à partir de 1766. — C'est un élève fribourgeois, devenu chanoine de Saint-Maurice, l'archiviste Hilaire Charles, qui nous l'apprend :

« Ainsi il y eut durant plusieurs années un régent de grammaire, un autre de petite et de grande syntaxe, un professeur d'humanités et de rhétorique et même un professeur de droit. — Mais le Collège se vit bientôt après réduit à un ou deux professeurs, non par le manque d'argent, mais faute d'écouliers. Je faisais les humanités dans ce Collège, au moment le plus brillant de son existence. »

La Révolution était triomphante en France. Elle avait renversé les anciennes institutions et croyait avoir, dans sa haine, fait disparaître Jésus-Christ et son Eglise. La Suisse était devenue l'objet de ses convoitises. C'était le chemin par où la Révolution pouvait passer pour aller porter par la guerre sa domination en Allemagne et en Italie.

Le Directoire chargeait les résidents français auprès des petits Etats confédérés ou alliés des Suisses, de fomenter la Révolution parmi le peuple et de préparer la guerre.

Le résident français en Vallais était Mangourit. Il parvint à soulever le Bas-Vallais qui expulsa ses gouverneurs. Mais bientôt de sages magistrats surent, malgré Mangourit, s'emparer du mouvement et le baptiser dans les traditions chrétiennes. Le Haut-Vallais, dans un élan de sage prudence, vint leur tendre une main fraternelle. Le 5 février, dans une assemblée générale tenue à Saint-Maurice, tous les Bas-Vallaisans furent déclarés un peuple libre et indépendant.

Le pays se donna une constitution républicaine qui arracha, en faveur du Vallais et de son Evêque, des éloges publics à Mangourit. Ce qui n'empêcha pas cependant le démagogue diplomate de travailler à asservir et à ruiner le Vallais.

Si notre pays avait voulu se donner une constitution républicaine, il avait voulu aussi de toute son âme rester catholique comme dans le passé.

Aussi, dès le 26 février 1798, un *Règlement du Collège de Saint-Maurice*, installé cette fois dans l'intérieur même de l'Abbaye, nous a laissé un précieux témoignage des convictions catholiques de nos pères, en face du despotisme révolutionnaire. Le Règlement est approuvé par le comité laïc.

En voici l'analyse :

Règlement du Collège de Saint-Maurice.

Il débute par un prélude où l'on recommande avant tout, aux jeunes gens qui se destinent à la connaissance des belles lettres, l'amour et la crainte du Seigneur. Ils doivent pratiquer l'obéissance et la subordination qui assurent le bonheur de la famille et de la société.

Suivent seize articles dans lesquels rien n'est oublié, depuis les exercices de piété jusqu'aux avertissements sur les défauts un peu toujours les mêmes chez les jeunes étudiants. Puis il se termine par ces admirables paroles :

« Enfin un étudiant doit se ressouvenir que si l'on donne plus de soin à son éducation, il doit montrer par sa conduite qu'il en profite. Il doit être prévenant, honnête et respectueux envers tout le monde ; ne manquer jamais à personne, mais surtout aux vieillards et aux pauvres. Il doit se ressouvenir que le but de la science est de nous rendre sages et prudents en toutes circonstances, ne jamais oublier que la vie ne nous est donnée que pour nous préparer à la mort, que nous appartenons à Dieu avant que d'appartenir aux hommes, et qu'il faut être bon chrétien avant d'être homme de lettres, et qu'ainsi nous devons commencer et finir nos travaux, notre journée, notre vie, par la prière et la résignation à la volonté de

Dieu ; puisque c'est à lui que nous devons nos premiers services, ensuite à nos parents, à la société et à l'Etat.

« Approuvé par le comité de.....

le 26 février 1798. Chapellet.....

BERTRAND.....

secrétaire ¹. »

Au printemps de 1798, pendant que l'assemblée représentative de la République du Vallais était réunie dans la grande salle du château de Saint-Maurice pour des travaux législatifs, elle apprit son arrêt de mort.

La volonté de Mangourit en fit un canton de la République helvétique une et indivisible. Le sort de cette République helvétique sera d'être la grande esclave exploitée par la rapacité du Directoire français.

Rapinat, ce Verrès de la Suisse, osait écrire aux yeux de toute la nation, que le pouvoir exécutif ne devait s'exercer que sur des objets d'administration, *que les caisses publiques étaient une propriété française par droit de conquête ².*

Les Vallaisans, comme les héros des cantons forestiers, cherchèrent à ressaisir leur indépendance. Le Directoire français, avide de carnage, promena dans notre pays le pillage, le fer et le feu. Le Haut-Vallais n'était plus, à la fin de juin 1799, qu'un vaste désert.

• L'année suivante, au printemps de 1800, le Bas-Vallais fut inondé des troupes que Bonaparte jetait sur l'Italie, par le Grand Saint-Bernard.

Pendant ces années, l'Abbaye avec ses dépendances furent converties en casernes et en écuries. Les contributions militaires furent immenses.

Cependant le Collège installé à l'Abbaye avec le Règlement

¹ Archives de l'Abbaye.

² Boccard, *Histoire du Vallais*, page 293.

que nous avons vu plus haut, fut conservé avec un religieux dévouement.

Deux professeurs y enseignèrent pendant trois ans ¹ sans que l'Abbaye reçut le moindre traitement.

Une ère nouvelle allait s'ouvrir pour le Vallais. Depuis son passage pour Marengo, Napoléon en convoitait la possession ². N'ayant pu l'annexer à la France, il déclara le Vallais République indépendante alliée de la Suisse et de la France ³.

Le 30 août 1802, au Nom du Dieu Tout-Puissant, le Vallais se donnait une constitution dont le premier titre (article unique) était ainsi conçu :

« La sainte religion catholique, apostolique et romaine

¹ Mémoire de l'abbé Esquix à la Chambre administrative, le 4 octobre 1800.

² Le premier consul avait, dès ce moment, songé à réunir, comme il le fera plus tard, les revenus de l'Abbaye de Saint-Maurice à ceux du Grand-Saint-Bernard, afin d'assurer l'hospitalité militaire sur les grandes routes qu'il élargissait ou traçait à travers les Alpes. C'est l'ex-résident français en Valais, Mangourit, qui nous l'apprend. Pendant qu'il était à Saint-Maurice, sa diplomatie vis-à-vis de l'Abbaye avait été vaincue par celle de l'abbé Exquix. A Mangourit, dont on savait prévenir les désirs, l'Abbé avait offert un magnifique cheval ; à Madame, de belles fleurs et surtout des oiseaux qui chantaient à ravir.

En 1801, Mangourit n'avait pas encore oublié ces attentions délicates. Il écrivait :

« *Paris, le 17 Germinal, 7 avril, an 9.*

« Vous ne m'avez point rappelé l'abbé Exquix, parce que je m'en souviens souvent. J'ai bien gravé dans ma mémoire le fromage grillé à la petite ferme (c'est là que les élèves du Pensionnat vont, tous les ans, manger du raisin et la *brisolée* de châtaignes), et ces belles fleurs de l'Abbaye et son bon esprit. Si j'avait un conseil à lui donner, en cas qu'il veuille la conservation de sa famille chérie, ce serait d'émettre au premier consul son vœu de réunion au monastère du Mont-Saint-Bernard ; voilà deux nouveaux établissements de ce genre, au Simplon et au Mont-Cenis.....

On peut m'adresser ce vœu de réunion si j'ai conservé quelque confiance.

MANGOURIT.

³ De Rivaz. *Mémoires historiques sur l'occupation militaire en Valais*. Boccard, 328 et seq., *Recueil des lois*.

est la religion de l'Etat : elle a seule un culte public ; la loi veille à ce qu'elle ne soit troublée ni dans sa doctrine, ni dans son exercice ¹. »

Les sollicitudes du nouveau gouvernement ne tarderont pas à s'occuper de l'instruction publique.

Le 29 septembre 1802, Monsieur le comte de Rivaz, conseiller d'Etat, chargé de l'instruction publique, écrivait à l'Abbaye de Saint-Maurice, au nom du Conseil d'Etat :

Sion, le 29 septembre 1802.

« Le Conseiller d'Etat chargé du Département de la Justice et de l'Intérieur, à son Illustre Révérence Monsieur l'Abbé de Saint-Maurice.

MONSIEUR,

« Chargé par les attributions du Département auquel j'ai été appelé, du soin de veiller à l'instruction publique, cette vocation m'autorise à commencer avec votre illustre Révérence une correspondance qui me sera d'autant plus précieuse, que je connais déjà d'avance les dispositions dont elle est animée à cet égard, et qu'il me sera bien doux de seconder les vues salutaires qui la dirigent.

« C'est au sujet du Collège de Saint-Maurice que je m'empresse de les réclamer. Votre maison a déjà suppléé avec un zèle bien honorable aux moyens qui manquaient d'ailleurs pour y entretenir l'instruction de la jeunesse pendant les dernières années qui viennent de s'écouler. Le Conseil d'Etat espère que, dans le nouvel ordre des choses où la Providence nous a si heureusement replacés, les mêmes intentions que vous avez manifestées ne feraient que recevoir un nouveau motif d'encouragement pour y persévérer. L'indépendance du Valais promet à votre maison

¹ Recueil des lois.

une stabilité que tout bon Valaisan verra avec joie assurer à un établissement aussi ancien et aussi digne d'être généralement respecté que l'est l'Abbaye de Saint-Maurice, et la confiance que vous prendrez vous-même dans cette stabilité fera faire à votre chapitre de nouveaux efforts pour lui rendre tout son lustre en lui agrégeant des sujets de mérite capables de soutenir avec éclat son ancienne réputation, ainsi que pour concourir, autant qu'il dépendra de votre maison, à la prospérité d'un pays qui place en elle des espérances pour former des sujets utiles à la religion comme à l'Etat.

« J'ai en conséquence l'honneur de proposer à votre illustre Révérence la continuation des classes dans le Collège de Saint-Maurice, et de lui demander quelles seraient les intentions, tant sur le moyen de salarier les professeurs qui y sont employés, que sur les mesures que son zèle lui inspirerait pour y perfectionner et améliorer l'instruction. Je me ferai un devoir de mettre ses idées sous les yeux du Conseil d'Etat, et de concourir, de mon côté, en ce qui dépendra de mon ministère, pour assurer à cet établissement d'instruction tous les succès qu'il sera possible d'obtenir. Je sais combien les vues de votre illustre Révérence sont d'accord avec mes vœux à cet égard, et j'attends d'elle, avec la plus entière confiance, les propositions qu'elle voudra bien me faire dans cette intention.

« Veuillez agréer les assurances de ma vénération la plus respectueuse.

Le conseiller d'Etat

chargé du Département de la Justice et de l'Intérieur,

DE RIVAZ. »

Les contributions militaires qui avaient pesé et pesaient encore lourdement sur l'Abbaye, la mettaient toujours dans l'impossibilité de réaliser ses projets favoris pour le développement du Collège. Le gouvernement, comme on le

verra par la lettre suivante, le regrette et cherche à gagner du temps :

Sion, le 14 octobre 1802.

« *Le Conseiller d'Etat chargé du Département de la Justice, de la Police, de l'Intérieur et de l'Instruction publique, à son Illustre Révérence, Monsieur l'Abbé de Saint-Maurice.*

ILLUSTRE RÉVÉRENCE,

« J'ai mis sous les yeux du Conseil d'Etat la lettre que votre illustre Révérence a eu la bonté de m'écrire en date du 6 de ce mois. Il a partagé mes sentiments ainsi que mes regrets à la vue de l'affligeant tableau que vous m'y avez fait des embarras et des charges qui ont pesé sur votre maison, mais il espère et croit pouvoir vous faire espérer que ce genre de peines touche à son terme, et cette perspective doit efficacement contribuer à fermer les plaies qu'elles avaient ouvertes. Nous nous flattons, avec confiance, que la France ne tardera pas à prendre des mesures pour délivrer soit les particuliers de l'embarras des logements, soit la République du fardeau des subsistances et charrois militaires. Dès que cette mesure sera réalisée, comme nous n'en doutons point, d'après les dispositions du premier consul, le premier objet de vos inquiétudes sera dissipé. D'ailleurs, si contre notre attente le pays devait encore rester en souffrance à cet égard, le Conseil d'Etat est très disposé à faire excepter votre maison des logements militaires, soit pour lui donner d'autant plus de facilité à s'occuper sans distraction de l'éducation publique, soit pour qu'elle puisse employer à cet usage les sommes que les logements militaires sont dans le cas de lui coûter, c'est tout ce que l'état des finances de la République lui permet de faire pour l'encouragement de cet utile établissement. Mais le Conseil d'Etat n'en espère

pas moins, qu'à votre exemple, Messieurs vos Chanoines feront tous leurs efforts pour remplir à cet égard les désirs du gouvernement. La Diète cantonale de 1801 avait déjà manifesté formellement son intention d'engager votre Abbaye à se charger du Collège de Saint-Maurice moyennant les fonds qui sont affectés par la ville. Le gouvernement croit que cette décision sera toujours maintenue comme la seule qui puisse assurer l'enseignement et l'amélioration de l'enseignement dans la dite ville. Il pense de même aussi que le concours de votre maison est le moyen le plus sûr de l'entourer de l'opinion publique, et d'assurer ainsi, d'une manière plus efficace, sa stabilité. Persuadé que votre illustre Révérence n'a rien de plus à cœur que de seconder ce double but, il continuera toujours à se reposer sur vos soins actifs des moyens de recommencer, à l'ouverture des études, les leçons publiques dans le dit Collège, et que, successivement à mesure que vous aurez pu vous procurer de nouveaux sujets, vous emploierez leurs talents pour donner à ce Collège la perfection dont il peut être susceptible. C'est d'après cette persuasion qu'il croit inutile d'entrer dans des détails ultérieurs sur cet objet, qu'il se borne à recommander aussi particulièrement qu'il est possible à la sollicitude éclairée de votre illustre Révérence. Elle peut être convaincue que le Conseil d'Etat saura apprécier, comme il le doit, tout ce qu'elle aura fait pour se conformer à ses vues, et que ce sera pour lui une satisfaction réelle que de pouvoir, en d'autres occasions, lui donner des preuves de sa sensibilité à cet égard.

« Je prie de nouveau votre illustre Révérence d'agréer l'assurance de la très respectueuse vénération à laquelle j'ai l'honneur d'être son très humble et très obéissant serviteur.

DE RIVAZ. »

L'Abbaye de Saint-Maurice se hâtait de transmettre à l'Etat un *Mémoire* dans lequel elle exposait ses projets de fondation d'un nouveau Collège et demandait la haute protection du gouvernement pour le réaliser.

Le voici :

SUPPLIQUE

DE L'ABBAYE DE SAINT-MAURICE

à Messieurs les Représentants du Conseil souverain et du Conseil d'Etat, réclamant leur illustre protection pour établir sur le Collège de Saint-Maurice un meilleur ordre de discipline et pour y perfectionner les études ¹.

MESSIEURS,

« Les nuages qui planaient depuis longtemps sur notre hémisphère politique sont dissipés, une brillante aurore nous annonce les douceurs de la paix et celles d'un gouvernement sage et heureux ; elle jette déjà au loin ses rayons bienfaisants. Que ne peut-on pas espérer de ceux que la Providence a choisis pour nous régir ?

« La religion, la justice, la prudence, les lumières, toutes les vertus morales, politiques et chrétiennes distinguent nos augustes Chefs, elles leur ont gagné tous les cœurs et mérité le dévouement d'un peuple que les vexations n'ont pu ni étouffer, ni ralentir.

« A l'exemple de ses gouvernants, l'Abbaye de Saint-Maurice, animée du désir du bien public, reconnaît de plus en plus la nécessité de rectifier l'éducation de la jeunesse qui lui a été confiée.

« Cependant, malgré l'empressement de mériter la pro

¹ Archives de l'Abbaye ; Archives de l'Etat. Elle n'est pas datée, mais elle doit être postérieure au 24 octobre.

tection et la bienveillance de son souverain, elle sentirait encore trop son impuissance et la faiblesse de ses moyens, si ses magistrats ne lui tendaient une main secourable : elle ose donc soumettre à leur sagesse les considérations utiles et réfléchies qu'elle a conçues pour le bien de la religion et de l'Etat.

« L'Abbaye de Saint-Maurice espère avec la plus vive confiance que ceux qui ont établi pour base de leur gouvernement la justice et les bonnes mœurs, que ceux qui protègent les sciences, qui les cultivent avec éclat, voudront bien accueillir des vues qui en favoriseront les progrès.

« Il serait inutile d'exposer à vos lumières que les études sont le berceau des connaissances humaines, que c'est une mine intarissable de richesses pour un pays, qu'elles offrent une source d'où l'on voit éclore l'homme d'Etat, le guerrier, le magistrat, l'artiste, le bon citoyen ; les différents gouvernements ont si bien senti ces vérités, qu'ils ont toujours protégé les maisons d'éducation, rédigé de sages règlements et veillé à leur exécution. Encouragée par tant de motifs, l'Abbaye de Saint-Maurice a l'honneur de soumettre à l'approbation de Messieurs les Représentants du Conseil souverain et de l'Etat, le plan et les règlements suivants pour le Collège de cette ville.

« 1^o D'établir un institut où les jeunes gens du pays et les étrangers seront invités à venir puiser les connaissances nécessaires à former des ministres à la religion, des citoyens utiles à la patrie. — Les pensionnaires seront logés et entretenus dans l'enceinte de l'Abbaye, qui fera tous ses efforts pour préparer de bons maîtres à cette instruction.

2^o On a lieu d'espérer que, l'Abbaye faisant tous les sacrifices qui sont en son pouvoir pour le bien commun, destinant ses logements à l'utilité publique, sera exemptée de les fournir aux militaires : condition sans laquelle

l'institut ne pourra s'ériger, ni l'éducation se rectifier. Les muses fuient le bruit des armes; elles sont ennemies de Mars et de Bellone.

« 3^o Que la police et l'inspection du Collège seront uniquement adjugées à l'Abbaye. Il n'appartient qu'à ceux qui sont chargés de l'éducation, qui étudient le caractère, qui connaissent les dispositions naturelles des élèves, de récompenser ou de proportionner les peines d'une manière convenable à la faiblesse de l'âge, à la nature de l'action. On excepte les cas graves où le délinquant serait soumis aux règlements de police civile statués par le Conseil d'Etat.

« 4^o Que les professeurs seront exempts de conduire leurs élèves soit le samedi, soit le dimanche, aux offices de la paroisse; mais qu'ils seront tenus à les faire assister aux offices de l'Abbaye qui deviendrait la paroisse pendant leurs cours d'études. — On espère que Sa Grandeur ne mettra aucun obstacle à un règlement de collège qui ne porte nulle atteinte à sa juridiction épiscopale. Il est d'usage, dans tous les collèges bien réglés, que les écoliers soient instruits des vérités et des connaissances de la religion, qu'ils en remplissent les devoirs dans le lieu où ils reçoivent l'instruction des sciences profanes.

« 5^o Pour donner plus d'encouragement et consolider davantage l'instruction publique, on demande que nulle école particulière soit tolérée en cette ville, exceptons les enfants de l'autre sexe. L'éducation a des conséquences trop grandes pour l'abandonner indistinctement aux caprices des parents et des personnes non revêtues de la confiance publique. Les enfants appartiennent plus à la République qu'à leurs pères et mères. C'est donc par des maîtres communs et sous une même discipline qu'on inspirera de bonne heure aux jeunes gens l'amour de la patrie, le respect pour les lois du pays, le goût et les principes de l'Etat dans lequel ils ont à vivre.

« 6^e Que tous les revenus affectés au Collège de Saint-Maurice seront exactement payés par le conseil de cette ville, qui en gardera l'administration. L'Abbaye, jalouse de sacrifier son intérêt particulier au bonheur général, ne pourrait, néanmoins, supporter les dépenses qu'entraînera son établissement projeté, sans le concours des revenus affectés au Collège.

« Tels sont les points généraux sur le Collège que l'Abbaye de Saint-Maurice soumet aux Représentants souverains et au Conseil d'Etat pour en demander la sanction. Elle soumettra de même son plan d'études qu'elle exécutera l'automne prochain. Il serait donc bien avantageux pour l'Abbaye d'en connaître la décision ; elle ordonnerait les préparatifs nécessaires à l'établissement de cet institut.

« Les religieux de cette ancienne maison, de concert avec leur chef, feront tous leurs efforts pour mériter de plus en plus la protection et la bienveillance de leur souverain.

« Un moyen assuré sera de former des sujets qui connaissent qu'ils ont une patrie à aimer, à servir et à défendre, qu'ils ont une religion qui leur impose des devoirs, et que c'est en les pratiquant qu'on trouve le vrai et le seul bonheur de l'homme. L'Abbaye forme le doux espoir que le nouvel établissement sera une pépinière qui fournira à l'Eglise des ministres exemplaires et à l'Etat des citoyens vertueux.

« L'Abbaye ne cessera d'adresser chaque jour des vœux à Celui qui tient les rênes des gouvernements, qu'Il daigne bénir les travaux des législateurs et des gouvernants de ce pays, pour son bonheur et sa prospérité. C'est avec ces sentiments que nous vous prions, Messieurs les Représentants du Conseil souverain et Messieurs du Conseil d'Etat, d'agréer les hommages de notre vénération et du

profond respect avec lesquels nous serons toujours, Messieurs, vos très humbles et très obéissants serviteurs,

Gaspard-Joseph EXQUIX, *Abbé*.

Emmanuel-Nicolas PIERRAZ,

chanoine régulier, procureur et vice-secrétaire ¹. »

Le 9 janvier 1803, les soldats français n'avaient pas encore quitté l'Abbaye. Nouvelle requête de sa part au gouvernement. L'Abbaye poursuit ses projets, si chers à l'Etat, du développement du Collège. Elle voudrait, de plus, établir un pensionnat dans son enceinte. → 101

« Nous nous proposons d'établir dans notre maison un pensionnat pour donner plus de facilité à l'étude et plusieurs jeunes gens s'étaient déjà présentés à cet effet ; mais il nous a été impossible de les recevoir, ayant sans cesse des militaires français à loger, obligés de leur donner les chambres que nous destinions à cet usage ; et les logements que nous supportons, toujours très nombreux et souvent répartis avec partialité excédant presque toujours notre contingent. Et outre cela, on vient exercer la troupe dans nos corridors, le bruit et le tapage qu'on y fait dans ces intervalles nuisent beaucoup à l'instruction, nous ignorons si le Conseil d'ici a cherché à les empêcher. De sorte qu'au moment où nous comptons, en mettant sur un certain pied l'enseignement et le Collège, répondre aux bonnes intentions du gouvernement, nous nous voyons traversés dans nos entreprises, frustrés de nos espérances, et obligés de négliger cet objet pour suivre les circonstances des temps où nous jettent les mêmes difficultés et les mêmes embarras toujours renaissants. »

¹ Original, aux Archives de l'Etat.

Le 26 mai 1803, le comte de Rivaz, conseiller d'Etat, écrivait à l'Abbé de Saint-Maurice :

« Quant au projet de votre Révérence pour la restauration du Collège de Saint-Maurice, le Conseil d'Etat se trouvait bien disposé à seconder vos vues et un projet de décret se trouvait tout prêt à être porté à la Diète pour y donner satisfaction, lorsque des observations de M. le vice-conseiller d'Etat de Quartéry ont fait craindre qu'il ne survînt des réclamations postérieures de la part de la Bourgeoisie. »

La ville de Saint-Maurice, disait-on, aurait pu réclamer en sa faveur le droit d'ériger un Collège. Elle prétendrait tenir ce privilège des ducs de Savoie. L'Etat réclamait donc une entente préalable avec la ville de Saint-Maurice. Le comte de Rivaz ajoutait :

« Le Conseil d'Etat, dans son projet, réserverait au gouvernement la même inspection sur le Collège de Saint-Maurice que sur les autres, autoriserait l'enseignement *de toutes les sciences*, à la charge de ne salarier que jusqu'à la rhétorique inclusivement, et de n'enseigner la théologie à des étudiants destinés pour le clergé séculier, que du consentement de l'Evêque. D'ailleurs, il accédait à ce que votre église fût la paroisse des étudiants pendant leurs études. »

Au premier septembre 1804, les choses n'avaient pas avancé d'un pas. Le Collège restait dans un état rudimentaire, malgré les efforts persévérants de l'Abbaye.

Le chapitre de Saint-Maurice adresse à Son Excellence le grand Baillif et à Messieurs les Conseillers d'Etat un Mémoire dans lequel il rappelle les sacrifices faits par l'Abbaye pour le Collège installé dans son enceinte selon les désirs et les prières du gouvernement, les dépenses causées par l'établissement du Convict, etc.

L'année précédente déjà, un Mémoire a été envoyé au

Conseil d'Etat, pour être présenté à la Diète. Il est resté sans réponse. Dès lors, la ville de Saint-Maurice s'est cru plus autorisée encore dans ses revendications des fonds de l'ancien Collège, et en particulier du testament de M. Charletti.

L'Abbaye déclare que depuis trois ans, elle n'a rien reçu des rentes du Collège, et que par conséquent, à moins que le Conseil d'Etat n'intervienne, l'Abbaye, malgré son grand désir d'être utile à la religion et au pays pour l'instruction de la jeunesse, sera obligée d'abandonner le Collège ¹.

L'appui du gouvernement vint relever les courages abattus : une lettre du Nonce apostolique au grand Baillif ne dut pas peu contribuer à une résolution définitive de la part de l'Etat. Le 21 mars 1806, en effet, le Nonce apostolique adressait de Lucerne la lettre suivante à Son Excellence M. Augustini, grand Baillif du Vallais, à Sion :

« EXCELLENCE,

« C'est avec le plus grand plaisir que j'apprends du Prélat de Saint-Maurice, qu'il se propose d'établir incessamment un Collège pour l'éducation de la jeunesse, afin d'utiliser de plus en plus son couvent et d'acquérir de nouveaux titres à l'appui de votre Excellence, comme aussi du gouvernement dont vous êtes le chef. Les religieux de cette maison se voueront tout entiers, disent-ils, au bien public, et se soumettront de bon cœur à tout ce qui est compatible avec leur saint Institut. De semblables dispositions ne sauraient manquer d'être agréées de votre Excellence. Comme je connais par expérience l'intérêt que vous portez aux monastères, et la protection

¹ Archives de l'Etat.

que vous aimez à leur accorder, j'ose recommander à votre bienveillance particulière Saint-Maurice, qui par sa vénérable antiquité et les services pour lesquels il a constamment bien mérité et de la religion et de l'Etat, se rend d'ailleurs infiniment recommandable par lui-même. Aussi me flatté-je de l'espoir que vous soutiendrez constamment cette illustre maison à laquelle je m'intéresse spécialement sous divers rapports.

« J'ai l'honneur d'être avec une haute considération, de votre Excellence, le très humble et obéissant serviteur,

« F., ARCHEVÊQUE DE BERYLE

ET NONCE APOSTOLIQUE ¹ ».

L'Abbaye, de sa part, tenait fidèlement ses promesses et se livrait avec un saint enthousiasme à la poursuite de cette belle œuvre.

Voici l'analyse d'une lettre, qu'elle adressait, à cet effet, sous la date du 17 avril 1806, à M. Derivaz, conseiller d'Etat, ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique, chevalier de l'Ordre de Charles III.

Le Chapitre de l'Abbaye, selon le désir manifesté en 1805, par M. Derivaz, conseiller d'Etat, se hâte de travailler à l'organisation du Collège. L'enthousiasme dans le dévouement de l'Abbaye va grandissant. L'Abbé charge le secrétaire du Chapitre, M. Gallay, d'annoncer à l'Etat la nomination de quatre professeurs : M. Franc; M. Perrot, curé de Salvan; M. Grillet, curé de Finshauts; M. Barman, élève de théologie.

On attend avec impatience un dernier mot de l'Etat pour commencer les classes.

¹ Original, aux Archives de l'Etat.

Nous tâcherons, selon nos ressources et nos facultés, d'établir insensiblement le pensionnat ¹.

Les négociations pour l'établissement définitif du nouveau Collège avaient duré un peu longtemps. Ce ne fut qu'en 1806 que l'Abbaye parvint à réaliser ses desseins. Mais son personnel ne suffisait point pour donner tous les cours. Le Collège de Sion venait de passer aux Pères Jésuites. M. Amstaad, prêtre séculier, tenu en haute estime par ses connaissances, y avait enseigné la philosophie. Sur la demande de l'Abbaye, il vint en 1806 enseigner la philosophie et les mathématiques à Saint-Maurice. Il était en même temps préfet du Collège.

Un traité conclu entre l'Abbaye et le gouvernement mettait à la charge de celle-ci l'enseignement de toutes les classes; par contre, l'Etat s'engageait à fournir une rente annuelle de 30 louis pour le traitement des professeurs.

L'Abbaye ne voyant que son zèle, fut large dans ses dépenses. Elle organisa des salles d'étude, des chambres de classe, bâtit un petit théâtre dans la cour, vers la porte cochère, et aménagea un pensionnat dans les bâtiments qui sont au-dessus des archives et de la bibliothèque.

Elle annonçait solennellement son œuvre au public par ce programme :

« Le souverain Etat du Vallais, toujours animé par des vues d'utilité les plus conformes au bien public, envisage l'éducation de la jeunesse comme un des points les plus essentiels à la postérité et à la gloire de la patrie. Il emploie toute sa sollicitude à former de dignes sujets à la religion et à l'Etat; les plus grands sacrifices ne lui coûtent rien pour parvenir à cette fin. Prévoyant l'avantage qu'il résulterait de l'érection d'un Collège dans l'enceinte de l'Abbaye de Saint-Maurice au Bas-Vallais, il

¹ Original, aux Archives de l'Etat.

a manifesté ses vues au chef de cette maison, l'assurant de sa protection dans tout ce qui pourrait favoriser le nouvel établissement.

« L'Abbaye de Saint-Maurice, jalouse de mériter la confiance de son souverain, animée par elle-même à concourir avec empressement à tout ce qui peut tendre au bonheur de la religion et de la société, s'empresse de déférer aux vues utiles de l'Etat.

« Elle a donc la satisfaction d'annoncer au public qu'elle ouvrira un cours d'études pour le 1^{er} novembre prochain. On enseignera dans son Collège, les rudiments, grammaire, syntaxe, humanités et rhétorique; et comme il y aura un professeur de physique et de mathématiques pour les religieux de l'Abbaye, on admettra volontiers à ces leçons tous ceux qui voudraient les fréquenter, ainsi qu'il a été pratiqué jusqu'à présent. Dans ces diverses branches d'instruction, la religion catholique tiendra le premier rang. On enseignera les langues française, allemande et latine, l'arithmétique, l'histoire et la géographie.

« Ceux qui désireront se former au plain-chant, prendre des leçons de clavecin et d'orgue, auront un maître habile en ce genre, mais les leçons de musique seront payées.

« Il est à observer que l'érection de ce Collège paraît d'autant plus avantageuse qu'il n'en existe point dans le Bas-Vallais, et que la ville de Saint-Maurice est assez bien située pour la commodité des Dizains environnants; l'air y est pur et le plus salubre que l'on puisse respirer dans la plaine du pays. Ses habitants, en grande partie personnes de condition, sont d'un accès facile, aisés, polis et très honnêtes envers tout le monde.

« L'Abbaye, voulant répondre aux vues du public, manifestées par plusieurs de ses membres les plus distingués, forme en outre un pensionnat, qui sera ouvert pour la rentrée des classes. Ses bâtiments, vastes et commodes,

fournissent de très belles chambres, salles d'étude qui seront chauffées, des dortoirs bien aérés, des corridors spacieux et agréables, un verger qui offre des promenades riantes.

« Chaque pensionnaire aura son lit particulier dans un dortoir commun, présidé par un professeur qui veillera au bon ordre, nuit et jour, pouvant de son cabinet voir et entendre ce qui se passe dans la salle.

« La pension sera de dix écus par mois et se payera par trimestre. L'Abbaye se chargera du blanchissage et du luminaire.

« Chaque pensionnaire se pourvoira d'un service de table et de tout le linge nécessaire pour être vêtu proprement; il n'aura, par conséquent, pas moins de six chemises.

« Les frais de maladie sont à la charge des parents; de même que les livres, encre, plumes, papier, etc.

« On ne recevra au Collège et au pensionnat que les enfants qui savent lire et écrire. Chaque écolier se fournira d'un manteau. Les pensionnaires pourront, avec l'agrément de leurs parents, rester au pensionnat pendant les vacances.

« Pour mériter la bienveillance de son souverain et du public, l'Abbaye de Saint-Maurice fera tous ses efforts pour faire fleurir la vertu et la religion dans le cœur des enfants qui seront confiés à ses soins. Elle propose un préfet et des professeurs qui sont connus par leurs talents et leur mérite. La jeunesse sera surveillée avec le plus grand soin. Un règlement bien établi fixera l'heure des différents exercices et soutiendra la discipline scolastique à laquelle tous les élèves seront assujettis; leurs études et leur conduite seront dirigées par un maître constamment occupé à cette fin.

« Chaque jour on fera aux écoliers des instructions

sur le catéchisme; mais particulièrement les dimanches et fêtes, dans l'église de l'Abbaye qui deviendra leur paroisse et dans laquelle ils entendront tous les jours la sainte Messe. L'on aura soin de leur faire fréquenter les Sacrements tous les mois.

« L'enseignement public sera gratis, hormis 6 baches par Quatre-Temps, tirés sur chaque écolier pour un petit honoraire au professeur. »

On était allé généreusement pour la fondation du nouveau Collège et du pensionnat; mais l'Abbaye se vit dans l'impossibilité de continuer son œuvre sans de nouveaux secours pécuniaires. Un Mémoire fut envoyé à l'Etat de la part de la ville de Saint-Maurice et de l'Abbaye, en vue d'obtenir une augmentation de 50 louis pour le traitement annuel des professeurs (80 louis au lieu de 30).

La question fut examinée à la Diète de novembre 1807. Une lettre confidentielle informait l'Abbaye que l'augmentation des 50 louis serait accordée.

Le 22 décembre 1807, la République du Vallais, l'Abbaye et la bourgeoisie de Saint-Maurice passaient une convention qui devait être la charte de fondation du Collège de Saint-Maurice.

La voici :

RÉPUBLIQUE DU VALLAIS

CONVENTION

ENTRE LE CONSEIL D'ÉTAT, LA ROYALE ABBAYE
ET LA BOURGEOISIE DE SAINT-MAURICE

« La royale Abbaye de Saint-Maurice ayant exposé au Conseil d'Etat qu'elle était dans l'intention de se rendre

utile à l'éducation de la jeunesse et d'établir à cet effet dans son sein un Collège et un pensionnat, dont elle ferait elle-même les plus grands frais, si elle pouvait obtenir du gouvernement et de la noble bourgeoisie de Saint-Maurice des secours proportionnés à l'intérêt que l'un et l'autre sont dans le cas de prendre à cet établissement, il avait été fait entre le Conseil d'Etat, l'Abbaye et la bourgeoisie de premières conventions, sur la foi desquelles l'Abbaye a ouvert un Collège dès le commencement de l'année scolastique 1807, et ces conventions avaient été passées par écrit et signées le 23 mai 1807. Mais l'Abbaye ayant représenté depuis au Conseil d'Etat les grands frais qu'elle avait faits, et ceux qu'elle était encore dans le cas de faire de nouveau, notamment, pour l'établissement d'un théâtre, et la bourgeoisie de Saint-Maurice s'étant réunie avec elle pour solliciter une augmentation de pension annuelle pour l'entretien des professeurs, offrant dans ce cas de faire ensemble l'une et l'autre toutes les avances de la construction de ce théâtre, le gouvernement a accueilli favorablement cette demande et ces offres, et a bien voulu augmenter la pension annuelle, qui avait été promise à l'Abbaye par la convention du mois de mai, en y ajoutant diverses conditions. En conséquence, il a été passé un nouvel acte entre le Conseil d'Etat, l'Abbaye et la bourgeoisie de Saint-Maurice pour réunir les conventions faites en mai et celles qui doivent y être ajoutées comme il suit :

ART. 1. — L'Abbaye de Saint-Maurice s'engage à tenir un Collège, où les jeunes gens du pays sont admis soit comme pensionnaires, soit comme externes.

ART. 2. — Il y sera tenu les classes suivantes : le rudiment, la grammaire, la syntaxe, l'humanité, la rhétorique, la philosophie, la logique et la physique. Ces classes seront tenues par des professeurs de capacité et

en nombre suffisant, à la satisfaction du gouvernement; ils seront pris dans le sein de l'Abbaye ou hors de son sein et à ses frais.

ART. 3. — Conjointement avec la langue latine, on enseignera aux élèves, suivant le degré de leurs classes, la langue française par principes, l'histoire, la géographie et l'arithmétique.

ART. 4. — L'Abbaye fournira à ses frais les prix à distribuer aux élèves pour la valeur au moins de 5 louis d'or annuellement, le chauffage des classes, les frais de théâtre et de comédie de chaque année.

ART. 5. — L'Abbaye et la bourgeoisie s'obligent, conformément à leurs offres contenues en leur pétition du mois de novembre dernier, à fournir un local et un théâtre pour les exercices annuels des écoliers et pour les représentations, que le gouvernement et l'Abbaye jugeront convenable de leur faire faire, et elles ne pourront réclamer de l'Etat aucun secours, ni pour construction des bâtiments, ni pour dépenses annuelles à ce relatives.

ART. 6. — L'Abbaye s'oblige aussi à établir dans son intérieur, et à ses frais, un pensionnat où les élèves seront logés, nourris et surveillés convenablement et à la satisfaction du gouvernement.

ART. 7. — Les écoliers paieront au Collège une rétribution annuelle de 6 batz par tête.

ART. 8. — La police et l'inspection du Collège appartiendront uniquement au Conseil d'Etat qui se réserve d'en établir un inspecteur.

ART. 9. — Les professeurs seront exempts de conduire leurs élèves aux offices de la paroisse.

ART. 10. — Nulle école ne sera tolérée dans la ville de Saint-Maurice, excepté celle des filles et celle des garçons pour les premiers principes, jusqu'à ce qu'ils soient en état d'entrer en rudiment.

ART. 11. — La bourgeoisie de Saint-Maurice, en faveur de cet établissement et en outre des engagements portés en l'art. 5, s'oblige de fournir annuellement à l'Abbaye la somme de 40 louis d'or, payables en deux termes, moitié au 15 mars, moitié au 15 août, et de faire tenir l'école des principes.

ART. 12. — Le Conseil d'Etat, en considération des engagements pris par l'Abbaye dans le présent acte, et de ceux pris par la bourgeoisie envers l'Abbaye pour le Collège s'oblige, en vertu de l'autorisation de la Diète, à fournir à l'Abbaye pour l'entretien des professeurs et de l'instruction telle qu'il l'exige, la somme de quatre-vingt louis d'or annuellement, payables moitié au 15 mars et moitié au 15 août, au moyen de laquelle le gouvernement sera déchargé de tous frais quelconques, que pourraient exiger l'établissement et l'entretien du Collège.

ART. 13. — L'Abbaye sera, en outre, exempte des logements militaires, lorsqu'il n'y aura pas plus de 200 hommes logés en ville; mais s'il y a de la cavalerie, elle ne sera pas exempte de fournir des écuries.

ART. 14. — La bourgeoisie de Saint-Maurice ne pourra ni cesser le paiement de quarante louis d'or annuels ci-dessus stipulés, ni refuser de concourir aux frais convenus par l'art. 5, tant que le Conseil d'Etat continuera le paiement de la rétribution annuelle de quatre-vingt louis au nom de l'Etat. En cas de difficulté entre l'Abbaye et la bourgeoisie, il en sera déféré au Conseil d'Etat.

ART. 15. — La rétribution annuelle de quatre-vingt louis de la part de l'Etat cessera au cas où les engagements contractés par l'Abbaye ne seraient pas remplis à la satisfaction du gouvernement, que le Collège et le pensionnat ne seraient pas soignés, et l'instruction donnée de manière à remplir les vues d'utilité publique pour l'enseignement, la religion et les mœurs, que le gouvernement s'est proposées en favorisant cet établissement.

ART. 16. — La présente convention n'aura d'exécution qu'autant qu'elle aura été ratifiée et signée au bas du présent original au nom de l'Abbaye et de la bourgeoisie de Saint-Maurice, d'ici au 1^{er} janvier prochain, après laquelle ratification, il en sera délivré expédition par le Conseil d'Etat à l'Abbaye et à la bourgeoisie de Saint-Maurice.

« Fait en Conseil d'Etat à Sion, le 22 décembre 1807.

Le grand Baillif de la République,

DE SÉPIBUS.

Par le Conseil d'Etat :

Le Secrétaire d'Etat.

TOUSARD D'OLBEC.

« La présente convention a été ratifiée par le Chapitre de Saint-Maurice, ce 27 décembre 1807.

« Pour foi.

COTTER, C., R., *administrateur.*

GALLAY, *Chan. rég., Secrét. capitulaire.*

« Le présent a été ratifié par la bourgeoisie de Saint-Maurice en Conseil général, assemblé le 27 décembre 1807.

« En foi de quoi.

DE NUCÉ, *Président.*

Par le Conseil général :

BIOLLAY, *Secrétaire.*

« Le Conseil d'Etat de la République du Vallais certifie la présente copie authentique et conforme à son original demeuré aux Archives du Conseil d'Etat.

« Donné à Sion, le 8 février 1808.

Le grand Baillif de la République,

DE SÉPIBUS.

Par le Conseil d'Etat :

Le Secrétaire d'Etat,

TOUSARD D'OLBEC.

Déjà en 1808, les imprimeurs étaient au service des élèves de physique du nouvel établissement. Des thèses sur la physique et les mathématiques étaient défendues publiquement au théâtre provisoire du Collège, par deux jeunes chanoines de l'Abbaye qui achevaient leurs études de lycée.

En voici le titre et la dédicace :

THESES EX PHYSICA
QUAS
IN LYCÆO AGAUNENSI

PRÆSIDE
JOHANNE BAPTISTA AMSTAAD
PHILOSOPHIÆ PROFESSORE

Publice propugnandas susceperunt

REVERENDI AC RELIGIOSI DOMINI
FRANCISCUS DE RIVAZ
ET
PETRUS MEILLAND

CAN. REGUL. ABBAT. REG. SANCTI MAURITII
PHYSICÆ STUDIOSI

DIE 18 MENSIS AUGUSTI 1808

SEDUNI

EX TYPOGRAPHIA ANTONII ADVOCAT

ILLUSTRISSIMIS
MAGNIFICIS ET EXCELLENTISSIMIS
DOMINIS DOMINIS
MAGNO BALLIVO
ET
CONSILIARIIS STATUS
REIPUBLICÆ VALLESIÆ
DE SCIENTIARUM AC ARTIUM LIBERALIUM INCREMENTO
SUMMOPERE SOLLICITIS
PRIMITIAS PHYSICI ET MATHEMATICI LABORIS
SUMMA CUM VENERATIONE
DEDICANT
AC
MÆCENATES ILLUSTRISSIMOS
ABBATIÆ ANTIQUISSIMÆ
ET
COLLEGII AGAUNENSIS
RECENS INSTITUTI
CONTINUAM PROTECTIONEM
FLAGITANT

D. D. Defendentes.

L'année suivante ce fut le tour de la philosophie ; les thèses données avec non moins d'apparat sont défendues par les mêmes élèves.

Une lettre très flatteuse de la part du Conseil d'Etat, accompagnée d'un don en argent, apporta la jubilation dans le cœur des jeunes philosophes.

En voici la teneur un peu solennelle :

Le Grand Baillif de la République, au Révérend Monsieur de Rivaş, Chanoine de la Royale Abbaye de Saint-Maurice,

RÉVÉREND CHANOINE,

« En acceptant les thèses de philosophie que vous lui avez dédiées, le Conseil d'Etat a été charmé de pouvoir donner à votre vénérable Abbaye une preuve de son désir de voir le goût des études se ranimer dans son sein, et à vous, Monsieur, une marque de l'intérêt qu'il prenait à vos succès. La manière distinguée dont vous avez soutenu ces exercices conjointement avec M. le Chanoine Meilland et les connaissances que vous y avez déployées, ont répondu à ses espérances, et promettent des sujets qui seront l'ornement de cette antique et illustre maison.

« Le Conseil d'Etat en a ressenti une grande satisfaction, et m'a chargé de vous en donner un témoignage honorable par la présente lettre et d'y joindre en même temps une gratification.

« Puisse votre exemple inspirer de l'émulation à ceux qui vous suivront dans cette carrière. Puissent ceux qui seront agrégés à votre Corps, répondre comme vous aux soins de son Révérendissime Chef, et chercher à soutenir par leurs lumières l'honneur d'un des plus anciens et des plus illustres monastères de la chrétienté. Je suis charmé, Monsieur, d'avoir à remplir une commission aussi flatteuse

pour vous, et de pouvoir vous donner personnellement l'assurance de ma due vénération.

« Sion, le 25 décembre 1809.

DE SÉPIBUS. »

Pour l'histoire du Collège de là à 1815, nous reproduisons les notes de ce même chanoine de Rivaz qui fut plus tard Abbé de Saint-Maurice.

Nous y intercalerons le texte d'un Mémoire à Napoléon.

« Outre ces thèses publiques qui augmentèrent la réputation du Collège, l'Abbaye ne négligeait aucun genre de dépenses pour répondre à l'attente du public et à la bonne opinion que le Gouvernement avait d'elle. Elle fit bâtir son pensionnat dans son intérieur; elle construisit un théâtre aux portes cochères en 1807, un autre à la Maison de Ville en 1809, et le troisième à la Chapelle de Saint-Laurent en Pré en 1810. Le tout pour se conformer aux autres collèges du canton, et pour ne rien négliger de ce qui pouvait concourir à exciter l'émulation de la jeunesse.

« Les choses marchèrent ainsi pendant cinq ans avec une amélioration toujours progressive et glorieuse jusqu'au moment où le Valais fut réuni à l'Empire français en 1810. Le Décret de l'empereur Napoléon, publié le 4 janvier 1811, à Sion, par le général Berthier, déclarait, Chapitre V, art. 10, que les trois Collèges existants à Sion, à Brigue et à Saint-Maurice étaient conservés ¹. Mais on n'autorisait

¹ ART. 10. Les trois collèges existants à Sion, Brigue et Saint-Maurice sont conservés.

Des maîtres de langue française y seront établis, ainsi que dans toutes les écoles de tous les degrés, selon le nombre des élèves.

les classes dans les Collèges de Saint-Maurice et de Brigue que jusqu'aux Humanités inclusivement.

« Le Décret qui supprimait en même temps notre maison en la réunissant à la Communauté du Grand-Saint-Bernard ¹, nous dérouta complètement. Néanmoins l'Abbaye qui n'avait plus qu'une ombre d'existence, continua à faire pour l'instruction publique tout le bien qu'elle pouvait. Malgré cet article 10 du *Décret impérial sur l'organisation du Département du Simplon*, le Collège de Saint-Maurice se trouvait menacé dans son existence.

« L'arrêté du 7 août 1811, par lequel le Préfet du Simplon annonçait que M. le Prévôt du Grand-Saint-Bernard était chargé de prendre possession de l'Abbaye de Saint-Maurice, disait :

ART. 9. — La partie de ces bâtiments réservée au pensionnat et au collège de la ville de Saint-Maurice, conservera jusqu'à nouvel ordre sa destination actuelle.

ART. 10. — M. le Prévôt pourvoira, de concert avec M. l'Abbé Pierrat, à la continuation des études jusqu'à l'époque où l'organisation de l'instruction publique aura lieu dans ce Département, d'après les dispositions de Son Excellence le Grand-Maître de l'Université impériale. »

C'est pour empêcher que cette nouvelle organisation projetée ne devînt une suppression, que l'Abbaye, avant la mise en possession du Révérendissime Prévôt, rédigea un mémoire qui est un petit chef-d'œuvre de diplomatie en faveur de l'enseignement à Saint-Maurice.

Le voici :

¹ Ibid. Titre V. *Du culte*. ART. 54. L'Abbaye de Saint-Maurice sera réunie aux monastères du Simplon et du Saint-Bernard.

Département du Simplon

INSTRUCTION

PUBLIQUE



MÉMOIRE A L'EMPEREUR

SIRE,

« Lorsque les intérêts de votre Empire prescrivant à Votre Majesté la réunion de quelque nouvelle province, votre première pensée sans doute est de veiller au bonheur des peuples qui vont vivre sous vos lois. De tous ceux que Votre Majesté gouverne, les Valaisans sont peut-être les plus dignes de ses bontés par leurs mœurs, leur simplicité, nous dirons même leur pauvreté. Avant l'ouverture de la route du Simplon, le Valais était presque sans communication avec le reste de l'Europe; mais s'il était resté en arrière sous le rapport des sciences et des arts qui font la gloire des nations policées, du moins il avait su se garantir de leur corruption.

« Un nouvel ordre de choses vient de s'établir, nous sommes devenus Français. C'est à nous à nous mettre au niveau de la nation en conservant nos mœurs et notre religion sainte que Votre Majesté professe, qui est à la fois la plus sûre garantie de l'obéissance des sujets et de la justice des souverains. L'instruction publique est sans doute le meilleur moyen de parvenir à ce but; mais il faut qu'elle soit mise à notre portée. Nous sommes pauvres, Sire, et nos facultés ne permettent point aux pères de famille d'envoyer leurs enfants à des écoles éloignées et dispendieuses; l'habitude et les souvenirs d'une vie

patriarcale repousserait une éducation qui placerait les enfants à une trop grande distance de la maison et de la surveillance paternelle. D'après ces principes, les chanoines de Saint-Maurice s'offrent avec confiance à Votre Majesté pour lui demander de continuer à travailler à l'éducation publique comme ils l'ont fait par le passé en se soumettant toutefois aux règlements de l'Université qu'ils se feront un devoir de respecter.

« L'intention de Votre Majesté en réunissant l'Abbaye de Saint-Maurice à celle du Saint-Bernard a été d'augmenter les ressources d'une maison qui rend aux voyageurs des services importants. Mais cette réunion laisse dans l'instruction publique un vide difficile à remplir, déplace des hommes qui, par de longues études, s'étaient préparés à ce service et que leurs habitudes sédentaires rendent peu propres à supporter les fatigues d'un climat rigoureux qui abrège la vie des jeunes gens les plus robustes. Si Votre Majesté en voyant la chose sous ce nouveau point de vue jugeait convenable de rapporter ou de modifier le décret qui réunit l'Abbaye de Saint-Maurice à la maison du Saint-Bernard, les chanoines consacraient également leurs travaux au bien public; mais d'une manière plus conforme à leurs talents et non moins utile à leur pays; rarement des hommes déplacés rendent de véritables services. Ils quittent une carrière dans laquelle ils s'étaient engagés par goût pour en suivre une autre à laquelle ils n'ont point d'aptitude et où ils ne peuvent réussir parce qu'ils y marchent à regret. Votre Majesté jugera dans sa sagesse s'il ne vaudrait pas mieux laisser à leurs premières fonctions des hommes qui possèdent déjà la confiance de leurs concitoyens et qui feront tous leurs efforts pour mériter celle de Votre Majesté; son intention n'est pas sans doute de priver le Valais du bienfait de l'instruction publique : dans ce cas, une maison toute formée doit

paraître préférable à un nouvel établissement. L'Abbaye offre un local bâti capable de loger . . élèves et la grandeur des salles d'étude permettrait d'y ajouter . . externes. Les revenus de la maison qui s'élèvent au plus à de rente, seraient employés à l'entretien des chanoines actuels qui rempliraient les fonctions de professeurs et qui, au besoin, en prendraient le titre ; ils s'adjoindraient un maître de dessin et un *officier instructeur*, enfin ils se soumettraient à tous les règlements de l'Université. Ils pensent que le prix modique de 450 fr. suffirait pour la pension annuelle d'un élève qui d'ailleurs apporterait son uniforme et son trousseau, ou qui le recevrait de la maison, au prix coûtant. L'enseignement consistera dans l'étude de la grammaire française, du latin, de l'allemand et de l'italien ; les relations du Simplon avec la France, la Suisse et l'Italie rendent ces trois langues nécessaires. On enseignerait encore l'histoire, la géographie, les éléments de mathématiques et de physique : la maison possède déjà un cabinet fourni de tous les instruments nécessaires aux expériences. Si le nombre des élèves s'augmentait, on pourrait établir encore une chaire d'éloquence et une autre de belles lettres. Nulle part, sans doute, on ne pourrait rassembler autant d'instruction pour un prix si modéré ; mais ici les instituteurs ne sont point guidés par l'amour du gain. Ils se croiront trop récompensés s'ils conservent l'estime de leurs concitoyens et parviennent à mériter la protection de Sa Majesté.

« On objectera peut-être que tous les Français étant appelés à l'état militaire par la conscription, il n'est pas convenable que leur éducation soit confiée à une Congrégation religieuse. Mille faits répondent à cette objection : sans parler des grands hommes en tout genre qui ont reçu l'éducation dans une société devenue fort célèbre ; combien de généraux, dont plusieurs sont encore à la tête

des armées de Votre Majesté ¹, n'ont-ils pas été élevés dans les écoles de Metz, de Sorèze et de Juilly qui étaient dirigées par des religieux de l'Ordre de Saint-Benoît ? Des hommes voués par état et par religion à l'instruction de la jeunesse peuvent s'y livrer sans réserve ; dégagés des soins d'une famille tous leurs moments sont consacrés à leurs élèves, ils donnent aux études préparatoires le temps qui n'est pas employé à l'enseignement et l'espoir d'une récompense céleste est leur unique ambition. Cependant la jeunesse pourrait contracter *les habitudes militaires*. Un officier instructeur lui apprendrait le maniement des armes et tous les exercices s'annonceraient *au son du tambour*.

« En offrant de travailler à l'instruction publique, les Chanoines de Saint-Maurice osent croire qu'ils entrent dans les vues bienfaisantes de Sa Majesté qui déjà, dans d'autres circonstances, a laissé à des peuples réunis à son Empire leur ancien mode d'instruction ². Les Valaisans seront sensibles à la confiance que l'Empereur daignera leur témoigner en leur laissant des Instituteurs qui ne leur sont pas étrangers et qui se feront un devoir d'inspirer à la jeunesse l'attachement pour leur nouvelle patrie et le respect qu'ils doivent à la personne de Votre Majesté. »

La communauté du Saint-Bernard, qui prit possession de notre maison, conformément au décret du nouveau monarque, ne s'opposa pas à ce que l'Abbaye continuât également et à ses frais, d'enseigner toutes les classes, à part la logique et la physique, par la raison que M. Amstaad fut chargé d'enseigner la théologie aux jeunes religieux des deux communautés.

En 1814, le Vallais recouvre sa liberté, notre maison

¹ Le général Marmont, duc de Raguse, employé aujourd'hui en Espagne, a été élevé aux Bénédictins de Metz.

² Genève a conservé son ancien Collège à la réunion.

rentre dans ses droits et notre Collège reprend son ancienne vigueur. L'Abbaye, par un *Prospectus*, avertit le public qu'on allait reprendre le cours de toutes les classes comme ci-devant et sur le même pied, que son pensionnat était bien établi, que chaque écolier, par l'autorisation du gouvernement, donnerait 20 baches en entrant, pour les Quatre-Temps, et que le Collège offrait un préfet et des professeurs connus par leurs talents.

Ce fut aussi la même année que M. Amstaad, par un *Mémoire* qu'il fit présenter à la Diète, par M. le président de la Pierre, obtint du gouvernement un *subside annuel* de 300 fr. suisses, tant pour améliorer le cabinet de physique que pour former une bibliothèque pour le Collège ¹.

En 1815, le Vallais devenait un canton suisse. La constitution valaisanne de 1815 n'apportait aucune modification au Collège-Lycée de Saint-Maurice. Mais il était dit à l'art. 56 : « L'Etat supporte les frais de l'instruction publique dans les collèges de Sion, Saint-Maurice et Brigue. »

L'application de cet article constitutionnel a été que, ni les sommes livrées par l'Etat n'ont été augmentées, ni les contributions et le dévouement de l'Abbaye diminués.

Le Collège de Saint-Maurice, nous dit encore M. le chanoine de Rivaz, n'avait rien à envier aux deux autres collèges du canton, tenus par les Révérends Pères Jésuites. A Saint-Maurice, la physique et les mathématiques étaient même enseignées d'une manière supérieure.

¹ Ce mémoire fort intéressant, donné avec une magistrale ampleur, est transcrit de la main de M. de la Pierre, alors président de Saint-Maurice. Archives de l'Etat.

Histoire du théâtre du Collège

A l'entrée de Saint-Maurice, dans l'angle formé par la grande route et l'avenue de la gare, on aperçoit un long bâtiment qui n'a rien d'architectural à l'extérieur ; mais qui offre à l'intérieur un charmant théâtre dont pourraient être jalouses des villes bien plus importantes : c'est le théâtre du Collège de l'Abbaye. Longue est son histoire. Il doit son existence à un procès entre l'Abbaye et la bourgeoisie.

A une époque reculée, dans des années de disette, l'Abbaye aurait, après la première récolte de foin, permis aux habitants de Saint-Maurice, de faire paître leur bétail sur le *Champ des Martyrs*, sur une vaste prairie appelée Vérolliez.

Avec le temps, l'origine de ce bienfait fut oubliée et la bourgeoisie de Saint-Maurice considéra ce *parcours* du bétail comme un droit légitimement acquis.

Mais la loi du 24 mai 1808, dans l'intérêt du pays, supprimait les parcours. Elle déclarait tous ces droits rachetables à l'instar des redevances signalées dans l'article 22 de la Constitution valaisanne. Une loi du 30 mai 1809 établit d'une manière détaillée les bases du rachat des droits de parcours ¹.

C'est ici que commencent les grandes difficultés entre l'Abbaye et la bourgeoisie.

Celle-ci poussait ses prétentions jusqu'à réclamer la copropriété du fonds.

L'Abbé Exquix, qui avait assisté à tant de troubles, en fut effrayé, et se mit à traiter de gré à gré avec la bourgeoisie.

¹ *Recueil des lois*, tome II.

Accompagné du Procureur de l'Abbaye, il fit avec elle, le 10 février 1810, un contrat qui, selon les règles du droit canonique, était nul de plein droit ou qui, du moins, n'aurait eu force de loi qu'avec l'approbation du Saint-Siège. Une grande partie du *Champ des Martyrs* était livrée à la bourgeoisie pour le rachat du droit de parcours. La bourgeoisie prit possession, dès le printemps, de cette immense et fertile propriété. Elle la divisa en portions que plusieurs bourgeois se faisaient un scrupule d'accepter.

Le notaire fit cet aveu à un chanoine de l'Abbaye : « Plusieurs de nos bourgeois disaient, quand j'ai fait cet acte avec votre Abbé, que je me damnaï en prenant le bien des religieux pour le donner à la bourgeoisie. Et ils n'ont pas craint de se damner tous avec moi. »

La perte que l'Abbaye subissait par cette cession illégale était évaluée à 800 louis environ. La bourgeoisie avait joui pendant sept ans de ce terrain divisé en portions. La permission du Saint-Siège qui avait été expressément réservée et qui seule pouvait donner force de loi à ce contrat, n'avait pas été demandée. Mais un jeune chanoine de l'Abbaye, qui se préparait, à l'Université de Turin, pour devenir avocat en droit civil et en droit ecclésiastique, vint à examiner cet acte.

Il n'eut pas de peine à démontrer que c'était un instrument de nulle valeur. On commença à l'Abbaye à réfléchir sur les pertes que l'on avait subies par la cession à la bourgeoisie d'une partie considérable du *Champ des Martyrs*.

Le Chapitre de l'Abbaye, qui n'avait pas été consulté sur cette aliénation, porta ses revendications devant le Nonce apostolique, à Lucerne. Le Nonce reconnut la nullité de cette aliénation faite sans la permission du Souverain Pontife et les dommages qui en étaient résultés pour l'Abbaye. Mais il voulait, tout en sauvegardant les droits de l'Abbaye, éviter un procès retentissant.

C'est alors que l'on en vint au projet de destiner à la construction d'un théâtre pour le Collège les sommes qui seraient restituées par la bourgeoisie de Saint-Maurice. Il y eut le 14 mars 1819, un projet de convention pour être présenté à l'approbation du Saint-Siège. Mais comme il accordait à la ville de Saint-Maurice *une clé* du théâtre et qu'il ne revêtait pas suffisamment le caractère d'une *restitution* en faveur de l'Abbaye, il fut rejeté par le Nonce.

La ville de Saint-Maurice dut, par conséquent, faire des offres nouvelles. Par l'organe de son Président, M. de Macognin de la Pierre, elle fit dans une lettre à la Nonciature la déclaration suivante : *Ce théâtre est destiné uniquement et exclusivement à l'usage du Collège*. On retrancha ce que le Saint-Siège n'avait pas voulu accepter ; et sur le conseil du Nonce, on ne mit pas dans la convention le terme de théâtre, mais *grande salle destinée à donner des Pièces dramatiques et comiques* par les étudiants du Collège de l'Abbaye.

On conclut, le 25 octobre 1819, la convention suivante qui fut rédigée par le chanoine de Rivaz, présentée au Pape Pie VII et approuvée, avec délégation spéciale, par l'Internonce Aloysius Fabricius Faliscus.

« TRÈS SAINT PÈRE,

« Une contestation s'est élevée depuis deux ans entre la royale Abbaye des Chanoines Réguliers de Saint-Maurice en Valais, et la noble bourgeoisie de cette ville, que les soussignés viennent soumettre à Votre Sainteté, et dont voici le sujet :

« Par suite d'une transaction faite le 13 février 1810, l'Abbaye cède à la bourgeoisie 25 septeurs de terrain sur

son domaine de Vérolliez pour le rachat du droit de parcours, dont la bourgeoisie jouissait sur le dit domaine depuis la Saint-Jean du mois de juin jusqu'à la fin des pâturages. Par cette cession, la portion de l'Abbaye fut réduite à 31 seyteurs sur 56 que contenait tout le domaine, mais délivrée par ce contrat de toute servitude. Ce partage s'opère la même année, et chaque particulier cultive sa portion pendant sept ans, sans avoir préalablement obtenu la ratification du Saint-Siège.

« Le Chapitre général de l'Abbaye, assemblé le 26 août 1817, ayant observé que par cette transaction de 1810 les droits de la Maison étaient lésés, en porta ses plaintes à la Sacrée Nonciature, et l'approbation de l'acte fut refusée. Dès lors on vit naître différentes questions sur les dédommagements que l'Abbaye avait droit de réclamer. On traite d'abord à l'amiable ; 18 mois se passent en offres d'accommodement de part et d'autre, sans pouvoir s'entendre ; la contestation est portée devant l'Evêque diocésain, dont la médiation fut également inutile pour opérer une conciliation. Tout espoir d'accommodement s'étant évanoui, l'Abbaye se disposait à actionner juridiquement la bourgeoisie et revendiquer son domaine en entier par la voie des tribunaux, lorsque Monsieur l'Internonce Belli, délégué à ce sujet par son Excellence le Nonce actuel, Monseigneur Macchi, archevêque de Nisibe, se rendit sur les lieux, le premier janvier de l'année courante, pour traiter cette affaire en personne ; il s'en est occupé pendant deux jours entiers avec un zèle signalé lequel n'a pas été sans succès, et dont le résultat a été un accommodement à la satisfaction des deux parties contractantes.

« Pour concevoir les dédommagements que l'Abbaye reçoit par ce nouveau contrat, il faut observer qu'en 1807, le gouvernement du Valais établit un Collège dans notre ville, destiné aux études de la jeunesse. Ce Collège fut

confié aux Chanoines de la dite Abbaye ; à cette fin, il le dota convenablement, en s'obligeant annuellement envers l'Abbaye d'une somme de 120 louis aussi longtemps qu'elle serait chargée de l'enseignement, et mit pour condition dans l'acte d'érection, que l'Abbaye formerait, de concert avec la bourgeoisie, un établissement consacré aux exercices des étudiants, et aux beaux arts. Dès lors plusieurs petits bâtimens furent successivement élevés pour cet objet aux frais communs de l'Abbaye et de la bourgeoisie, et détruits tour à tour par différentes causes. Pour éviter désormais ces vicissitudes également dispendieuses, on a convenu de bâtir un nouvel édifice en murailles, qui soit solide et durable, non loin de l'Abbaye, hors de tout danger d'incendie et dans un emplacement très commode, surtout pour les expériences solaires en plein air, et dans une entière indépendance.

« Dans cet édifice, il doit y avoir 1° un cabinet de physique et de chimie pour la conservation des instrumens et autres objets analogues ; 2° deux petites chambres pour costumer les élèves ; 3° un salon décoré qui servira pour les exercices publics des écoliers, tels que des expériences, des examens, des thèses à défendre, la distribution des prix, la représentation de quelques pièces tragiques ou comiques à la fin de l'année scolastique, au choix des professeurs du Collège, dans l'unique but de rendre la distribution des prix plus solennelle, d'exciter par là même de plus en plus l'émulation, et d'apprendre aux jeunes élèves l'action oratoire en les accoutumant à parler en public, comme il est pratiqué dans plusieurs cantons de la Suisse, et notamment par les RR. PP. Jésuites dans les Collèges de Fribourg, Sion et Brigue ; 4° enfin, une vaste salle tant pour les examinateurs que pour les spectateurs.

« Il est encore utile d'observer que par le dit contrat stipulé en 1807, entre l'Abbaye, la bourgeoisie et l'Etat,

la bourgeoisie n'avait contracté aucune obligation de concourir aux frais de la bâtisse d'un cabinet de physique, de manière qu'en s'y soumettant actuellement, cette augmentation du nouvel édifice mettra à la disposition de l'Abbaye deux ou trois chambres qui jusqu'ici ont été occupées par les instruments de physique, appartenant en partie au Collège. C'est particulièrement sur ces deux objets qu'est basé le nouveau contrat d'accommodement, fait du consentement des deux parties, sous la médiation de Monsieur l'Internonce Billi, et qui consiste dans les articles suivants :

« NOUVELLE TRANSACTION

« La bourgeoisie de la ville de Saint-Maurice voulant mettre fin à toutes les disputes sur la cession de la susdite partie de la prairie de Vérollez, et procurer de quelque autre manière à l'Abbaye un gain réel et un dédommagement convenable, est convenue avec elle comme suit :

« ART. 1. — La bourgeoisie de Saint-Maurice cède un terrain vaste et commode avec tous les matériaux d'un ancien bâtiment appelé la Souste, murs, planches, fers, madriers, etc., pour la construction du susdit édifice à l'usage du Collège.

« ART. 2. — La bourgeoisie livrera 200 louis à l'entrepreneur avant que l'Abbaye y contribue en rien de ses deniers; le reste des frais de la bâtisse, non compris les fournitures mentionnées à l'article premier, seront supportés par égale portion, de manière que sur la somme de 400 louis en argent que coûtera tout l'édifice, compris le cabinet de physique, 300 seront aux frais de la bourgeoisie et une centaine à la charge de l'Abbaye.

« ART. 3. — La bourgeoisie se charge exclusivement des frais concernant le maintien de la toiture de tout le bâtiment.

« ART. 4. — La bourgeoisie se charge également d'une main d'œuvre, soit d'un déblayement dans l'intérieur de la Souste, qui doit faire gagner deux pieds de murailles tout autour de l'édifice, et qui, en même temps, en diminue les frais de construction.

« ART. 5. — Si, contre toute attente, le Collège venait à être supprimé ou séparé de l'Abbaye, pour lors le nouveau bâtiment lui deviendrait entièrement inutile et à pure perte; c'est pour prévenir cette perte que la bourgeoisie se soumet en pareil cas de rembourser à l'Abbaye non seulement cent louis, mais encore la moitié de la somme qui résulterait de l'évaluation de tout l'édifice faite par des experts neutres et non intéressés; il serait cependant libre à la bourgeoisie d'acquitter ces deux sommes ou en argent comptant, ou en lui en passant une obligation au cinq pour cent, aussitôt qu'elle en serait requise.

« ART. 6. — La bourgeoisie se charge de payer le travail du commissaire liquidateur des fiefs, opéré en faveur de l'Abbaye en 1814, sur le territoire de la bourgeoisie de Saint-Maurice.

« ART. 7. — La bourgeoisie consent à ne point imposer de maxe (travaux publics) les 25 seyteurs de terrain que l'Abbaye aura droit d'acquérir sur le territoire de la bourgeoisie, par suite de la condition apposée à la cession de la partie de Vérollez. En conséquence, le 9^me article de la transaction de 1810, qui soumet ces 25 seyteurs à la maxe bourgeoisiiale, est déclaré par le présent acte comme nul et non-avenue.

« A ces conditions, l'Abbaye renonce à toutes les prétentions qu'elle pourrait avoir sur la partie du domaine de Vérollez que Messieurs les bourgeois possèdent actuellement, le tout sous la réserve expresse de la ratification du Saint-Siège.

« Pour plus amples éclaircissements sur la nature de ce

contrat, il ne sera peut-être pas hors de propos de réunir sous un coup d'œil les sacrifices que fait la bourgeoisie pour dédommager l'Abbaye de la perte en question. Comme on vient de le voir, l'Abbaye a cédé à la bourgeoisie, par la transaction de 1810, un fonds de terre contenant 25 septeurs; ces 25 septeurs se réduisent à 23 au profit de la bourgeoisie, par la raison qu'un chemin à char de près de 2 septeurs de contenance, qui sépare la portion de l'Abbaye d'avec celle de la bourgeoisie, se trouve totalement sur la portion bourgeoise.

« Maintenant la bourgeoisie dédommage l'Abbaye pour ces 23 septeurs : 1^o par l'extinction totale du parcours dont le rachat sur tout le domaine aurait pu porter approximativement une somme de 200 à 500 louis, et qui rend par ce moyen à l'Abbaye sa portion de 31 septeurs, franche, libre de toute servitude, et susceptible, par les soins de l'agriculture, d'une grande amélioration et d'un rapport bien plus lucratif pour l'Abbaye que n'était, avant la suppression du parcours, la jouissance de tout le domaine ; 2^o en livrant 100 louis pour l'Abbaye à l'entrepreneur du bâtiment sus-mentionné à l'usage du Collège ; 3^o en cédant à l'occasion de ce bâtiment du terrain et des matériaux pour la valeur de 50 louis pour les frais du cabinet de physique ; 5^o en acquittant 48 louis pour la liquidation des fiefs ; 6^o en exemptant de toute corvée publique 25 septeurs de terrain que l'Abbaye a droit d'acquérir, et dont une partie est déjà acquise ; 7^o en prenant à sa charge le maintien du toit de tout l'édifice destiné aux exercices des étudiants, ce qui n'est pas un petit avantage dans une ville telle que Saint-Maurice, aussi sujette à la violence des vents ; 8^o en courant le hasard de tenir compte à l'Abbaye, outre la somme de 100 louis, de la moitié de la valeur d'un vaste bâtiment qui serait également inutile à la bourgeoisie, en cas que le Collège vint à être supprimé par l'autorité de l'Etat.

« A ces avantages pour l'Abbaye se joint encore celui de terminer de longues et pénibles discussions, et de ramener la paix et l'union entre les deux parties contractantes, qui osent espérer que Sa Sainteté daignera donner sa sanction à ce nouveau contrat, et aux articles qui le concernent.

« Ainsi fait et convenu de part et d'autre à Saint-Maurice, le 25 octobre l'an 1819.

L. S.

N. Burg.

« DE MACOGNIN DE LA PIERRE,

Vice-Président.

« DE RIVAZ,

*Chanoine Régulier de l'Abbaye de Saint-Maurice
et Professeur de rhétorique. »*

« Je soussigné, atteste que Monsieur de Rivaz, Chanoine Régulier de l'Abbaye de Saint-Maurice, et Professeur de rhétorique, signé ci-dessus, a été délégué par le Chapitre général, et muni de plein pouvoir pour traiter et terminer avec la noble bourgeoisie toutes les difficultés dont il est fait mention dans le présent contrat; c'est pourquoi les présentes ont été munies du sceau de notre Chapitre général.

« Donné à Saint-Maurice, l'an et jour que dessus.

L. S.

Abbatie

« GALLEY,

*Chanoine Régulier de l'Abbaye de Saint-Maurice,
Chevalier de S. M. et L.,
Secrétaire du Vén. Chapitre. »*

NOS

Aloysius Canonicus Nevi, Fabritius Faliscus, Sacrae Theologiæ Doctor, Legationis apostolicæ apud christianissimum Galliarum Regem auditor, ac Sanctæ Sedis ad Helvetios, Rhotos, ac Valesianos, Constantien., Basilien., Sedunen., Curien., et Lausanen., Civitates et Diœceses

INTER-NUNTIVS

Visis et examinatis a SS^{mo} Domino Nostro Pio PP. VII transactione inita jam die 13 februarii anni 1810 Insignem Abbatiam Agaunensem inter et nobilem burgesium pariter Agaunensem super Prato Verolliez nuncupato, inita, necnon altera posteriori concordia inter memoratos contrahentes super eodem prato similiter inita die 25 octobris 1819, aliis additis in hac secunda conditionibus a burgesia Agaunensi favore dictæ Insignis Abbatiae, SS^{mus} Dominus hujusmodi transactionem Ecclesiæ utilem ac favorabilem esse judicans, benigne annuit pro ejus approbatione, ac confirmatione, nobisque illam approbandi et confirmandi facultatem impertiri dignatus est per veneratissimas litteras Emi Cardinalis a Secretis Status nobis datas sub die 27 novembris 1819.

Nos itaque de speciali et expressa apostolica auctoritate nobis ad hoc delegata, Capitulares omnes et singulos præfatæ Abbatiae Agaunensis, ceterosque quoscumque a censuris et poenis Ecclesiasticis, sive a jure, sive ab homine, quavis occasione vel causa latis, si quas ob præmissa quomodolibet incurrerint, vigore præsentium, quatenus opus sit, absolventes et absolutos fore censentes, retrospectam novam concordiam juxta omnem illius formam ac tenorem initam die 25 octobris anni 1819, attenta ejus

utilitate favore Monasterii Canonorum Regularium Agau-
nensium, et Ecclesiæ, eadem apostolica speciali et expressa
auctoritate confirmamus, et approbamus; nec non tran-
sactionis prius initæ die 13 februarii 1810 tenorem, et res
inter utramque partem per illam conventas, in iis in
quibus per posteriorem concordiam derogatum non est,
benigne sanamus. Præfatam perinde transactionem anni
1810, et posteriorem concordiam die 25 octobris 1819,
dicto superius modo, ratas, firmas, et in perpetuum vali-
das esse et fore in utroque foro decernimus ac declaramus.

Datum Lucernæ ex Nostra Residentia, sub signo sigillo
que Nostris, die 3^{ia} januarii 1820.

L. S.
Internuntii.

ALOYSIUS,
Canonicus Novi, Internuntius apost.

Ch. EGLIN,
Protonot. apostolicus et Cancellarius.

Le chanoine de Rivaz qui avait été l'âme de cette conci-
liation, avait su amener l'eau à son moulin. Professeur de
rhétorique et directeur des représentations données à la
clôture des cours, presque chaque année il avait le souci
d'un théâtre toujours provisoire. Dans ses notes, il nous
raconte comment il est devenu l'architecte d'un théâtre
définitif.

« Nous avons résolu de bâtir un théâtre, et pas une âme
ni de la ville ni de l'Abbaye n'était à même de donner une
idée exacte de l'entreprise que nous allions faire. Il s'agis-
sait cependant de contracter avec un entrepreneur; et on
ne pouvait pas marchander avec un entrepreneur quel-
conque, sans connaître la chose dont il s'agissait. La
bourgeoisie me laissait toute cette besogne. J'avais vu à la
vérité, les théâtres des principales villes de France; mais

lorsque je visitais ces bâtiments, je ne pensais guère que je serais dans le cas de m'occuper d'un édifice de ce genre et encore moins de le construire; de manière que je ne conservais de mes observations à cet égard que des idées bien superficielles.

« Pour en avoir une idée plus exacte, je me transportai à Lausanne; j'examinai le théâtre de cette ville construit sur le modèle de celui de Genève. M. Duplex, propriétaire de cet édifice, me donna avec beaucoup de complaisance toutes les explications qui étaient à sa portée. De là je me rendis chez M. Bergos qui en avait été le directeur et l'architecte. »

De retour à Saint-Maurice, le chanoine de Rivaz fait le plan du nouveau théâtre. Il le fait approuver par le Chapitre et la ville de Saint-Maurice. Un contrat pour la bâtisse est conclu avec Eggen, entrepreneur à Bex.

Les peintures et les décors sont confiés au peintre Du Puy.

Dès 1821, le Collège de Saint-Maurice fut doté d'un charmant et vaste théâtre où les représentations dramatiques, pour la clôture des cours, ont été données sans interruption, jusqu'à nos jours.

Par contre, après de grands sacrifices pour les constructions, les salles destinées au cabinet de physique et au laboratoire de chimie sont restées presque inoccupées depuis que la loi du 31 mai 1849 est venue décapiter le Collège de Saint-Maurice en y supprimant le Lycée. C'est une des libertés que le gouvernement de 1848 a octroyées à son cher Bas-Valais.

Nous donnons ci-après la liste des pièces jouées, dans ce siècle, par les étudiants du Collège ¹ :

¹ Les représentations et les séances littéraires ou musicales données dans le cloître de l'Abbaye ne sont pas comprises dans cette énumération.

- 1807 *Sémiramis*, tragédie en 5 actes. — *L'avocat Patelin*, comédie en 3 actes (21 et 23 août).
- 1808 Théâtre provisoire aux portes cochères de l'Abbaye.
- 1809 Théâtre provisoire à l'Hôtel-de-ville.
- 1810 Théâtre provisoire à la chapelle de Saint Laurent qui avait cessé de servir au culte.
- 1811 *Le Comte de Waltron* ou *La subordination militaire*, trag. en 5 actes (15 et 18 août).
-
-
-
-
-
-
- 1816 *Artaxercès*, trag. en 5 actes. — *Le Voyageur*, com. en 2 actes (15 et 18 août).
- 1817 *Le triomphe de la religion*, trag. en 3 actes. — *Le Gourmand pris pour dupe*, com. en 1 acte (15 et 17 août).
- 1818 *Absalon*, trag. en 5 actes. — *L'Hypocrite corrigé*, com. en 1 acte (13 et 16 août).
-
- 1820 *Athalie*, trag. en 5 actes. — *Connaxa*, com. en 3 actes (13 et 17 août).
- 1821 *Saint Louis*, trag. en 5 actes. — *Les Plaideurs*, com. en 3 actes (16 et 19 août).
- 1822 *La Mort de Robespierre*, trag. en 3 actes. — *Le Pèlerin blanc*, com. en 3 actes (15 et 18 août).
- 1823 *David*, trag. en 5 actes. — *Les Vendeurs*, com. en 1 acte (15 et 17 août).
- 1824 *Méropé*, trag. en 5 actes. — *Le Médecin malgré lui*, com. en 3 actes (15 et 16 août).
- 1825 *Le Fanatisme* ou *Mahomet le prophète*, trag. en

- 5 actes. — *Les Fourberies de Scapin*, com. en 3 actes (14, 15 et 16 août).
- 1826 *Artaxercès*, trag. en 5 actes. — *Les deux Frères*, drame en 4 actes (13, 15 et 16 août).
- 1827 *Guillaume Tell*, trag. en 5 actes (22 et 25 février). — *Rome sauvée*, trag. en 5 actes. — *Retour imprévu*, com. en 1 acte (12, 15 et 16 août).
- 1828 *Athalie*, trag. en 5 actes. — *Le Pèlerin blanc*, com. en 3 actes (15 et 17 août).
- 1829 *Joseph*, drame en 3 actes. — *Les Plaideurs*, com. en 3 actes (26 février et 1^{er} mars).
- 1830 *Trebellius*, drame en 3 actes. — *L'Orgueilleux corrigé*, com. en 3 actes (8, 15 et 16 août).
- 1831 *L'Orphelin muet*, drame en 3 actes. — *Guliver chez les Liliputiens*, com. en 1 acte (14, 15 et 16 août).
- 1833 *Agapit*, trag. en 3 actes. — *Les deux Frères*, drame en 4 actes (11, 15 et 16 août).
- 1834 *L'Enfant prodigue*, drame en 3 actes. — *Les Incommodités de la grandeur*, com. en 5 actes (10, 15 et 17 août).
- 1835 *L'Homme de la Forêt-Noire*, drame en 3 actes. — *L'Hypocrite corrigé*, drame en 1 acte (9, 15 et 16 août).
- 1836 *La vallée de Barcelonnette*, com. Vaudeville en 1 acte. *Deschalumeaux*, com. en 3 actes (14, 15 et 16 août).
- 1837 *Marius à Minturnes*, trag. en 3 actes. — *L'avocat Patelin*, com. en 3 actes (13, 15 et 16 août).
- 1838 *Guillaume Tell*, trag. en 5 actes. — *Le Sourd ou l'Auberge pleine*, com. en 3 actes (12, 15 et 16 août).
- 1839 *Louis IX*, trag. en 5 actes. — *Le Bourgeois gentilhomme*, com. en 3 actes (4 et 5 août).
- 1840 *L'Orphelin muet*, drame en 3 actes. — *Le Malade imaginaire*, com. en 3 actes. — *Les Deux petits Savoyards*, en 1 acte (26 juillet, 2 et 4 août).

- 1841 *La Malédiction*, drame en 3 actes. — *Le Collège et le Monde*, com. en 3 actes (1^{er} et 8 août).
- 1842 *Sildac*, drame en 3 actes. — *L'Avare*, com. en 3 actes (10 et 17 juillet).
- 1843 *Artaxercès*, trag. en 5 actes. — *Le Financier*, Vaudeville en 1 acte (16 juillet).
- 1844 *L'Homme de la Forêt-Noire*, drame en 3 actes. — *Monsieur le Pourceaugnac*, com. en 3 actes (14 et 21 juillet).
- 1845 *Mahomet le prophète*, trag. en 3 actes. — *La Chasse d'Henri IV*, com. en 3 actes (27 juillet et 3 août).
- 1846 *Les Enfants d'Edouard*, trag. en 3 actes. — *Le Proscrit*, com. en 3 actes (26 juillet et 2 août).
- 1847 *Absalon*, trag. en 5 actes. — *Les Enfants abandonnés*, drame en 3 actes (25 juillet et 1^{er} août).
- 1848 *Saint Maurice*, trag. en 5 actes. — *Les quatre Sentinelles au même poste*, com. en 1 acte. — *Les Châteaux en Espagne*, com. en 1 acte (23 et 30 juillet).
- 1849 *Mérope*, trag. en 5 actes. — *Trois mille francs de dot*, com. en 1 acte (1^{er} et 8 juillet).
- 1850 *Moïse*, trag. en 3 actes. — *Les inconvénients de la grandeur*, com. en 5 actes. — *Les Poissons d'Avril* (14 et 21 juillet).
- 1851 Séance académique et musicale suivie de : *Les deux Avides*, com. en 1 acte (29 juin). — *Régulus*, trag. en 3 actes. — *Les deux Avides*, com. en 1 acte. — *Le Gastronomes sans argent*, com. en 1 acte (6 et 13 juillet).
- 1852 *Winkelried*, drame en 5 actes. — *La vallée de Barcelonnette*, com. Vaudeville en 1 acte (4 et 11 juillet).
- 1853 *Saül*, trag. en 5 actes. — *Les Enfants d'Armagnac*, com. Vaudeville en 1 acte. — *Laurent le paresseux*, com. Vaudeville en 2 actes (3 et 10 juillet).

- 1854 *Macbeth*, trag. en 5 actes. — *Le Château en loterie*, com. Vaudeville en 2 actes (2 et 9 juillet).
- 1855 Soirée littéraire et musicale suivie de : *Bébé ou le Nain du roi Stanislas*, com. en 1 acte (21 janvier). — *Les Macchabées*, trag. en 5 actes. — *La Chasse d'Henri IV*, com. en 3 actes (1^{er} et 18 juillet).
- 1856 Académie de Saint-François de Sales et de Saint-Augustin. — *Arthur de Bretagne*, drame en 1 acte. (29 janvier). — *L'Homme de la Forêt-Noire*, drame en 3 actes. — *Les Fourberies de Scapin*, com. en 3 actes (6 et 13 juillet).
- 1857 *Jean Sans-Terre*, trag. en 3 actes. — *Le Revenant ou le Trompeur détrompé*, com. en 3 actes (5 et 12 juillet).
- 1858 *Baldini ou Episode d'un voyage en Italie*, drame en 3 actes. — *Sabre de bois*, com. en 2 actes. — *Le Sourd ou l'Auberge pleine*, com. en 1 acte (4 et 11 juillet).
- 2859 *L'Expiation*, drame en 3 actes. — *Le Départ pour la Californie*, com. en 3 actes (3 et 10 juillet).
- 1860 *Le Col de Mouzaïa ou le Triomphe de la Foi*, drame en 2 actes. — *Le Revers de la médaille*, com. en 1 acte (12 et 19 février). — *Taquinot ou le Panier de figues*, Vaudeville en 1 acte. — *L'avocat Patelin*, com. en 3 actes. — *Olivier de Clisson*, drame en 3 actes (1^{er} et 8 juillet).
- 1861 *Tekéli ou le Siège de Mingatç*, mélodrame en 3 actes. — *Candinol, roi de Rouen*, com. Vaudeville en 2 actes (7 et 14 juillet).
- 1862 Concert vocal et instrumental suivi de deux comédies : *Jocrisse* et *Les deux Aveugles*. (26 janvier et 23 février.)
- Il n'y eut pas de représentation de fin d'année. La fièvre typhoïde sévissait à Saint-Maurice.

- 1863 *Le Page de Jacques V*, drame en 5 actes. — *Les quatre Prunes*, com. en 1 acte (5 et 12 juillet).
- 1864 *Le dîner de Pantalon ou le Plat d'oreilles frites*, com. en 1 acte. — *Les deux Pêcheurs*, bouffonnerie en 1 acte. — *Le Marié*, chanson normande (31 janvier et 7 février). — *La Forteresse du Danube*, mélodrame en 3 actes. — *Grassol embêté par Ravel*, intermède en 1 acte. — *Môsieu mon Fils*, com. Vaudeville en 2 actes (10 et 17 juillet).
- 1865 *La Somnambule* (18 juin). — *Athalie*, trag. en 5 actes. — *Les Empiriques d'autrefois*, com. Vaudeville en 1 acte (9 et 16 juillet).
- 1866 *Saint Maurice*. — *La vallée de Barcelonnette*.
- 1867 *La Réconciliation de deux frères*. — *Les Français à Pékin*.
- 1868 *Esther*. — *Salsifis*.
- 1869 *Guillaume Tell*. — *Le Bourgeois gentilhomme*.
- 1870 *Le martyr d'Agapit*. — *L'Héritage de Rocambole*.
- 1871 *Les Enfants d'Edouard*. — *L'Ours et le Pacha*.
- 1872 *Joseph*. — *Le voyage de M. Pelicon à la mer de glace*.
- 1873 *Moïse*. — *Les Oiseaux de la rue*.
- 1874 *Absalon*. — *La Chasse d'Henri IV*.
- 1875 *Saül*. — *Le Château en loterie*.
- 1876 *Athalie*. — *La vallée de Barcelonnette*.
- 1877 *Esther*. — *Le Pèlerin blanc*.
- 1878 *Winkelried*. — *Michel Perrin*.
- 1879 *Le Mensonge*, drame. — *Les Plaideurs*.
- 1880 *Helvetia ou Nicolas de Flüe*. — *L'Héritage de Rocambole*.
- 1881 *Le Page de Jacques V*, par Charles-Louis de Bons. — *Les Oiseaux de la rue*.
- 1882 *Le Martyr du Patriotisme*, par Léon de Roten. — *Les Empiriques d'autrefois*.
- 1883 *Connor O'Nial*. — *Fra Diavolo*.

- 1884 *Moïse. — Les Chemins de fer.*
- 1885 *Louis IX. — Schmierpinsel. — La vallée de Barcelonnette.*
- 1886 *Les Enfants d'Edouard. — Le Château en loterie.*
- 1887 *L'argent du diable. — La Chasse d'Henri IV.*
- 1888 *Le Martyr du Patriotisme. — Les Brigands invisibles.*
- 1889 *Le Lis sanglant. — Le Devin. — Quand on conspire.*
- 1890 *Les Flavius. — Brouillés depuis 24 heures.*
- 1891 *Guillaume Tell. — Le Prince aux pieds d'azur.*
- 1892 *Le Fils de Roland, par Bornier. — Le Parrain de la cloche.*
- 1893 *Joseph, drame en 3 actes. — L'Anglais qui parle français. — Salsifis ou les Inconvénients de la grandeur.*
- 1894 *Christophe Colomb. — La vallée de Barcelonnette.*
- 1895 *Saint Louis. — Le Château en loterie, 2 actes.*
- 1896 *Le Fils du Croisé. — Les Brigands invisibles.*

De 1820 à 1850

La *Constitution du Valais de 1815*, art. 56, disait : « L'Etat supporte les frais de l'instruction publique dans les collèges de Sion, Saint-Maurice et Brigue. » Cet article fut une lettre morte dans la construction du théâtre. On laissa à l'Abbaye et à la ville de Saint-Maurice les charges qui leur étaient imposées par l'article 5 de l'acte de fondation du Collège.

L'article 8 de la même convention disait : « La police et l'inspection du Collège appartiendront uniquement au Conseil d'Etat, qui se réserve d'en établir un Inspecteur. »

En 1821, l'Etat était informé d'un changement qui allait se faire dans le personnel enseignant. Voulant témoigner

avec la ville de Saint-Maurice, l'intérêt qu'il portait au développement d'un collège « qui avait déjà obtenu des succès marquants », il proposa, conformément à l'esprit du traité, une Commission chargée de la nomination des professeurs.

Cette mesure ne pouvait manquer d'avoir d'heureux résultats dans la formation des professeurs. L'Abbé qui en était de droit le président, agréa cette nouvelle organisation ¹.

Le 18 décembre 1821, le Grand Baillif de la République, d'Augustini, informait que la Commission pour le choix des professeurs était ainsi composée, sous la présidence de l'Abbé de Saint-Maurice.

M. Dufay, président du dixain de Monthey ;

M. Gallay, curé de Saint-Maurice ;

M. de la Pierre, président de la ville, membre de la Diète ;

M. Cocatrix, vice-président du dixain.

M. Amstaad, venait, pour raison de santé, de quitter le Collège de Saint-Maurice. Il se retira à Sion avec les chaleureux remerciements du Gouvernement, pour les services rendus à l'instruction publique ¹.

Saint-Maurice devint en ce moment un champ de bataille où le *latin* et le *français* se disputèrent la place pour l'enseignement des sciences naturelles.

Cela nous paraît étrange à l'époque où nous vivons. Mais on ne renonce pas du soir au matin à de longues traditions. Jusqu'à la fin du siècle dernier, les notaires stipulaient en latin. Dans la première moitié de ce siècle,

¹ Mais à l'Abbaye, après mûres réflexions on s'aperçut que c'était forcer le texte de l'Acte de fondation et l'on protesta, du moins pour la forme, contre cette décision.

² A Saint-Maurice on a vanté son dévouement pour l'œuvre du Collège. Mais on l'accusait d'avoir des idées josphistes.

le droit était enseigné en latin. Dans bien des Universités, la médecine était pareillement enseignée en langue latine. On était dans l'heureux temps où l'on n'avait pas besoin ¹ de surcharger la mémoire de l'étude de plusieurs langues pour parcourir les Universités de l'Europe.

A Saint-Maurice, l'ancien Règlement du Collège, rédigé dans un beau latin, déclarait la langue latine, la langue officielle des étudiants, à partir de la classe de syntaxe. *Omnes a Syntaxistis ascendendo ad Philosophos inclusive latina utantur lingua.*

Napoléon n'avait tenu aucun compte de ces traditions vallaisannes. Il avait rattaché les trois Collèges à l'Académie de Lyon.

L'Annuaire de la Préfecture du Département du Simplon, de 1813, disait : « L'intention bien prononcée du Gouvernement est, qu'à compter du 1^{er} novembre 1815, au plus tard, les régents de ces trois Collèges donnent leurs leçons en français. »

Mais à l'arrivée du terme fatal, le Vallais chantait depuis une année sa liberté et son indépendance.

Le latin restait la langue de la philosophie et des sciences naturelles.

Un jeune chanoine de Saint-Maurice, M. Blanc, avait été envoyé à Paris pour étudier la physique et la chimie, en vue du professorat.

Rentré en Vallais, il donnait les sciences naturelles dans la langue de ses maîtres de Paris. Ce fut une révolution dans l'enseignement. Une requête pleine d'indignation, de la part de la ville de Saint-Maurice, appelle

¹ Dans la première année de ce siècle, les juristes et les médecins vallaisans écrivaient le latin avec facilité et élégance. En 1841, le D^r Cropt publiait à Sion son volume des *Elementa juris Romano-Valesii* ; et en 1842, le D^r Gaspard Joris, d'Orsières, publiait, à Vienne, son *Tractatus anatomico-pathologicus de Tumoribus morbois*.

l'attention de l'Etat, en faveur du latin, menacé dans la physique et les mathématiques.

En voici la réponse datée du 18 décembre 1821, à l'Abbé de Saint-Maurice :

..... « Le Conseil d'Etat ne tardera pas à faire connaître à la Commission les différents objets sur lesquels ses soins devront s'étendre, en attendant, il juge à propos de prévenir votre Révérence, qu'il voit avec peine que les *Mathématiques* et la *Physique* soient enseignées en langue française; il conseille de revenir à l'ancien usage et de professer ces sciences en *latin*, comme on le faisait autrefois.

« Pour ne point parler de plusieurs autres motifs qui engageraient à donner la préférence à la langue latine, il en est un qui nous paraît déterminant; c'est que presque tous les jeunes gens de la partie supérieure du canton ne connaissent que l'allemand et qu'ils se trouveraient dans l'impossibilité de suivre des leçons faites dans une langue qui leur serait *étrangère*.

« Veuillez agréer, etc.

Le Grand Baillif de la République.

D'AUGUSTINI. »

A partir de 1815 il n'y eut plus l'enseignement de la physique et de la philosophie donné conjointement pendant deux ans.

Dans les trois Collèges du Valais, une année était consacrée à la philosophie et une autre à la physique. — Cette division dans l'enseignement a été faite d'un commun accord entre l'Abbaye de Saint-Maurice et les Jésuites qui enseignaient à Sion et à Brigue.

En 1823, le cours de philosophie de l'Abbaye comptait 22 élèves. Le *Prospectus* du Collège et Pensionnat de

Saint-Maurice annonçait, en 1827, que pour faciliter l'accès du Collège à toutes les fortunes, l'Abbaye établissait deux pensions au choix des élèves.

« Le prix de la première pension sera de 20 fr. par mois, et le prix de la seconde, de 14 fr.

« La nourriture sera saine et copieuse. »

Les subsides que l'Etat avait promis pour la bibliothèque du Collège et le cabinet de physique n'arrivaient plus.

L'Abbé de Rivaz envoie à l'Etat, en 1829, un Mémoire dans lequel on trouve de judicieuses et belles considérations sur la nécessité d'une bonne bibliothèque du Collège pour le développement du talent des jeunes gens, ainsi que d'un cabinet de physique suffisamment monté.

L'Abbé ajoutait :

« Nous pensons que cette modique somme (300 fr. annuellement) est imperceptible chaque année dans les finances de l'Etat, et que si le Conseil d'Etat veut bien prendre notre demande en considération, la Diète l'exaucera d'autant plus facilement qu'elle est tout entière dans les intérêts de l'instruction publique, et que l'Abbaye loin d'en toucher une obole, n'a en cela qu'une peine de plus pour la direction et la comptabilité du tout.

« Notre dernière Constitution faite en 1815, en déclarant, art. 56, *que l'Etat supporte les frais de l'instruction publique dans les trois Collèges*, a fait par là même une espèce de novation qui libère l'Abbaye des obligations qu'elle avait contractées par des actes antérieurs; et par suite, nous serions par conséquent en droit, ainsi que les deux autres Collèges, de porter en ligne de compte au Conseil d'Etat nos frais d'entretien des bâtiments pour les classes, nos frais de représentation pour le théâtre, nos frais d'impression pour les catalogues, nos frais d'emplètes pour les prix, etc.; parce que toutes ces dépenses entrent dans *les frais* de l'instruction publique, qui, à teneur de

l'article précité sont à la charge de l'Etat, depuis 1815. Cependant l'Abbaye que j'ai l'honneur de présider ne pense point à faire cette réclamation. Nous négligeons volontiers la bourse du procureur pour soigner les intérêts du Collège. Il faut convenir que depuis que l'Abbaye est chargée de l'enseignement, elle a constamment fait preuve qu'elle n'épargnait pas les sacrifices pour cet objet, tantôt en bâtissant un pensionnat, tantôt en construisant un théâtre, tantôt en payant, dans des pays étrangers, des pensions dispendieuses à ses religieux, pour prévoir et préparer de loin d'habiles professeurs, tantôt en payant à des prêtres séculiers de riches salaires : le tout dans les intérêts de l'instruction publique et afin de se rendre digne de la confiance dont le Gouvernement l'a honorée, et que je serai, en mon particulier, flatté de maintenir aussi longtemps que je serai à la tête de cette maison » ¹.

Le 20 mai 1826, la Diète voulant rendre le mode d'élection uniforme dans tout le pays, porta la *Loi sur les nominations communales et désénales*.

L'auteur du *Démophile*, qui occupait une place en vue dans le camp conservateur, a appelé cette loi : « Loi intempestive si jamais il en fût une. » ²

Une brochure ne contenant rien de contraire à la foi, mais rédigée avec des termes un peu violents, paraissait à Genève dans le but de battre en brèche ce mode d'élection. L'auteur anonyme se portait comme le défenseur des droits démocratiques méconnus.

On accusa le chanoine Claivaz, sacristain de l'Abbaye, d'être l'auteur de la brochure dont le *Post-Scriptum* annonçait déjà triomphalement l'abrogation de la loi.

Monseigneur de Sion se fit déléguer des pouvoirs spéciaux

¹ L'Abbé de Rivaz, Ms. in-fol., p. 208.

² *Démophile*, p. 5.

par le Nonce pour citer par devant son tribunal un sujet étranger à sa juridiction.

Dans son Mémoire, le chanoine Claivaz fit cette déclaration formelle :

« Loin de redouter un jugement sur les imputations qui m'ont été faites, je désire qu'il soit porté au plus tôt, persuadé qu'il dissipera les préventions que l'on a répandues contre moi dans une affaire à laquelle je n'ai pris aucune part. Je laisse traiter à d'autres la cause du peuple valaisan dans l'exercice de ses droits politiques et décider si les mandataires du peuple souverain peuvent agir consciencieusement d'une manière opposée à sa volonté.

« Il me suffira de réfuter les allégations que l'on a faites à ma charge et de produire des preuves contraires, que j'offre pour ma justification » ¹.

Outre cette déclaration formelle, on reconnut l'absence de preuve. On constatait seulement que le chanoine défendait quelques idées démocratiques prônées par la brochure. Tout le monde savait, du reste, que ce chanoine n'était point employé à l'enseignement.

Et chose étrange ! voilà que quelques magistrats, oublieux des traités et des sacrifices immenses faits par l'Abbaye pour l'instruction publique, entrèrent dans une conjuration contre le Collège de Saint-Maurice. L'affaire fut présentée à la Diète. Et sur un rapport déloyal, le vent commençait à siffler à la tempête. On croyait arracher par surprise à la Diète, une sentence de mort. Mais comme la chose était pleine de grosses conséquences, un député de Saint-Maurice, M. le Dr Barman, proposa de soumettre l'affaire à une Commission composée d'un membre de chaque dizain. La proposition fut acceptée par la Diète ².

¹ De Rivaz, *Ms.*, page 219.

² De Rivaz, *Ms.*

L'Abbé de Rivaz prie l'avocat Barman de rappeler à la Diète que les contrats lient les individus et les gouvernements. Or, c'est en vertu du contrat conclu entre la Diète et le Gouvernement d'une part, l'Abbaye de Saint-Maurice et la Ville d'autre part, que ces deux dernières, l'Abbaye surtout, se sont imposé de lourds sacrifices.

Jamais aucune plainte n'a pu être formulée contre la bonne marche du Collège ou le bon esprit du Corps enseignant.

L'Abbaye ne pouvait se persuader qu'après la construction du théâtre, du pensionnat, du cabinet de physique, la Haute-Diète pût mettre en délibération de rompre les engagements du contrat concernant le Collège.

La tempête fut bientôt apaisée. Le 11 mai 1832, le défenseur du Collège de Saint-Maurice pouvait écrire à l'Abbé :

« La Commission des treize n'a pas hésité un instant à écarter la motion qui avait pour but d'enlever l'enseignement à l'Abbaye. Il n'y a pas eu *une seule voix discordante* ¹ ». La Diète déclare n'avoir aucune raison pour enlever le Collège à l'Abbaye de Saint-Maurice. De fait, l'Abbaye n'avait pas trahit les espérances du Gouvernement, qui peu auparavant écrivait à l'Abbé :

« Ce sera en même temps une nouvelle occasion d'entretenir la Diète du zèle soutenu avec lequel votre Révérence se voue au perfectionnement de l'instruction de la jeunesse dans votre Maison. Ses efforts généreux pour lutter contre les ennemis de la religion et de l'ordre, qui cherchent à pervertir les esprits dès l'âge le plus tendre, sont bien dignes d'intérêt. Le Gouvernement sait les apprécier.

Votre Révérence ne doit pas en douter, non plus que des vœux qu'il fait pour leur heureux succès. C'est une

¹ De Rivaz, *Ms.*, p. 216.

cause commune dans laquelle il s'empressera constamment à seconder votre Révérence. ¹ »

En 1834, les Collèges-Lycées de Sion et de Brigue, tenus par les RR. PP. Jésuites, coûtaient à l'Etat du Valais, pour le même enseignement :

Sion fr. 9,241 (anciens) ².

Brigue » 4,107

Le Collège-Lycée de Saint-Maurice, » 1,180 ³.

Il faut ajouter encore que dans ces chiffres ne figurent point les bâtiments. A Saint-Maurice, c'était l'Abbaye qui les fournissait et les entretenait; tandis que dans les Collèges de Sion et de Brigue tenus par les RR. PP. Jésuites, les bâtiments étaient fournis et entretenus par le Gouvernement.

Avant que les coutumes changent, nous voudrions faire assister à une distribution de prix, après la représentation de la pièce et de la comédie traditionnelles. — Dans cet heureux temps, les professeurs étaient forcément poètes. L'épigramme et le madrigal devaient être leur fort. Et l'élève qui allait recevoir son prix, était exposé à entendre chanter ses qualités et à sentir fustiger ses défauts.

Le latin et le français étaient tour à tour employés.

En voici des exemples :

1817

IN SYNTAXI

Ex progressu annuo.

BRUCHEZ BAGNENSIS.

« Qui t'inspire autant de courage
Pour paraître ici le premier.

¹ De Rivaz, *Ms.*, p. 199.

² Le franc ancien = 1 fr. 45 cent.

³ De Rivaz, *Ms.*, p. 227.

C'est bien glorieux à ton âge
 De mériter ces beaux lauriers.
 Qui croirait qu'un corps si petit
 Renferme un aussi grand esprit.
 Que cela n'étonne personne
 Sans être un homme grand, on peut être
 Un grand homme. »

IN GRAMMATICA

Ex progressu annuo.

DUC CONTEGENSIS.

« Voici le plus rusé de tous.
 Pour avoir la première place
 Et pour se donner de beaux jours
 Il fait deux ans la même classe. »

IN SYNTAXI

Ex themate.

BOCHATEY SALVANENSIS.

« Cet air rusé, cet œil vif et perçant
 Annonce assez ton esprit, tes talents.
 Rien ne serait en toi digne de blâme.
 Si tu n'avais une langue de femme. »

1820

IN RHETORICA PRIMA

Ex progressu annuo.

BAGNOUX.

« O dies felix ! iteremus hymnos !
 Devenis tandem, faveas juventæ
 Sed pigros temnas, cane diligentes
 Laude perenni

Bagnoux excellit, alios relinquit
 Arduo passu procul insequentes.
 Primus incedit celeri triumpho
 Victor ubique

Gloriam talem mereare semper.
 Illius dignus valeas haberi,
 Doctus evades, venient labori
 Præmia multa. »

Bagnoud entra à l'Abbaye de Saint-Maurice. Il en devint Abbé en 1834. Grégoire XVI le fit Evêque titulaire de Bethléem, en conférant, en 1840, ce glorieux titre aux Abbés de Saint-Maurice. Mgr Etienne Bagnoud siégea parmi les Pères du Concile du Vatican et signa la pétition qui demandait au Concile de procéder à la définition dogmatique de l'*Infailibilité pontificale*.

Comme nous le verrons plus loin, dans des temps troublés il sauva et l'Abbaye et le Collège.

1835

I^{re} RHÉTORIQUE

Progrès :

ADRIEN DE QUARTÉRY DE SAINT-MAURICE.

« Adrien de Quartéry
 Toujours remporta des prix :
 Partout il s'est couvert de gloire
 Partout il a marché de victoire en victoire :
 Quoique plein de talents et studieux
 Ce n'est pas moins très glorieux
 Pour le cadet de la classe
 D'avoir sept premières places. »

VERS

ADRIEN DE QUARTÉRY DE SAINT-MAURICE.

« Toujours de tes talents
 Tu feras bon usage.

Tu seras la joie de tes parents.
J'en ai le doux présage.

(Non lu)

On dit que tu t'enorgueillis
De tes talents, de ton esprit.
Rien de pis que cette jactance !
Pour briller dans la société
Il faut à côté de la science
Que l'on trouve l'humilité. »

A. de Quartéry devint ingénieur. Il fut un des plus brillants élèves de l'Ecole polytechnique de Paris. — Le Valais lui doit une savante *Etude sur les mesures et leur conversion*. En France, de Quartéry devint Ingénieur en chef de l'Etat, et pendant quelque temps, il eut sous ses ordres, l'ingénieur Carnot, l'infortuné Président de la République française. — Rentré en Valais, il fit partie du Conseil de l'Instruction publique, donnant à tout le monde l'exemple de l'étude et de la piété ¹.

Les Ecoles moyennes au Collège de Saint-Maurice

Les temps avaient marché. Des besoins nouveaux demandaient des fondations nouvelles. Les collèges du Valais gardaient leurs plans d'études classiques. Et cependant le développement des relations commerciales, le

¹ M. l'ingénieur de Quartéry vient de rendre son âme à Dieu le jour de l'Assomption. Les dernières années de sa vie ont été employées à l'étude de la *Somme de saint Thomas*, à l'étude des grands problèmes de la philosophie et de la théologie, aux exercices d'une haute piété et à des sollicitudes d'un spécial dévouement pour les pauvres. Avec lui s'éteint une ancienne famille qui a joué un rôle important en Valais. — Elle a donné deux Abbés à Saint-Maurice.

pressentiment de la petite bureaucratie réclamaient impérieusement l'établissement d'une école française secondaire dans un collège. C'est l'Abbaye de Saint-Maurice qui en prit l'initiative.

1838-39. — Pour le commencement de l'année scolaire, l'Abbaye pouvait annoncer au public qu'au prix de nouveaux sacrifices, elle ouvrait une Ecole française dans son Collège.

Le programme du Cours français portait trois ans d'étude.

Les 25 élèves qui s'y présentèrent dès la première année, dirent suffisamment les services que l'Abbaye rendait par cette intelligente innovation.

Le Gouvernement comprit l'importance et la nécessité de ces cours français.

Ils reçurent une garantie de leur existence par l'art. 13 de la *Constitution valaisanne* du 30 janvier 1839 : « Il sera établi une Ecole normale et une école moyenne. »

Dès l'été de 1840, l'Etat allouait 400 fr. pour l'Ecole moyenne¹. — Ce fut un encouragement pour l'Abbaye qui en profita pour une organisation plus parfaite encore.

Dans un *Avis* joint au Catalogue des cours français de 1840, il était dit :

« La Classe française sera, dès cette année, divisée en deux cours :

« La durée de chaque cours est de deux ans ;

« Chaque classe aura un professeur spécial. »

Suit le programme.

¹ La *Constitution* de 1839 disait aussi : « ART. 12. L'Etat supporte les frais de l'instruction publique dans les collèges de Sion, Saint-Maurice et Brigue. » Mais pour Saint-Maurice, cet article apportera de la part de l'Etat autant que celui de la *Constitution* de 1815. Et l'Abbaye ne perdra rien de la gloire de son traditionnel dévouement.

Ces cours français avaient à peu près la durée et l'organisation qu'ils ont conservées jusqu'à nos jours.

On y a, sans doute, ajouté les améliorations exigées par le besoin des temps. Mais en 1840 déjà, nous trouvons la *Physique* dans le programme du cours supérieur.

Le Vallais allait être troublé par les agitations politiques de la guerre civile. Dans l'espace de dix ans, le pays verra trois Constitutions qui porteront le caractère bien marqué du parti dominant.

Dans la direction d'un collège où les jeunes imaginations des élèves apportaient les idées politiques de leurs parents, la tâche de l'enseignement n'était pas chose facile.

Les Sociétés secrètes soufflaient, en ce moment, la haine contre les couvents.

Sauver l'existence d'un collège et lui faire réaliser chaque année ce que le pays et la religion en attendaient, était la fin que l'Abbaye devait poursuivre. Elle n'avait pas failli et elle ne faillira pas à sa tâche.

A l'approche des événements qui allaient porter dans le pays le trouble et la désolation, l'Abbaye était comblée des louanges et des témoignages de reconnaissance du Saint-Siège et du Gouvernement pour les services qu'elle rendait à la religion et au pays par son Collège.

En 1840, à la demande du roi de Sardaigne qui portait aussi le titre de roi de Jérusalem, Grégoire XVI conférait à perpétuité aux Abbés de Saint-Maurice, le titre d'Evêque de Bethléem. — Dans le Bref *In amplissimo*, parmi les mérites que le Saint-Siège veut récompenser, sont énumérés le dévouement et les sacrifices de l'Abbaye pour l'éducation profondément chrétienne de la jeunesse studieuse dans notre pays ¹.

¹ « Quod quidem canonicorum collegium eo in districtu studiorum curam agens omni diligentia et industria prospicit, ut juventus in binis

Les éloges ne seront pas moins ménagés de la part de l'autorité civile ¹.

Le 10 mai 1841, le Dr Barman était chargé par l'Etat de visiter le Collège de Saint-Maurice et de faire un rapport détaillé sur l'enseignement.

Le rapport est des plus favorables :

« Les chambres de classes ne laissent rien à désirer ; elles sont propres, bien aérées et bien éclairées.

« La division des classes est la suivante :

« Deux cours de classe française : principes, rudiments, grammaire et syntaxe ; deux rhétoriques et alternativement la logique (la philosophie) et la physique.

« Le nombre des étudiants est de 102.

« Il y a six professeurs outre les maîtres d'allemand, de musique et de dessin. »

CLASSE FRANÇAISE

« Cette classe renferme deux cours, le supérieur et l'inférieur ;

« Le supérieur est établi depuis 1839.

« Le professeur reçoit un traitement de l'Etat.

præsertim gymnasiis ad pietatem, omnemque virtutem mature fingatur, atque amœnioribus litteris, severioribusque disciplinis rite imbuatur. »
Original, aux Archives de l'Abbaye.

¹ Les écoles primaires du Valais doivent leur existence en grande partie au zèle du clergé et leur dotation aux anciens fonds des Confréries. Par suite de la loi du 15 décembre 1828, beaucoup de ces fonds ont été, avec l'autorisation ecclésiastique, détournés de leur destination première.

Aussi, à l'occasion de nouvelles lois scolaires, voyons-nous, en 1829, l'Abbé de Rivaz, de Saint-Maurice, et en 1841, Mgr Bagnoud, sous l'anonymat du clergé du Bas-Valais, plaider devant la Diète ou le Grand Conseil, par de savants Mémoires, les droits de l'Eglise sur l'école. Archives de l'Abbaye.

« Le second a été introduit cette année aux frais de l'Abbaye, il est fréquenté par 17 élèves dont un est étranger au canton. »

(Suit un rapport sur chaque classe).

.

PHILOSOPHIE

« C'est la logique qui est enseignée cette année. Le professeur est M. le professeur Blanc, qui a fait *ses études de physique à Paris*.

.

Comme il se présente des élèves ne connaissant pas le français, l'enseignement doit se faire en latin ; ce qui est un inconvénient difficile à éviter.

Depuis plusieurs années, le nombre des élèves en philosophie est très restreint. On l'attribue au double cours de logique et de physique qui se donnent à Sion en même temps, et à la facilité avec laquelle on reçoit les élèves à l'Ecole de Droit. »

.

PENSIONNAT

« Il a été considérablement amélioré sous l'Abbé actuel. Les élèves internes font beaucoup plus de progrès.

Il y a 56 externes.

La pension de l'Abbaye : 1^{re}, 20 fr. ; 2^{me}, 14 fr. (franc ancien = 1 fr. 45). Dans l'une et l'autre, il y a une alimentation saine et suffisante.

L'Abbaye va établir un Pensionnat entièrement neuf. Il serait déjà fait sans le retard de l'Architecte. »

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

« Le Collège de Saint-Maurice est maintenant dans un état beaucoup plus satisfaisant que lorsque je l'ai quitté il y a 23 ans. On y donne plus de soin pour la langue française ¹. »

L'Inspecteur du Collège de Saint-Maurice.

BARMAN, D^r.

La même année la ville réclamait à l'Abbaye une contribution assez élevée pour des embellissements de la place de Saint-Maurice. L'Abbaye prétendit qu'en vertu des anciennes conventions, elle n'y était point tenue. Elle réclama, par contre, pour son Collège, continuateur de l'ancien, les rentes du testament de Maurice-Hyacinthe Charlety, qui, le 23 juin 1750, avait institué le Collège de Saint-Maurice *propriétaire de tous ses biens et avoirs*.

La ville consentit à livrer à l'Abbaye ces 40 louis de rente réclamée ; mais à la condition que l'Abbaye se chargeât de l'école primaire de la ville. Un chanoine de l'Abbaye enseigna dans cette école pendant de longues années. Plus tard la ville résilia le contrat.

Après l'ouverture des cours de 1841-42, le Président Torrent et le D^r Claivaz sont délégués par l'Etat pour l'inspection du Collège de Saint-Maurice. — Ils présentent, le 28 décembre, un rapport détaillé sur le Collège et le Pensionnat.

Le rapport a des conclusions très favorables :

« C'est avec une satisfaction bien grande que nous pouvons annoncer au Conseil d'Etat le progrès sensible et la bonne tenue de cet établissement, l'ordre qui y règne,

¹ Archives de l'Etat.

la bienveillance et le zèle des professeurs pour leurs élèves, la docilité et les bonnes dispositions de ceux-ci envers leurs Supérieurs qui de leur côté témoignent le désir de pouvoir introduire dans le Collège toutes les améliorations possibles en rapport avec les besoins des temps. »¹

En 1844, le Conseil d'Etat communiquant aux trois Collèges du canton une délibération du Grand Conseil, adressait à l'Abbaye cette lettre pleine d'éloges sur son dévouement pour l'instruction publique :

MONSIEUR LE PRÉFET,

« En vous transmettant ci-joint un extrait des délibérations du Grand Conseil du 3 juin de l'année courante, relatives aux rapports entre l'Etat et les trois Collèges de notre canton, je m'acquitte d'une commission agréable puisqu'elle me fournit l'occasion de vous présenter une nouvelle preuve de la vénération que le Valais vous porte pour le zèle éclairé dont vous faites preuve dans l'instruction religieuse et dans l'enseignement de la jeunesse. Ce témoignage, dû à tant de titres et de vertus, vous l'appréciez surtout dans un moment où les attaques des ennemis de nos principes religieux s'acharnent à les frapper avec un redoublement de fureur.

« En vous priant, Monsieur le Préfet, d'être l'organe de ces sentiments auprès de Monseigneur le Révérendissime Evêque de Bethléem, je saisis cette circonstance pour vous offrir l'assurance renouvelée de ma vénération toute particulière.

Le Conseiller d'Etat chargé du Département,

G. DE KALBERMATTEN. »

¹ Archives de l'Etat.

Pendant que M. le chanoine Blanc rédigeait un volume pour ses cours de physique et de chimie, un autre jeune professeur qui venait de compléter ses études à Turin, se livrait à de laborieuses recherches historiques dont bénéficiaient ses élèves. Nous avons nommé le chanoine Boccard. Il écrivit d'abord l'*Histoire de l'Abbaye* en deux volumes :

Histoire de la Légion thébénienne et Monuments historiques sur l'antique et royale Abbaye de Saint-Maurice recueillis par M. Boccard.

Il en fit la dédicace à l'Abbé de Rivaz en 1832. Devenu professeur de littérature et d'histoire, il redoubla ses veilles pour ses recherches favorites. Critique fidèle, il analysait et jugeait les documents avec une précision admirable. A toutes ces qualités, M. Boccard joignait un style clair, à la fois sobre et élégant. En 1844, il donnait au Valais son Histoire. Elle fut imprimée à Genève avec ce titre : *Histoire du Vallais avant et sous l'ère chrétienne jusqu'à nos jours* par M. Boccard, chanoine de Saint-Maurice et de Bethléem, chevalier de l'Ordre des Saints-Maurice et Lazare, correspondant de la Commission royale historique de Turin. Genève, 1844.

Le Valais fut fier de son historien.

Voici la lettre que le Gouvernement adressa, le 13 novembre 1844, au chanoine Boccard qui venait de faire ses adieux au Collège pour consacrer le reste de ses jours au ministère paroissial.

Sion, le 13 novembre 1844.

« A Monsieur François Boccard, chanoine de la Royale Abbaye de Saint-Maurice, curé de Saint-Maurice.

MONSIEUR LE CHANOINE,

« Au milieu des siècles de barbarie, la science et

l'érudition avaient pris leur refuge sous les dômes des monastères ; elles s'y abritaient comme pour relever l'éclat des vertus austères qui en décorent le séjour. Dans des temps plus heureux, c'est de ces lieux d'étude et de piété qu'elles rayonnèrent et que leur éclat remplit l'Europe et l'univers.

« Mais, semblables au feu qui se communique sans perdre de sa propre intensité, les corporations religieuses répandirent leurs lumières sans en diminuer le foyer.

« Vous en rendez, Monsieur le Chanoine, un brillant témoignage, par l'Histoire du Valais dont vous venez de doter notre pays.

« Cette œuvre éminemment utile aux profondes recherches, à l'esprit élevé et patriotique, est un monument qui vous couvre de gloire.

« En vous félicitant, ainsi que le Valais qui en prend sa part d'honneur, nous vous offrons, Monsieur le Chanoine, l'assurance de notre considération la plus distinguée.

Le Conseiller d'Etat chargé du Département,

G. DE KALBERMATTEN ¹. »

La Constitution de la République et canton du Valais, du 14 septembre 1844, portait :

ART. 11. — « L'Etat supporte les frais de l'instruction publique dans les collèges de Sion, de Saint-Maurice, et de Brigue.

L'enseignement dans ces trois collèges ne peut être confié qu'à des personnes vouées à l'état ecclésiastique.

ART. 12. — « L'enseignement public sera approprié aux besoins du peuple.

¹ Archives de l'Etat.

ART. 13. — « La langue française et la langue allemande sont déclarées nationales ¹. »

Il semble qu'après les lourds et persévérants sacrifices que l'Abbaye de Saint-Maurice s'était imposés pour l'Instruction publique et le monument qu'elle venait d'élever à l'histoire nationale, le Valais lui eût assuré une durable et perpétuelle reconnaissance.

Il n'en sera rien.

L'ingratitude et la spoliation sacrilège seront bientôt la récompense de tant de dévouement.

Les événements avaient marché.

La coalition des cantons catholiques pour défendre et conserver selon la Constitution de 1815, la souveraineté cantonale contre les assauts du radicalisme et l'ambition des grands cantons, était vaincue par son manque d'organisation et la trahison des Puissances, aussi bien que par les troupes fédérales.

Vaincu par ses propres retards à voler au combat et par l'isolement dans lequel l'avait laissé la capitulation de Fribourg, le Valais signa à Bex, le 29 novembre 1847, une convention par laquelle, il déclarait se retirer de la ligue dite le Sonderbund.

Les troupes fédérales devaient occuper le Valais le 30 novembre, au matin.

Dès le 2 décembre, les vainqueurs réunissaient à la *Planta* des électeurs de leur choix. On appela cela l'assemblée populaire, mais devant l'histoire impartiale son nom sera le *scandale populaire*. Plus de la moitié des articles acclamés par cette assemblée, sont dirigés contre l'Eglise. C'est la spoliation ². En attendant qu'un Grand Conseil nommé par les mêmes électeurs pendant le

¹ *Recueil des lois*, t. VII.

² *Recueil des lois*, t. VIII.

désarroi et l'épouvante des vaincus sanctionne ces révolutions sacrilèges, on sommera l'Abbaye de Saint-Maurice, dont presque tous les Chanoines poursuivent leur œuvre de dévouement au Collège, de payer, dans huit jours, 50,000 fr. ¹.

Et ce n'était pas assez encore.

Le Grand Conseil qui fut tel que le Gouvernement l'avait désiré, acheva l'œuvre de la spoliation sacrilège, par le Décret du 11 janvier 1848.

Tous les biens meubles et immeubles de l'Evêché, du Chapitre de Sion, du Séminaire, des couvents et des communautés religieuses étaient déclarés la propriété de l'Etat ².

C'est une tache indélébile dans l'histoire d'un peuple catholique.

Mais venons à ce qui regarde l'Abbaye, et par conséquent le Collège de Saint-Maurice, qui devait disparaître avec elle.

En retour des longs services rendus à l'instruction publique, des lourds sacrifices que l'Abbaye s'était imposés et qu'elle s'imposait tous les jours pour la jeunesse studieuse, après les rapports officiels très élogieux faits à l'Etat, peu d'années auparavant, par les docteurs et les avocats qui étaient les hauts personnages du parti radical, voici les témoignages de reconnaissance de ce nouveau régime :

Abbaye de Saint-Maurice

ART. 14. — « L'Abbaye de Saint-Maurice est maintenue sur les bases qui suivent :

ART. 15. — « Les titulaires actuels, le Révérendissime

¹ *Recueil des lois*, t. VIII, page 11.

² *Ibid.*, t. VIII.

Abbé excepté, sont mis à la disposition de l'Evêque de Sion ou de l'Etat, pour desservir des bénéfices paroissiaux.

Ils pourront aussi être employés à l'instruction publique.

Dans l'un et l'autre cas, le consentement du Révérendissime Abbé est réservé. En cas de dissidence, le Grand Conseil en décide.

ART. 16. — « Les membres de la corporation auxquels il ne sera point procuré de bénéfices ou emplois convenables, et le Révérendissime Abbé, continueront à vivre en communauté. Un entretien honorable leur est assuré par l'Etat, ainsi qu'aux Curés et Professeurs de l'Abbaye qui résigneraient leurs fonctions par suite de vieillesse ou d'infirmités.

ART. 17. — « Le nombre des membres de cette corporation sera réduit à douze, et maintenu sur ce pied à l'avenir. Ils pourront être employés à desservir un établissement d'instruction publique que l'Etat fondera dans les édifices de l'Abbaye de Saint-Maurice.

ART. 18. — « Indépendamment de la jouissance des bâtiments de l'Abbaye et de son enclos, qui leur sera réservée, une somme de 180,000 fr. en capitaux, au 4 " 0, qui sera prélevée sur la liquidation de la fortune de cette Abbaye, est affectée pour subvenir aux charges mentionnées aux articles qui précèdent.

ART. 19. — « Sans préjudice de l'administration qui appartient à l'Etat, ces titres sont confiés en dépôt à la bourgeoisie de Saint-Maurice, qui ne pourra s'en dessaisir sans un ordre du Grand Conseil.

« Ces valeurs ne peuvent recevoir une autre destination que celle désignée aux art. 16, 17 et 18.

ART. 20. — « Les dispositions en faveur de l'Abbaye de Saint-Maurice ne sortiront d'effet qu'autant que l'administration de cette maison fournira un *état détaillé de sa fortune et de la gestion des dix dernières années.*

« En cas de soustraction ou de refus de se soumettre aux art. 15 et 17, dans le terme de quinze jours, dès la réquisition, l'Abbaye pourra être supprimée ¹ ».

Ce décret sacrilège se passe de commentaire. Il supprimait une Abbaye quinze fois séculaire. Le Collège, prix de tant de sacrifices pour l'instruction publique dans le pays, objet de tant de dévouement, était compris dans cette exécution.

Les intentions des donateurs des biens de l'Abbaye étaient frustrées. Les charges spirituelles de messes, d'offices et de prières que l'Abbaye avait assumées en recevant ces legs pieux ; les avantages que les pensionnaires peu fortunés trouvaient dans un prix très modique pour une pension saine et copieuse, tout était scrupule et bagatelle pour le régime qui venait de s'emparer du pouvoir.

Malgré les multiples et énergiques protestations de l'Abbaye de Saint-Maurice, le Gouvernement s'emparait, le 26 février 1848, de tous les domaines, de tous les avoirs qu'elle possédait dans le canton de Vaud.

Le 2 avril, il s'emparait pareillement de tout ce qu'elle possédait en Valais. On ne fit exception que pour l'Abbaye elle-même ².

Mais la Providence veillait sur le tombeau des martyrs thébéens et sur le Collège. Elle avait préparé pour gouverner l'Abbaye un prélat d'une haute piété et d'une rare sagacité. Nous avons nommé Mgr Etienne Bagnoud, Abbé de Saint-Maurice depuis 1834, et Evêque de Bethléem depuis 1840.

Ses prières furent si ferventes du côté du ciel et sa diplomatie si habile du côté des hommes du jour, qu'il parvint à sauver l'Abbaye et le Collège.

Après les résolutions de l'Assemblée populaire de la

¹ *Recueil des lois*, t. VIII.

² Archives de l'Abbaye. Lettre de Mgr Bagnoud au Nonce.

Planta, il écrivait au Nonce apostolique en Suisse, pour l'informer que la suppression des bénéfices de l'Abbaye¹ et de son Collège, était la suppression de l'Abbaye elle-même. Il pria Son Excellence le Nonce de tenter immédiatement une protestation auprès du Grand Conseil du Valais.

Mgr Bagnoud avait pour direction de la part du Saint-Siège, de sauver, même au prix des plus grands sacrifices, l'existence de l'Abbaye. Pour les biens, il devait recueillir les épaves échappées au naufrage.

Il entama des négociations avec le Gouvernement spoliateur; et, avant la fin de l'année, il parvenait à conclure une convention *sous la réserve expresse de l'approbation du Saint-Siège*.

L'Etat prélevait sur les biens de l'Abbaye pour une valeur de 175,000 fr. (franc ancien 1, 45); plus la ferme de Barge à Vouvry, évaluée à 8,000 fr.

Par contre, il signait les articles suivants qui étaient, dans ces temps de calamités, un beau triomphe de la diplomatie de Mgr Bagnoud et de son Chapitre pour la conservation de l'Abbaye :

ART. 7^{me}. — « Les avoirs non prélevés ou réservés par l'Etat forment le fonds destiné à l'entretien de l'Abbaye de Saint-Maurice auquel ils demeurent à perpétuité et exclusivement affectés, sans pouvoir jamais recevoir une autre destination. Il en sera dressé inventaire fidèle. Ce fonds sera administré par un procureur nommé par le Chapitre de l'Abbaye, avec le consentement du pouvoir exécutif. Ce procureur rendra annuellement compte à l'Etat de sa gestion.

ART. 8^{me}. — « L'aliénation des immeubles, à quel titre

¹ ART. 5. « La collature des bénéfices paroissiaux dont jouissent l'Abbaye de Saint-Maurice et le couvent du Grand-Saint-Bernard, leur est retirée. » Assemblée populaire de la Planta. — Une question qui ne pouvait être traitée que par le Pape.

que ce soit, ne peut avoir lieu qu'avec l'autorisation du pouvoir exécutif et le consentement du vénérable Chapitre de l'Abbaye ¹. »

Le Collège trouvait dans ces articles une chance de poursuivre sa marche. Mais rien ne lui était assuré de la part de l'Etat.

Par les décrets de janvier 1848, il était de fait supprimé. Mais pendant qu'à Sion le Gouvernement était à discuter la destination que l'on donnerait aux bâtiments du Collège, Mgr Bagnoud faisait, malgré la pauvreté de l'Abbaye et les réclamations des radicaux, continuer le Collège ².

Il manœuvra tant et si bien qu'il en fit garantir l'existence par la loi du 31 mai 1849.

Au chapitre V, *Collèges*, la loi sur l'Instruction publique dit :

ART. 26. — « Les collèges sont des établissements destinés à continuer et à étendre l'instruction donnée dans les écoles primaires, et à préparer les jeunes gens aux études supérieures du lycée.

Il y en a deux dans le canton : un à Brigue pour la langue allemande ; l'autre à Saint-Maurice, pour la langue française.

ART. 27. — « On y enseigne :

« 1^o La religion catholique ; 2^o les deux langues nationales ; 3^o la langue latine et la langue grecque ; 4^o l'histoire et la géographie ; 5^o l'arithmétique, ainsi que les éléments d'algèbre et de géométrie ; 6^o les belles lettres ; 7^o le dessin ; 8^o la tenue des livres ; 9^o la musique. »

¹ Archives de l'Abbaye.

² Tandis que, d'après les conditions et la foi des anciens traités, le Collège de Saint-Maurice continué avec l'assentiment donné par l'Etat, aurait dû recevoir chaque année 2,720 fr., il ne reçut pour les années 1847 et 1848 que la modique somme de 800 fr.

Le Lycée de Saint-Maurice était par contre supprimé. Le chapitre VI, porte : *Lycée cantonal*.

ART. 28. — « Il y a à Sion, un lycée destiné aux études supérieures. »

La philosophie et la physique garanties par l'acte de fondation du Collège, par un contrat bi-latéral, par des sacrifices pécuniaires de la part de la Ville et de l'Abbaye pour les bâtiments du cabinet de physique, et par l'acquisition des instruments que l'Abbaye avait faite pour réaliser les conditions du traité, furent, sans autre forme de procès, enlevées à Saint-Maurice.

Le Collège était ainsi amoindri. Mais il existait et son existence était garantie par la loi.

De 1850 à 1896

L'Abbaye continuait son Collège sous les réserves et les garanties de la nouvelle Constitution, lorsqu'une voyageuse, digne des plus grandes attentions, vint frapper à sa porte et lui demander à être installée dans ses bâtiments : c'était l'*Ecole normale* des régents du canton du Valais. Jusqu'alors elle avait principalement vécu dans les Constitutions. Voici ses principales stations : chapitre III, du *Décret sur l'Instruction publique*, du 15 décembre 1828 ; *Constitution* du 30 janvier 1839, art. 13 ; *Loi* du 31 mai 1844, sur l'*Instruction primaire*, chap. I^{er}, art. 1^{er} et chap. IV, art. 22-28 ; *Règlement pour le premier cours de l'Ecole normale*, qui devait s'ouvrir la même année à Sion « sous la direction d'un ecclésiastique choisi par le R^{me} Evêque de Sion », donné en Conseil d'Etat, le 9 mai 1846 ; *Loi* du 31 mai 1849, sur l'*Instruction publique*, chap. I et IV¹.

¹ *Recueil des lois*, t., V, VI, VII et VIII.

Déjà en 1842, des négociations avaient été entamées, entre le Gouvernement et l'Abbaye, au sujet de l'Ecole normale.

Dans une lettre très flatteuse, adressée au nom du Gouvernement, à Mgr Bagnoud, M. le conseiller d'Etat de Rivaz disait :

« Outre les facilités que présente l'Abbaye pour la pension et le logement des élèves-régents, le Gouvernement a encore un motif tout particulier pour désirer que l'Ecole puisse être établie dans votre maison : il espère y trouver des auxiliaires précieux, tant pour la surveillance que pour la conduite des études, et les élèves y jouiraient peut-être de l'avantage de pouvoir étendre le cercle de leur instruction au-delà des bornes du cours de l'Ecole normale. Nous serions fort obligé à Votre Grandeur, de vouloir bien nous faire connaître jusqu'à quel point les espérances du Conseil d'Etat pourraient être réalisées à cet égard. »

En 1850, mêmes supplications de la part de l'Etat. On voulait en finir avec des essais stériles. Pendant les vacances du Collège de 1850, l'Ecole normale fut fondée à l'Abbaye. L'enseignement fut donné, la première année, par des Frères de Marie. L'année suivante, le Gouvernement fit appel au dévouement généreux des chanoines qui, en clôturant le Collège au milieu des plus grandes chaleurs, ouvraient les cours de l'Ecole normale. Mais on était à se demander, avec raison, si les santés y tiendraient. Une lettre de M. le Dr Claivaz, conseiller d'Etat, datée du 11 juin 1852, à un professeur de l'Ecole normale, nous fait connaître que l'Abbaye n'avait pas engagé ses professeurs à vie.

« N'ayant pas eu l'avantage de vous voir à votre passage à Sion, je viens vous prier de me faire connaître si vous pouvez vous charger de l'Ecole normale des régents comme l'année dernière. M. le procureur étant avec vous, il vous

est facile de décider la question tant pour la pension que pour l'enseignement. »

L'Abbaye percevait de l'Etat pour trois professeurs qui enseignaient pendant deux mois et demi à l'Ecole normale, la somme totale de 300 fr., plus 80 fr. pour les leçons de chant.

La maison appauvrie est réduite à crier famine. En 1850 elle est obligée d'adresser un mémoire au Grand Conseil pour obtenir une augmentation du traitement des professeurs du Collège.

« Le Grand Conseil du canton du Valais, dit le mémoire, a alloué, dans sa dernière session, la somme de 200 fr., pour solde annuelle de chaque chanoine, professeur du Collège de Saint-Maurice. Le vénérable Chapitre de cette ville, se voit à regret dans l'impérieuse nécessité de venir supplier la Haute Assemblée, d'augmenter le traitement, de manière à ce qu'il puisse subvenir à l'entretien des chanoines destinés à l'enseignement. L'Abbaye de Saint-Maurice, vous le savez, Monsieur le Président et Messieurs, toujours jalouse de contribuer autant qu'il est en elle, au bonheur et à la prospérité de la patrie, de justifier la confiance du Gouvernement et des pères de famille, n'a jamais reculé devant les sacrifices possibles, surtout lorsqu'il s'est agi de l'avancement moral, littéraire et scientifique de la jeunesse valaisanne. »

Le Chapitre énumère brièvement les sacrifices immenses qu'il s'est imposés dans ce siècle pour l'instruction publique : bâtiments du Collège, pensionnat, théâtre, frais d'études pour les jeunes chanoines envoyés, en vue du professorat, dans les Universités de Paris, de Turin et de Rome. L'augmentation du nombre des élèves et l'établissement de l'Ecole normale à l'Abbaye, ont nécessité pour le pensionnat de nouvelles constructions qui coûtent plus de 400 louis.

Puis le Mémoire continue :

« Le bonheur de l'Abbaye, Monsieur le Président et Messieurs, serait de pouvoir continuer ces sacrifices ; car son dévouement pour son pays est aussi vivace qu'il l'était il y a plus de treize siècles et ne se démentira jamais. Seulement, par suite de l'énorme imposition dont elle a été frappée en 1848, elle se trouve dans l'impossibilité de faire de nouvelles dépenses *en faveur de l'instruction publique*. Cinq chanoines sont exclusivement occupés, aujourd'hui, au Collège ; l'entretien de ces Messieurs ne peut guère être évalué à moins de 2,400 fr. par an. Le traitement serait de 600 fr., déficit : 1,800 fr. au-dessus des revenus, des ressources disponibles du Chapitre ; déficit uniquement causé par l'enseignement ; car, n'ayant pas le Collège, ces Messieurs trouveraient aisément, hors de l'Abbaye, des emplois qui fourniraient au moins à leur strict entretien, ne serait-ce que l'emploi de régent de village dans quelques localités du Bas-Valais.

« Pourquoi, au reste, les chanoines, professeurs du Collège de Saint-Maurice seraient-ils moins rétribués que Messieurs du Lycée et Collège de Sion ou de Brigue ?

« Cette exception n'est, ce semble, ni naturelle, ni juste, ni concevable, etc., etc. »

Le Conseil d'Etat hésitait à présenter ce Mémoire au Grand Conseil. Il décréta sur le champ une augmentation de 600 fr., pour le traitement des professeurs de l'Abbaye. A la communication de sa décision, le Gouvernement ajoutait :

« Le Conseil d'Etat croit vous donner ainsi un témoignage non équivoque de sa sollicitude pour l'institution confiée à Messieurs vos chanoines et de l'intérêt qu'il porte à ceux-ci. Si cependant, vous estimiez que cette augmentation est insuffisante, il sera donné cours à votre pétition, mais notre préavis ne s'écartera pas de ces limites. »

L'Abbaye remercia le Conseil d'Etat et le supplia de porter à 800 fr. cette modeste augmentation de traitement.

Il faut le dire à la décharge du gouvernement radical, il ne porta jamais une main sacrilège sur l'âme de la jeunesse studieuse. Dans les études, une large part d'influence était laissée aux prêtres. L'accomplissement des devoirs religieux était, comme par le passé, exigé par les articles du Règlement.

Le chapitre VI du « Règlement de 1853, pour le Lycée et les Collèges de l'Etat » dit :

ART. 14. — « Les étudiants sont tenus d'assister, avec décence et exactitude, au service divin ; ils doivent y être accompagnés d'un professeur, au moins.

ART. 15. — « Les élèves choisis pour le service de l'orgue ou du chœur, doivent répondre à cet appel.

ART. 16. — « Une fois par mois, chaque élève s'approchera du tribunal de la pénitence, et constatera l'accomplissement de ce devoir par un billet remis au confesseur. Au temps pascal tous les élèves recevront en corps la sainte Eucharistie, au jour qui sera prescrit.

ART. 18. — « L'Inspecteur punira, sans indulgence, toute irrévérence à l'église, tout acte immoral ou irréligieux, en quelque lieu que ce soit. »

Dans les questions financières, par contre, le régime radical se montrait toujours implacable. En mars et en avril de l'année 1854, le Gouvernement pressait l'Abbaye de lui solder en argent sonnante ou en titres tout ce qui restait des 175,000 fr. de la contribution imposée en 1848.

Il exigeait de plus, la reddition des comptes pour la gestion intérieure de l'Abbaye.

Mgr Bagnoud répondit, au nom du Chapitre de Saint-Maurice, par un Mémoire qui est un petit chef-d'œuvre :

MONSIEUR LE PRÉSIDENT ET TRÈS HONORÉS MESSIEURS,

« Avant de répondre article par article à votre office du 9 avril écoulé, le vénérable Chapitre, que j'ai l'honneur de présider, sent, éprouve le besoin de mettre sous les yeux du Haut Conseil d'Etat du Valais, non pas précisément les sacrifices de tout genre qu'il a faits dans les temps antérieurs à 1847, pour la Société valaisanne; mais seulement un simple exposé des sacrifices faits, des pertes considérables qu'il a essuyées depuis l'énorme imposition dont il fut frappé en 1848. Ce court abrégé, cette rapide esquisse, montrera, nous l'espérons, à nu, au Conseil exécutif, l'état de gêne dans laquelle notre maison se trouve actuellement, et justifiera, au besoin, les légers allègements que nous sollicitons avec instance. »

Le Mémoire rappelle ensuite, en plusieurs articles, les pertes causées à l'Abbaye par la faute du Gouvernement, en dehors de l'imposition des 175,000 fr. anciens. Ces pertes peuvent être évaluées à plus de 25,000 fr. C'est donc une diminution de 200,000 fr. de la fortune de l'antique Abbaye. — Et maintenant l'Etat réclame tous les intérêts des sommes qui n'ont pas été livrées dès 1848. — Or, ces intérêts, l'Abbaye a dû les employer au fur et à mesure, pour nourrir les professeurs du Collège, qui travaillaient au bien du pays.

Puis les articles 8 et 9, nous offrent une brillante et éloquente péroraison :

ART. 8. — « Le vénérable Chapitre voit avec reconnaissance l'intérêt que le Pouvoir exécutif lui marque en lui annonçant officiellement qu'il proposera au Grand Conseil d'augmenter le traitement de Messieurs les professeurs du Collège de Saint-Maurice. Cette augmentation sera pour l'Abbaye d'Agaune un motif de plus pour chercher toujours

et toujours davantage à justifier la confiance des pères de famille et répondre à la juste attente du Gouvernement et à bien mériter de la religion et de la patrie.

« Au surplus, ne craignons pas de le dire, puisque c'est la vérité, cette augmentation sera plus qu'utile pour mettre à même l'Abbaye de solder les intérêts des 25,000 fr. qui vont être stipulés en faveur de l'Etat.

ART. 9. — « Le Pouvoir exécutif trouvera ci-joint l'état financier de l'Abbaye. Le Chapitre croit devoir faire observer au Conseil d'Etat qu'il n'est point dit dans la convention du 16 décembre 1848, que ses comptes doivent être soumis au Grand Conseil. Le contraire ressort de la lettre et de l'esprit de tous les articles de cette convention. Le Conseil exécutif comprendra notre juste susceptibilité si l'on en agissait autrement.

« Vous le voyez, Monsieur le Président et très honorés Messieurs, est-il possible que le Chapitre marche, qu'il entretienne honorablement ses chanoines, comme c'est votre intention, avec d'aussi faibles et d'aussi minimes ressources ? *Tolle et lege...* et vous direz ; *Non*. Ce *Non* nous donne le doux espoir que vous voudrez bien écouter favorablement nos justes doléances ; ce *Non* nous donne la confiance que vous accueillerez avec bonté notre supplique ; ce *Non* sera une nouvelle preuve de l'intérêt que vous portez à un Chapitre, dont vous n'avez pas voulu et ne voudrez jamais la ruine ; ce *Non* enfin, mettra un terme, disons le mot, aux pénibles négociations qui nous occupent depuis plus de six ans. Nous sommes d'autant plus autorisés à croire au bon vouloir du Pouvoir exécutif à l'endroit de l'antique et royale Abbaye d'Agaune, que, pour le Gouvernement, les compensations sollicitées par le vénérable Chapitre de Saint-Maurice sont d'une minime valeur, tandis qu'elles sont capitales pour l'Abbaye.

« Dans l'attente que le Conseil d'Etat prendra sous son

haut patronage nos justes et respectueuses réclamations, nous le prions d'agréer, par anticipation, les sentiments de notre plus vive gratitude, ainsi que l'assurance de notre haute considération et du parfait dévouement avec lesquels nous sommes, etc. »

L'Ecole normale organisée pour les mois d'été seulement, ne laissait aucun répit aux professeurs du Collège de Saint-Maurice. Les santés ne pouvaient plus se soutenir sans vacances.

L'Abbaye se vit ainsi forcée de mettre des bornes à son dévouement et de renoncer à l'Ecole normale qui fut transférée à Sion.

De cette lointaine époque de la formation des régents, il reste encore trois professeurs : M. le chanoine Débonnaire, curé de Chœx, ancien inspecteur des écoles des districts de Saint-Maurice et de Monthey ; M. le chanoine Burnier, curé de Vérossaz, inspecteur des écoles des districts de Saint-Maurice et de Monthey, l'éloquent avocat de la dernière augmentation du traitement des régents ; et enfin Mgr Joseph Paccolat, qui s'est arraché avec regret à l'inspection des écoles des districts de Conthey et d'Entremont, pour prendre la crosse et la mitre de Saint-Maurice et de Bethléem.

L'absence d'un cours de philosophie dans un établissement comme Saint-Maurice devenait funeste. La préparation même des jeunes professeurs, on le sentait, eût été amoindrie sans une solide philosophie. L'Abbaye sut le voir à temps ; et dès 1857, elle méditait un coup de maître : le rétablissement de la philosophie à Saint-Maurice. L'Abbaye avait, dans son sein même, un philosophe d'une rare valeur. Nous avons nommé M. le chanoine Gard.

Le chanoine Gard avait, en 1846, obtenu à la Propagande à Rome, le premier prix de philosophie, la médaille d'or ¹.

Sa compétence dans la matière était telle que le régime radical lui-même fut heureux de l'obtenir pour enseigner la philosophie au Lycée de Sion. C'est pendant ces sept années d'enseignement qu'il rédigea ses cours.

Mais lorsqu'on espérait faire renaître la philosophie à Saint-Maurice, apparaissait l'arrêté du 18 septembre 1858 sur la réorganisation des Collèges de l'Etat ².

Le Lycée est réservé à Sion.

Cependant les sentiments catholiques du vrai peuple valaisan, devenu moins timide, étaient parvenus à se manifester.

Le pays s'était donné un pouvoir législatif sincèrement catholique.

Le Grand Conseil, par Décret du 24 mai 1859, rapportait les décrets du 11 et du 29 janvier 1848, sur la confiscation des biens de l'Eglise.

Il était ajouté :

ART. 2. — « L'Eglise est réintégrée dans la possession des immeubles et droits compris dans les décrets et qui n'ont pas été aliénés. »

Hélas ! il n'en restait à peine quelques miettes.

C'est sous ce nouveau courant bienveillant que l'Abbaye rétablit la philosophie dans son Collège. Le Gouvernement pouvait, du reste, en vertu de l'article 30 de la loi du 30 mai sur l'*Instruction publique*, ou étendre, ou modifier la sphère d'enseignement dans les établissements d'instruction publique.

La philosophie figura de nouveau officiellement dans les catalogues de Saint-Maurice à partir de 1859.

¹ *Solemnis præmiorum distributio apud Collegium Urbanum de Propaganda Fide*, 1846, page 7.

² *Recueil des lois*.

M. le chanoine Gard devint l'âme du Collège. De nombreux élèves se groupèrent, pendant près de vingt ans, autour de sa nouvelle chaire de philosophie et d'histoire de la littérature.

Lorsque ses fonctions de préfet et de professeur lui laissaient quelques loisirs, il les consacrait à des œuvres de charité.

Comme un ancien professeur, le chanoine Blanc, avait établi dans notre pays la *Propagation de la Foi*, il établit dans le Valais la *Sainte-Enfance*. Mais dans le Bas-Valais et dans la Suisse romande, il y avait tant d'enfants abandonnés ! Il fonda, pour les recueillir, l'*Orphelinat de Saint-Maurice* et une Congrégation pour continuer son œuvre.

La *Société helvétique* de Saint-Maurice, dont le but est de grouper les talents catholiques pour travailler au service de la religion, lui doit sa fondation.

Aussi, à la mort du chanoine Gard, le pays sentit vivement la perte qu'il venait de faire. Le Grand Conseil, réuni à Sion, pour sa session de printemps, se leva, comme un seul homme, pour dire son deuil et ses regrets à l'homme de Dieu, de la science et de la charité.

Dans une autre sphère, pendant cette même période, il y avait au Collège de Saint-Maurice, un homme de non moins de valeur : c'était le chanoine Bertrand, directeur du pensionnat de l'Abbaye. Ses nombreux élèves qui l'aimaient comme le meilleur des pères, ont porté son nom à travers la Suisse et même bien au delà de nos frontières, et l'ont proclamé *le roi des directeurs*.

Il y eût bien d'autres talents et de généreux dévouements. Notre intention n'est point de rappeler les mérites des vivants, mais de donner en passant un témoignage de reconnaissance à nos morts.

Nous tenons à le dire aussi, avec un légitime orgueil,

que le Collège de Saint-Maurice fut, pendant de longues années, la principale pépinière du clergé fribourgeois.

Il fut la maison paternelle dans laquelle la jeunesse studieuse du Jura vint abriter sa foi catholique pendant la persécution et se préparer à grossir la phalange de ceux qui, par leur énergique constance, allaient laisser au siècle à venir la gloire du triomphe et le trésor de la foi.

Et le cœur de l'évêque était à l'Abbaye avec cette brillante jeunesse jurassienne.

Dès le début de la persécution, le Chapitre de Saint-Maurice offrit à Mgr Lachat, chassé de son palais épiscopal de Soleure, proscrit de plusieurs cantons de son diocèse, une amicale résidence à l'Abbaye. La réponse du confesseur de la foi fut débordante d'affection et de reconnaissance. Et si le bon prélat ne fixa pas sa résidence à l'Abbaye, il y vint par de fréquentes visites et même une année, par le séjour d'un mois, bénir la jeunesse studieuse de son diocèse.

Mgr Mermillod encourageait pareillement les professeurs et les élèves de Saint-Maurice, de ses sympathiques et délicates attentions. Sur la terre de l'exil, il n'oubliait pas l'Abbaye et son œuvre dans la formation de la jeunesse.

En date du 19 avril 1873, il écrivait à Mgr Bagnoud :

CHER AMI ET VÉNÉRÉ MONSEIGNEUR,

« Votre bonne visite m'avait fortifié et consolé ; Vous avez été l'ange de mon jardin des Olives. Vous viendrez me voir à Fernez ; j'ai une petite cellule et un grand cœur à vous offrir. Priez saint Maurice pour moi ; j'ai besoin de la protection des Saints.

« Dites à vos Messieurs, à vos élèves et à mes amis de Saint-Maurice que l'exilé les bénit de toute son âme. »

Nous arrivons aux temps présents. Nous nous bornerons à indiquer brièvement les principales modifications qui ont été introduites au Collège de Saint-Maurice. Et si la génération présente trouve ces lignes superflues, peut-être que la génération future nous saura gré de lui avoir laissé quelques dates pour servir de jalons à une étude sur l'enseignement à notre époque.

Les Collèges du Valais sont régis par la *Loi du 4 juin 1873 sur l'Instruction publique*.

Les principes généraux donnés au chapitre I^{er} sont :

ART. 1^{er}. — « L'instruction est gratuite dans les écoles primaires et dans les établissements de l'Etat.

ART. 2. — « La liberté d'enseignement est garantie sous réserve des dispositions de la présente loi. »

Le chapitre VII porte :

« *Etablissements cantonaux d'instruction secondaire et supérieure.*

SECTION I

Etablissements.

ART. 91. — « L'instruction secondaire et supérieure est donnée dans les Collèges et le Lycée, aux frais de l'Etat et sans préjudice aux fonds, subsides et conventions existants, qui doivent recevoir leur application.

ART. 92. — « Il y a un Collège industriel à Sion, un Collège classique dans chacune des villes de Brigue et de Saint-Maurice, et un Lycée à Sion.

ART. 93. — « Les Collèges comprennent chacun six années d'études, et le Lycée au moins deux. »

Au point de vue légal, il n'y avait pour les classes littéraires plus que deux gymnases : celui de Brigue pour la partie allemande du canton et celui de Saint-Maurice pour la partie française.

Sion avait par contre à lui seul le Lycée et le Collège industriel.

Mais la loi avait, au sujet du Collège industriel, comme un pressentiment de porter un mort-né dans ses flancs; elle ajoutait :

ART. 124. — « Le Collège classique existant à Sion sera maintenu jusqu'à ce que le Collège industriel soit organisé. »

Aucune modification ne fut portée à l'organisation des trois Collèges. La loi ne fut jamais appliquée et de fait elle fut rapportée par les sacrifices immenses que le canton a faits pour construire le Collège de Sion.

Le Scholasticat des RR. PP. Capucins

Les RR. PP. Capucins de la Province suisse possèdent un collège à Stanz, dans l'Unterwald. Il est pour eux une pépinière de vocations. Les Pères de la Suisse française n'ayant pas le même avantage, devenaient peu nombreux et ne pouvaient plus répondre aux réclamations des curés pour les aider dans le ministère paroissial.

Il fallait donc, dans un pays pauvre, songer à favoriser et à multiplier les vocations. On commença par accueillir quelques étudiants aux couvents de Sion et de Saint-Maurice. Mais on s'aperçut que ce n'était là qu'un demi-remède, qu'il fallait avoir recours à une institution plus forte et plus stable.

Sur la demande des RR. PP. Jérémie, gardien à Fribourg, et Sébastien, prédicateur à Fribourg, porteurs des vœux des Pères de la Suisse française, le Chapitre provincial réuni à Lucerne en 1879, décida que l'on établirait, au couvent des Capucins de Saint-Maurice, un *Scholasticat* ou pensionnat pour leurs étudiants.

Ces élèves placés sous la direction d'un Père, devaient se rendre, pour les cours, au Collège de l'Abbaye.

Le R. P. Sébastien fut envoyé à Saint-Maurice pour diriger la construction du Pensionnat qui s'ouvrait sous sa direction, pour l'année scolaire 1880-81.

Il compte une quinzaine d'élèves et a déjà rendu à l'Ordre d'éminents services.

Mais nos bons Pères Capucins nous ont fait sortir de l'ordre chronologique. Nous y revenons.

La Constitution fédérale qui, par son art. 27, assurait au pouvoir central la direction de l'Ecole polytechnique, la fondation d'une Université fédérale et la faculté de favoriser pécuniairement les autres Universités suisses, devait amener des modifications dans la question de l'enseignement.

La loi fédérale du 17 décembre 1877, pour le diplôme fédéral des médecins, des pharmaciens et des vétérinaires, amoindriissait le pouvoir cantonal en cette matière.

Pour obtenir ce diplôme, il fallait renoncer aux Universités étrangères et diriger l'enseignement secondaire à l'admission aux Universités suisses.

C'est pour répondre à ce besoin que l'Etat du Valais, par décret du 13 juin 1890, ajouta à l'ancien témoignage d'études l'*examen de maturité* pour les lettres et les sciences.

Ce fut un puissant moyen d'émulation. L'Abbaye redoubla ses efforts et son dévouement pour sortir du système économique du Valais, de réunir deux classes sous un même professeur.

En 1891, elle sépara la rhétorique des humanités.

Pour réaliser ces projets déjà longtemps caressés, il fallait surmonter les plus grandes difficultés. Les locaux étaient devenus tout à fait insuffisants. Recourir au pays

qui venait de faire les plus lourds sacrifices pour construire un vrai palais pour le Collège-Lycée de Sion, c'était renvoyer au siècle futur la construction d'un nouveau Collège à Saint-Maurice.

Se confiant à la Providence et au dévouement de ses chanoines, l'Abbaye contracta une dette énorme et commença, en 1893, la construction de son nouveau Collège.

Dès l'automne 1894, le Collège était installé dans le nouveau bâtiment. Mgr Paccolat, Abbé de Saint-Maurice et évêque de Bethléem, revêtu des habits pontificaux, entouré de ses chanoines et des étudiants, bénit solennellement le nouveau Collège. La même année toutes les classes latines furent dédoublées. Ce qui augmenta encore considérablement les sacrifices de l'Abbaye, au point de vue de l'entretien du personnel enseignant.

Un jour, M. le conseiller d'Etat, Henri de Torrenté, alors président du Conseil des Etats, conduisait à l'Abbaye une Commission nombreuse de députés des Chambres fédérales, chargée d'aller examiner les forts de Saint-Maurice.

En face du Collège, M. de Torrenté dit, avec une certaine fierté, à ses collègues : « C'est un Collège cantonal, et le Valais n'a pas eu un centime à payer pour le construire. Ce sont Messieurs les chanoines qui l'ont construit entièrement à leurs frais. »

Et ce n'est pas seulement dans la question des bâtiments fournis à l'Etat, contre une gratification tout à fait minuscule, que l'Abbaye fait des sacrifices.

Elle ne perçoit guère qu'un quart de traitement pour ses professeurs. On pourra s'en convaincre par un tableau comparatif de la participation des trois Collèges au budget de l'Etat, pour l'année 1895.

Mais nous tenons à le dire d'avance, ce n'est point par un sentiment de jalousie que nous donnons ce tableau.

Si Messieurs les professeurs des autres collèges sont plus payés que ceux de Saint-Maurice, ils sont loin de recevoir un traitement au-dessus de leur dévouement à la cause commune de la formation de la jeunesse studieuse.

LYCÉE ET COLLÈGE DE SION ¹

	FR.	C.
<i>Bâtiments fournis et entretenus par l'Etat</i>	18,712	50
Nombre d'élèves : 94.		

COLLÈGE DE BRIGUE

	FR.	C.
<i>Bâtiments fournis et entretenus par l'Etat</i>	13,925	10
Nombre d'élèves : 56.		

COLLÈGE DE SAINT-MAURICE

	FR.
<i>Bâtiments fournis et entretenus par l'Abbaye</i>	10,210
Nombre d'élèves : 160.	
Nombre de professeurs : 17.	

Le pays ne méconnaît pas ces généreux sacrifices.

Aussi, chaque année, dans son discours pathétique où respire la foi et le patriotisme, M. Léon de Roten, chef du département de l'Instruction publique du canton du Valais, tient à le rappeler aux étudiants, et au nom du pays, à en témoigner à l'Abbaye sa plus vive reconnaissance.

Dans un avenir prochain, l'Abbaye, devra couronner l'édifice de son dévouement, en complétant son Lycée par le rétablissement de la physique.

Ce qui l'arrête, c'est que l'on se croit encore sous le coup d'une loi qui le prohibe. Or, il n'existe aucune loi ni

¹ Voir *Rapport de gestion* de 1895, du département de l'Instruction publique et *Compte rendu de la gestion financière* pour l'exercice de 1895.

aucun décret de ce genre. Ce cours libre serait, au contraire, sous la garantie de l'art. 2 de la loi du 4 juin 1873, sur la liberté d'enseignement.

Il est réclamé par les nombreux élèves étrangers qui viennent faire leur philosophie à Saint-Maurice, il est réclamé par le besoin des temps. Les élèves pourront alors passer directement de Saint-Maurice dans les diverses Universités suisses et spécialement à l'Université catholique de Fribourg dont les collèges catholiques doivent être la pépinière.



ÉPILOGUE

Nous n'avons parlé, et avec intention, qu'incidemment de l'enseignement de la théologie, et nous n'avons pas touché la question des sacrifices que l'Abbaye a faits pour les écoles primaires des filles à Saint-Maurice. Ce sera un thème pour une autre étude.

Nous n'avons pas voulu nous écarter de celui que nous nous étions proposé.

Il est écrit à la tête de la législation ecclésiastique en matière d'enseignement :

« L'Eglise de Dieu, doit comme une bonne mère, déployer tous ses efforts pour faciliter les études et les mettre à la portée des jeunes gens les moins fortunés ¹. »

L'Abbaye de Saint-Maurice, par des sacrifices qui peuvent être appelés téméraires devant la prudence humaine, mais qui seront appelés saints et sages devant les jugements de Dieu, pourra se glorifier, même dans la pauvreté, d'avoir compris le cœur de sa mère, la sainte Eglise, dans la question du dévouement pour l'éducation de la jeunesse.

¹ *Decretales Gregorii IX*, lib. V, tit. V. *De magistris...*

OBSERVATIONS

Nous regrettons de n'avoir pas divisé notre petit volume par chapitres, tout en suivant notre division par ordre chronologique. Nous avons été prié par le Département de l'Instruction publique du canton du Valais de préparer pour l'Exposition nationale à Genève, une Etude sur l'enseignement à Saint-Maurice. Le travail devait renfermer environ 20 pages. L'abondance des matériaux a été telle que nous sommes sorti, à nos frais, du cadre proposé.

Le temps pressait. Nous étions obligé de livrer notre composition au fur et à mesure à l'imprimerie. Il nous a été par conséquent impossible de revenir sur nos pas pour perfectionner cette Etude.

Le public voudra bien ne pas nous refuser sa sympathique indulgence.

ERRATA

A la page 18, onzième ligne, au lieu de *éditée*, lisez *édictée*.

A la page 19, deuxième ligne, au lieu de *rendu*, lisez *rendus*.

A la page 31, deuxième alinéa, il y a modification à faire. Nous avons été induit en erreur par les témoignages datés de Soleure. Veguer n'a pas étudié à Soleure. Son ancien maître du Collège des Jésuites à Brigue a daté les témoignages de Soleure où il était devenu Recteur. De plus amples détails seront donnés dans notre biographie du chanoine Veguer.

A la page 75, dernière ligne, au lieu de *vient*, lisez *vint*.

A la page 87, au commencement de la note, au lieu de *première année*, lisez *première moitié*.

A la page 96, dernière ligne, au lieu de *commerciales*, le. lisez *commerciales et le*.

A la page 111, dix-huitième ligne, au lieu de *vint*, lisez *vint*.

A la page 125, dernière ligne, au lieu de *talbeau*, lisez *tableau*.

On trouvera ça et là d'autres *errata* de peu d'importance; l'intelligent lecteur saura les corriger.





